

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

*De l'importance économique
De l'organisation & Du fonctionnement*

**EN FRANCE
DES COMPAGNIES ANONYMES FRANÇAISES
D'ASSURANCES**

A Primes Fixes contre l'Incendie

Étude Économique, Historique et Juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Mars 1917, à 13 h. 1/2

PAR

GERVAIS GENET

Président : M. LYON-CAEN, professeur
Suffragants { MM. GIDE, professeur
SOUCHON, professeur

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE FONTEMOING & C^{ie}

E. DE BOCCARD, Editeur

4, RUE LE GOFF, 4

1917

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

*De l'importance économique
De l'organisation & Du fonctionnement*

EN FRANCE
**DES COMPAGNIES ANONYMES FRANÇAISES
D'ASSURANCES**

A Primes Fixes contre l'Incendie

Étude Économique, Historique et Juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Mars 1917, à 13 h. 1/2

PAR

GERVAIS GENET



Président : M. LYON-CAEN, professeur

*Suffragants { MM. GIDE, professeur
 SOUCHON, professeur*

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE FONTEMOING & C^{ie}

E. DE BOCCARD, Editeur

4, RUE LE GOFF, 4

1917

A LA MÉMOIRE

DE

MA MERE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550405_0058

AVANT-PROPOS

Selon la définition scientifique et précise de M. Chauf-ton : « l'assurance contre l'incendie est la compensation des effets du hasard, par la mutualité organisée suivant les lois de la statistique (1) ».

A cette définition, nous emprunterons souvent au cours de notre travail ; maintes fois, nous verrons, en elle, la source d'une idée que nous aurons à développer.

Les questions que fait naître l'assurance contre l'incendie sont très nombreuses ; la plupart ont été l'objet d'études approfondies. Nous voulons, quant à nous, donner un aperçu d'*ensemble* de cette branche de l'Assurance, en France, envisagée dans l'un de ces organismes les plus importants et les plus intéressants : les *Compagnies à primes fixes françaises*.

Après avoir, dans notre Introduction, montré le rôle

(1) Chauf-ton, *Les Assurances*, tome I, n^{os} 1 et 107. — Michel Lacombe, dans le *Dictionnaire d'Economie Politique* de M. Léon Say.

des Compagnies, et l'importance de ce rôle au point de vue économique, dans une étude historique, nous rechercherons les origines de l'Assurance-Incendie. Nous verrons les idées de préservation, de réparation qui, en présence des ravages du feu, se sont fait jour en l'esprit humain.

Notre première partie sera consacrée à l'organisation des Compagnies : C'est-à-dire à leur création, à l'étude de leurs services, à la solidarité, à l'interdépendance de ces organes ; nous développerons les principes essentiels qui régissent l'Assurance-Incendie.

Dans notre deuxième partie, nous examinerons comment se meuvent les Compagnies. Leur fonctionnement, selon nous, peut se ramener à deux points capitaux :

La Conclusion des Contrats.

Le Règlement des Sinistres.

INTRODUCTION

DE L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DES COMPAGNIES

Les considérations qui vont suivre ne s'appliquent pas exclusivement aux Compagnies à primes fixes, qui ne sont point les seules à exploiter, dans l'assurance, la branche Incendie. Mais si l'assurance contre l'incendie joue un rôle éminemment important dans la vie économique, c'est beaucoup aux Compagnies qu'elle doit de le faire : car elles ont été les promoteurs, et surtout les vulgarisateurs de cette idée : le feu ne détruit pas toutes les espérances ; il est possible de se prémunir contre ses désastres, de les réparer (1). Parmi ces considérations, la plupart, sinon toutes, pourraient également être écrites dans une étude de l'Assurance en général. Il

(1) Rapport du Bureau Fédéral Suisse de 1896, pages 78 et 97 où il est dit : « Dans toutes les branches de l'Assurance, les sociétés par actions ont été les pionniers de l'exploitation rationnelle ». — Wagner, *Der staat und das Versicherungswesen*, p. 19 et suivantes.

nous suffit de les voir entrer dans le cadre spécial du travail que nous avons choisi.

Le rôle, l'importance économiques des Compagnies à primes fixes peuvent être envisagés sous trois aspects principaux : en ce qui concerne l'individu d'abord, la société, ensuite. Enfin, il ne nous a point paru inopportun d'exposer leurs rapports avec l'Épargne et le Crédit.

L'assurance contre l'Incendie chasse, de l'esprit de l'individu, la crainte qui, selon les justes paroles de M. Chauf-
ton, « paralyse toute activité et engourdit les âmes (1) ».

N'y a-t-il pas eu relation de cause à effet entre la création des grandes Compagnies et le prodigieux essor industriel des *xix^e* et *xx^e* siècles ? On ne saurait, en tous cas, douter que la marche ascendante de l'industrie s'est produite simultanément à la création, à la solidité croissante des Sociétés d'Assurances. Nous n'osons point dire que ces dernières ont été la condition *sine qua non* de cette prospérité, de ces aménagements techniques (nous reviendrons sur cette question). Et, pourtant, un exemple montrera qu'il y a, peut-être, de notre part, une timidité excessive à ne le point déclarer.

Voici un industriel à la veille de changer son outillage, d'opérer de radicales transformations dans son usine. Une question angoissante immédiatement surgit : les frais ne seront-ils pas très grands, l'amortissement ne sera-t-il pas assez lointain ! Et si un incendie prochain, toujours pos-

(1) Chauf-
ton, *Les Assurances*, tome I, p. 296.

sible, éclate, les sommes considérables englouties dans ces améliorations s'évanouiront, que l'on nous pardonne cette expression, dans la fumée du sinistre.

Il existe, de ce chef, un gros point d'interrogation posé par une crainte justifiée, et susceptible d'arrêter une initiative hardie et créatrice,

L'assurance contre l'Incendie vient à cet esprit novateur et lui dit : « Moyennant une prime assez minime, dérisoire même comparativement aux capitaux assurés, je vous garantirai. Soyez *sans crainte*. Le sinistre aurait-il lieu le lendemain de la signature du contrat et du paiement de la première prime, rien, pour vous, ne sera perdu. Osez ! je vous soutiendrai ».

Cette crainte — et la même réponse consolante — existent pour les agriculteurs qui vont entreprendre des améliorations dans leurs fermes : construction d'étables modernes, achat d'un outillage perfectionné, augmentation de cheptels.

L'assurance contre l'incendie élimine la crainte : ce n'est point son seul bienfait, au point de vue individuel.

Elle crée des rapports de solidarité, de mutualité entre les assurés. Pour être moins sensibles dans une Compagnie à primes fixes, ces rapports n'en n'ont pas moins une existence aussi certaine que dans les mutuelles. Comme le dit M. Chaufton (1), « la mutualité existe sous le couvert de la société anonyme ; elle en est l'âme la-

(1) Chaufton, *Les Assurances*, tome I, p. 217. — Planiol, *Traité de Droit civil*, II, p. 688.

tente. La société n'est que la gérante de cette mutualité ; c'est la Caisse commune où sont versées les primes, qui paye les sinistres. Le capital social n'est qu'un fonds de garantie ».

C'est une note parfaitement juste. En dehors du capital social, qui est une première garantie dans l'attente des réserves que formeront, en définitive, les primes, l'assureur puise dans ces primes pour faire face à ses engagements.

Cette idée, il conviendrait de la répéter sans cesse, pour que les sinistres volontaires, ou dus à une coupable négligence, voient leur nombre diminuer, et disparaissent enfin.

Les assurés devraient s'en pénétrer et se dire : « Tous ceux qui, comme moi, sont garantis par une Compagnie, ont, en définitive, compté sur la valeur des risques, sur la moralité de leurs co-assurés. C'est une question de conscience que de veiller soigneusement à écarter les dangers d'incendie, plus soigneusement que si je n'étais pas assuré. Car, en ce dernier cas, à supposer, que seuls, mes risques soient atteints, je ne punirais que moi-même ; tandis que mes co-assurés en pâtiront dans la première hypothèse. En effet, non seulement la répétition des sinistres peut rendre insolvable mon assureur ; mais elle aura pour conséquence inéluctable d'empêcher toute diminution du taux des primes ».

Il est constant que la fréquence des incendies sur un risque donné, détermine une élévation des primes ; et que la diminution des sinistres, au contraire, les fait s'abaisser.

On nous permettra, à cet égard, de noter la patience bienveillante des Compagnies ; l'élévation de la prime n'est envisagée qu'en dernière analyse, et il faut vraiment de symptomatiques incendies pour leur faire prendre cette décision. Par contre, elles n'hésitent pas à adopter des tarifs moindres, quand elles ont la conviction de la diminution des sinistres sur des risques considérés. L'aiguillon de la concurrence, qui ne va point sans la liberté, est ici infiniment précieux et efficace.

Les assurés ne sont pas aussi éloignés qu'on pourrait le croire de sentir la force de cette idée de solidarité. Peut-être, est-elle confusément aperçue de la masse ? Mais elle vit en elle : aussi, il conviendrait de s'attacher à la développer.

Un jour, nous causions de sa police, avec un paysan limousin, qui nous fit cette réflexion frappante : « Vous connaissez X... Eh bien ! je ne le comprends pas ! Depuis qu'il « s'est assuré », il se rend dans ses étables, dans ses greniers remplis de pailles, avec de simples bougies. Heureusement, il est le *seul du village* à agir de la sorte. Si tous, nous faisons comme lui, les incendies se multiplieraient, et, *avec quoi* nous paieraient les Compagnies ? »

Ne croit-on pas que l'assurance contre l'Incendie crée une sorte d'égalité des patrimoines en face du hasard ? Sans doute, elle ne fait pas disparaître les inégalités inhérentes à la nature des choses, et nul ne saurait se flatter

d'obtenir ce chimérique résultat ! Mais elle arrive à ce but que le hasard ne possède pas de force mauvaise plus grande pour le riche que pour le pauvre. L'industriel puissant sera toujours, après l'incendie, un industriel puissant. Mais il ne sera pas plus riche que son concurrent moins fortuné dont l'usine a été ravagée. Ils repartiront dans la lutte économique sur le même pied qu'auparavant, s'ils étaient assurés. C'est tout ce que la logique économique peut demander. Car, nous le répétons, l'égalité des conditions de fait est un espoir vain, et ne serait d'ailleurs pas créatrice d'efforts et d'avantages nouveaux. Au pis aller, en supposant une inégalité due à la fortune acquise et transmise, l'égalité ne tuerait-elle pas le germe des efforts par la suppression de l'héritage ! Par qui, et comment serait opéré le partage des biens ? — Sans l'assurance, l'inégalité serait accrue : c'est un avantage considérable d'importance que d'empêcher ce résultat.

On peut, enfin, soutenir que l'assurance-incendie, si elle ne rend pas les hommes meilleurs, arrive, pratiquement, à étouffer certains désirs de vengeance. L'inimitié a toujours existé, et toujours existera. Il y a longtemps que le poète latin a écrit :

« Homo, homini lupus ».

Les sinistres dus à la malveillance sont encore assez fréquents. Néanmoins, la seule apposition d'une plaque d'assurance sur le risque visé par l'incendiaire n'a-t-elle pas, maintes fois, arrêté le bras du criminel. A quoi ser-

vira la vengeance, attendu que l'ennemi sera dédommagé par son assureur ?

Les Compagnies ont senti la vérité de cette affirmation, puisque, en Algérie, par exemple, il est obligatoire de par la convention qu'une plaque soit ostensiblement posée sur les récoltes en meules garanties en plein air. Pour nous, cette obligation devrait être étendue à tous les risques (1).

Au point de vue social, l'assurance-incendie répare les capitaux détruits.

Cette idée ne paraît point acceptée par M. Gide, qui déclare : « La maison brûlée est brûlée ; donc, pour la société la perte est définitive (2) ». Son opinion se modifie, du reste, presque aussitôt, puisqu'il ajoute : « Et, d'ailleurs, même au point de vue social, la destruction des richesses se trouve atténuée dans ses conséquences par le fait qu'elle est aussitôt réparée (3) ».

M. Leroy-Beaulieu (4) est allé beaucoup plus loin. Pour lui, la perte, au point de vue social, n'est pas diminuée par l'assurance ; au contraire, elle est augmentée puisqu'à la destruction des capitaux résultant de l'incendie,

(1) Cette obligation se trouve inséré dans les conditions particulières des polices sous la forme suivante : « L'assuré... déclare... sous peine de n'avoir droit à aucune indemnité en cas de sinistre... qu'une plaque de la Compagnie est apposée sur la partie la plus apparente de chaque meule ».

(2) *Cours d'Economie Politique*, 2^e édition, p. 827.

(3) *Idem.*

(4) *Traité d'Economie politique*.

il faut ajouter les frais nécessaires au fonctionnement de l'Assurance.

La question nous semble mal posée, ou plutôt posée sur un terrain étranger. L'Assurance est-elle la cause du sinistre ? Nous verrons dans notre partie historique que les incendies n'ont pas attendu la création des Compagnies pour éclater ! — Du reste, c'est l'existence, la préexistence des incendies qui a éveillé, en l'esprit des hommes, l'idée de réparer les ruines qu'ils accumulent. Voilà un point nettement établi.

Aussitôt, nous nous trouvons en face de ce dilemme :

Ou bien il s'agit d'un individu imprévoyant, que le sinistre a frappé : les sommes minimales qui, par l'assurance, lui auraient permis de reconstituer les valeurs détruites, il les a certainement dépensées sans utilité, laissées improductives.

Ou bien, un individu est resté son propre assureur. En ce cas, — à supposer que l'incendie lui *ait donné le temps* de former un capital suffisant pour réparer les valeurs — les sommes qu'il a dû accumuler ont été, à n'en pas douter, beaucoup plus fortes que n'eussent été *les primes*. Car, c'est précisément l'association qui, par la loi des grands nombres, permet de s'assurer à des taux si bas.

Et quoiqu'on puisse en dire, grâce à l'assurance, la maison incendiée ne sera pas perdue pour la société, puisqu'elle renaîtra de ses cendres, et sans que cette renaissance ait enlevé de la circulation des capitaux productifs.

(Nous montrerons, au contraire, que les réserves constituées par les Compagnies, et provenant de l'accumulation des primes, pourraient, dans une législation plus libérale, devenir un merveilleux instrument créateur.)

« L'Assurance diminue, au point de la rendre insensible, la perte qui résulte pour la Société de l'anéantissement des capitaux existants (1). »

Et, dans une image saisissante, Edmond About a montré que le prélèvement d'une prime ne diminue en rien la productivité des capitaux.

« Rappelez-vous, écrivait-il, que le capital est un levier, un instrument destiné à rendre le travail moins pénible et plus utile, et dites-moi si la destruction d'un levier de cinq kilogs ne serait pas un mal beaucoup plus grand que le prélèvement d'un centigramme de fer sur cinq cent mille leviers ? (2) »

Evidemment, le fonctionnement des Compagnies, leur organisation nécessitent des frais, mais, même avec ces frais, on peut soutenir sans crainte d'être démenti que les primes sont minimales, à un tel point que toute comparaison est impossible avec celle que devrait comprendre, en ses frais généraux, un homme *avisé* et *non assuré* (ce qui paraît vraiment contradictoire).

Tout organisme social, à commencer par l'Etat, ne fonctionne pas gratuitement. Et les frais généraux des

(1) *Le Contrat d'Assurance contre l'Incendie et le Droit Fiscal*, Louis du Pan, p. 11.

(2) Ed. About, *L'Assurance*, p. 55.

Compagnies sont si peu élevés que le taux des primes est parfois dérisoire. Nous verrons, d'ailleurs, que les principes essentiels de l'assurance concourent à ce résultat : sélection et division des risques. Par exemple, à Paris, le taux appliqué aux risques simples construits et couverts en dur est de 0 fr. 10 0/00, sans contiguités dangereuses, ni profession augmentant les risques.

Les sommes que demande le fonctionnement des Banques de dépôt sont-elles destructives de capitaux ? — Les frais d'éducation sont-ils destructeurs de capitaux ?... Sans les Banques de dépôt, des sommes considérables resteraient improductives ! — Sans les Professeurs, la science n'aurait pas fait de progrès comparables à ceux qu'elle a faits ! — Sans les Compagnies d'assurances, les incendies existeraient, et la charité publique ne parviendrait pas à réédifier tous les immeubles atteints, toutes les valeurs anéanties.

L'Assurance répare les capitaux détruits. Combien d'usines, de fabriques, d'exploitations agricoles auraient disparu sans elle ! Si, même, on avait osé les édifier. Nous l'avons vu, en effet, grâce à l'assurance la crainte disparaît, l'initiative, le progrès sont excités. Et, tout s'enchaîne, et les bienfaits individuels deviennent des bienfaits sociaux. Nous tenons, du reste, à dire que la démarcation entre l'importance économique au point de vue individuel, et au point de vue social est, par moments, un peu arbitraire : il y a, entre elles, pénétration assez intime, interdépendance.

Combien d'ouvriers verraient le chômage se prolonger, sans l'indemnité rapidement payée !

L'Assurance-Incendie a contribué à l'amélioration des constructions ; elle a secondé merveilleusement les ordonnances de police ; elle a permis de construire des immeubles mieux compris, d'une supériorité hygiénique incontestable, coûtant davantage, mais (et nous voyons ici une nouvelle preuve de cette interdépendance dont nous venons de parler), on n'a pas hésité à les bâtir, possédant la certitude qu'en cas d'incendie, ils pourraient être réédifiés moyennant un sacrifice annuel insignifiant.

Nous connaissons maints exemples tirés des fabriques et usines. Certains appareils d'extinction font bénéficier les établissements qui en sont pourvus de réductions, de primes assez fortes : car, la pratique a démontré leur efficacité. Aussi, peu à peu, on voit les sinistres, sinon diminuer de fréquence, au sens absolu du mot, tout au moins rester stationnaires : alors que l'extension industrielle, les agglomérations ouvrières devraient, normalement, les voir s'étendre (1).

Des réductions de tarif ont été consenties également aux tissages, filatures, entrepôts avec un rez-de-chaussée seulement. Le motif en est facile à saisir : l'accumulation de marchandises est moindre, et les chances d'intervention plus efficaces qu'en des établissements de deux ou trois étages. Et, on a remarqué que les industriels avaient tenu

(1) Meunier, *Des causes d'Incendie dans les Fabriques et Usines.*

compte de ces différences de primes ; les tissages, filatures, nouvellement édifiés sont à rez-de-chaussée, et n'en présentent pas moins les mêmes avantages (sinon des avantages plus grands) au point de vue technique. Combien de vies ouvrières ces améliorations n'ont-elles pas épargnées ? de vies d'ouvriers travaillant aux étages supérieurs et surpris par l'incendie ?

Et, cette fois, ce n'est plus d'une façon indirecte, mais directement que les Compagnies ont contribué à l'organisation de la lutte contre le feu. N'ont-elles pas subventionné les communes pour l'achat de pompes à incendie ? La loi du 13 avril 1898 (Impôt des pompiers) n'était point votée qu'elles aidaient les Communes !

Enfin, les Compagnies et Sociétés ont fondé, à Paris, le *Salvage Corps*, pour lequel elles versent des sommes assez fortes.

Certains hommes, parmi les Sapeurs-Pompiers, sont affectés à la préservation des objets contre les dommages résultant du sinistre (dommages occasionnés par les Pompes, par exemple).

Est-il besoin d'ajouter qu'un risque assuré voit sa valeur augmenter ? Ce risque n'offre-t-il pas, de ce chef, une sécurité plus grande ? Et le prêteur sur hypothèque (pour ne citer qu'un exemple) ne se montrera-t-il pas moins exigeant, si l'immeuble est assuré ?

Nous sommes arrivés à la dernière des considérations que nous avons cru devoir développer, dans notre Introduction.

L'Assurance est une application de l'idée de crédit ; « L'Assureur compte sur les primes pour régler les sinistres ; le capital social n'est qu'une garantie. On peut dire que son opération repose sur le crédit (1) ».

L'Assurance-Incendie draine une masse assez forte de petits capitaux : les *primes*, qui reviendront à la circulation sous forme d'indemnités, ou seront rendus productifs par des *placements*. A cet égard, les Compagnies présentent une supériorité sur les Banques de Dépôt, dont les fonds, à ce titre reçus, sont exigibles *ad nutum*. Au contraire, les Compagnies peuvent placer leurs réserves pour des périodes plus longues, et de même les primes pour partie au moins. Nous sommes obligés, une fois de plus, de regretter qu'en France, une législation par trop rigoureuse, de laquelle est vraiment absente toute idée de libéralisme économique, vienne entraver ces placements.

Nous reviendrons sur cette question, et nous montrons qu'un esprit plus large est à souhaiter, pour les heures, surtout, qui suivront la Victoire des Alliés par les armes, et où commencera la lutte économique contre les vaincus d'hier.

Au point de vue fiscal, « l'assurance est d'une utilité évidente ; elle sauvegarde la matière imposable en facilitant la reconstruction des Capitaux détruits (2) ».

(1) Chaufon, I, p. 309, *loc. cit.*

(2) Du Pan, *loc. cit.*, p. 11.

Enfin, les Compagnies ne sont pas sans jouer un rôle dans la vie financière publique française : elles peuvent, en effet, être regardées comme de véritables percepteurs d'impôts qu'elles encaissent gratuitement pour le compte de l'Etat.

Voici une statistique générale des impôts payés, en huit années, par elles :

Années	Impôts :
1901.	20.110.248
1909.	25.755.493
1910.	26.535.287
1911.	27.236.319
1912.	28.277.515
1913.	28.894.848
1914.	28.342.729
1915.	28.044.555

Le tableau suivant montre la marche ascendante des impôts payés, depuis 15 ans, à l'Etat : (*Voir le tableau page suivante*).

Dans ce rôle économique joué par l'Assurance-Incendie, dont l'importance peut être mesurée, les Compagnies à primes fixes ont le droit de revendiquer une large part.

L'étude historique que nous allons entreprendre prouvera le bien-fondé de cette assertion : elles ont été, nous le répétons, les vulgarisateurs de l'Assurance-Incendie, dont l'extension n'a commencé qu'à dater de leur fondation.

Compagnies	Impôts payés en l'année :	
	1901	1915
Générale.....	2.179.405	3.114.328
Phénix.....	1.976.307	2.749.412
Nationale.....	2.024.131	2.581.498
Union.....	2.237.173	3.680.098
Soleil.....	1.832.569	2.306.994
France.....	1.519.590	2.081.788
Urbaine.....	1.521.761	1.827.140
Providence.....	862.135	1.160.980
Aigle.....	913.154	1.213.733
Paternelle.....	1.084.791	1.134.793
Confiance.....	889.309	1.284.460
Abeille.....	993.947	1.498.937
Monde.....	661.978	1.180.672
Foncière.....	827.271	1.277.506
Métropole.....	556.927	952.207
Rémoise.....	30.000	»
Total.....	20.110.248	28.044.555 (1)

(1) Extrait de l'*Argus des Assurances* du 17 septembre 1916.

HISTORIQUE

A toutes les époques de l'histoire romaine, comme à toutes les époques de notre histoire, les incendies ont existé, intenses et fréquents. Si les narrateurs ont décrit les « gros sinistres », comme on dit en style d'assureur, c'est que l'imagination contemporaine de ces événements désastreux en fut particulièrement frappée. Il est permis de dire que les incendies, sans grande amplitude, mais vraiment funestes proportionnellement aux risques atteints, n'ont point, eux aussi, manqué de se produire.

L'ancienne Rome connut, maintes fois, le désastre du feu. Chacun sait, par exemple, qu'en 64, un immense incendie dévora Rome, peut-être allumé par Néron. Tacite l'insinue ; Suétone et Don Cassius l'affirment.

Dans la plupart des quartiers, les rues étaient étroites, les maisons très élevées. Et, quand le feu se déclarait, il était quasiment impossible aux habitants de se défendre contre le fléau. Certainement, la Ville tout entière n'était point bâtie de façon aussi défectueuse : les belles avenues

existaient, et les Palais somptueux. Mais, comme le déclare Troplong (1) : « la distance et l'imagination font disparaître à nos yeux la place moins brillante occupée par cette masse de prolétaires affamés et inquiets, à qui la main de l'Empereur donnait du pain et des spectacles ». *Panem et Circenses* ! Et, dans les demeures surélevées où cette plèbe habitait, dans les rues étroites où les maisons étaient construites, le feu exerçait de terribles ravages.

Sénèque l'a écrit : *Tanta altitudo est ædificiorum ; tantaque viarum angustiae, est neque adversus ignem præjudicium, neque ex ruinis ullum, ullam in partem effugium sit.*

Juvénal, dans sa troisième satire, a parlé de l'horreur quotidienne des incendies : « Allons vivre, dit-il, dans un endroit où nous puissions reposer sans crainte, et surtout à l'abri des incendies ! »

Aux premiers siècles de notre histoire, l'existence des Gildes que, bientôt, nous étudierons, est la preuve certaine que des incendies éclatèrent, dont la force dévastatrice ne dût, en rien, le céder à celle des sinistres de Rome.

Parmi les incendies que nous ont rapportés les chroniques, nous devons tout spécialement mentionner ceux qui frappèrent la Grande Chartreuse (2) : le premier en 1320, le second en 1371, le troisième en 1509 et le dernier en

(1) *De l'Echange et du Louage*, tome II.

(2) *La Grande Chartreuse*, par un Chartreux, Grenoble, 1882.

1592. La cause doit en être attribuée, à peu près certainement, à la construction défectueuse. En effet, après le dernier sinistre : « on décida qu'on ne devait plus se servir, pour la construction, de bardeaux ou tuiles en bois, mais de tuiles en terre cuite ; les planches et les plafonds seront voûtés, et en pierre, et d'une épaisseur de 1 m. 50. Cette décision fut prise en 1676, et les bâtiments construits à cette époque sont *encore intacts* (1) ».

En 1737, la Chambre des Comptes fut entièrement détruite ; l'Hôtel-Dieu, par deux fois, devint la proie des flammes, en 1737 d'abord, en 1772 ensuite (2). On trouve dans Mercier des détails qui montrent l'intensité de ces sinistres (3).

Dans l'incendie de Pont au Change, disparut un pâté de maisons (1746).

Par deux fois, l'Opéra fut consumé (1763-1781).

En Province, nous pouvons relater des incendies aux proportions vraiment gigantesques.

Briançon brûle en 1692.

En 1717, la ville de Bourbonne-les-Bains est presque complètement détruite ; en 1718, celle de Sainte-Menehould est *totalelement* consumée.

Il est intéressant de rechercher les idées qui, devant ces ruines, ont pu s'éveiller dans l'esprit des hommes.

Les mesures de précautions, de *garantie* que nous

(1) Baron Cerise, *La lutte contre l'incendie avant 1789*, p. 13.

(2) *Archives nationales K*, 1001-1022.

(3) Tableau de Paris, 1783.

appellerons, les premières morales, les secondes matérielles, ont toujours existé.

SECTION PREMIÈRE

Mesures morales.

A Rome, les juriconsultes s'occupèrent des dommages causés par les incendies.

Les baux contenaient, parfois, une clause aux termes de laquelle le locataire répondait même de la force majeure. On la formulait, d'ordinaire, par ces mots : *ne ignem habeto* (1). C'est-à-dire, comme l'explique Troplong, « qu'on allait jusqu'à défendre au locataire d'avoir du feu chez lui, afin qu'il n'y eût pas équivoque sur la sévérité de la garde qu'on lui imposait (2) ».

Parfois, aussi, on autorisait le locataire à avoir un feu innocent : *innocens ignis*, ou non susceptible de causer de grands dommages : en ce cas, le preneur n'était excusé : « que si la force majeure venant tromper sa prévoyance, rendait le feu dommageable (3) ».

C'étaient là des stipulations expresses. Mais la question

(1) D. XIXII, *Loc. cond.*, § 11. Ulpian I.

(2) Troplong, *De l'Echange et du Louage*, t. II, p. 176.

3) Troplong, *op. cit.*, p. 177.

fut théoriquement discutée pour les personnes étrangères les unes aux autres, comme aussi pour celles qui avaient des relations d'où résultait une obligation contractuelle ou quasi-contractuelle découlant de la garde de la chose incendiée.

Les premières, de ces personnes, voyaient leur situation réglée par la loi Aquilia : elles étaient tenues des dégâts à la suite d'un incendie dont la cause n'était pas due à la force majeure (1).

La responsabilité des secondes se rattachait à la théorie des fautes contractuelles commises contre le degré de vigilance dont la convention impose la loi au débiteur. C'est, par exemple, le cas d'une maison vendue, non encore livrée, qui brûle entre les mains du vendeur. A moins de convention contraire, ce dernier ne répond pas de la force majeure. Mais il est tenu de sa faute et selon Alfenus, de sa faute *légère*, celle qui constitue le manquement à la diligence du Bon père de Famille (Loi 11 D. *de peric et comm. rei vend.* Liv. XVIII, L7, VI).

Il ne nous appartient pas de rechercher à qui incombait la preuve que l'incendie était ou non arrivé par force majeure.

M. Gustave Huber (2), après une critique serrée, arrive à cette conclusion « que les textes romains n'ont point

(1) D. IX, II, *ad leg. aquil*, 27, §§ 9 et 10.

(2) *Traité de responsabilité contractuelle en matière d'incendie*, p. 60.

élevé contre l'occupant, ni contre le locataire de présomption légale générale ni spéciale ».

Toullier ne partage pas du tout cette manière de voir (1).

Dans notre ancien droit, deux systèmes existaient.

Celui de la non-présomption était soutenu par Voët et par Henrys (2).

La plupart des auteurs, par contre, admettaient la présomption de faute (3),

Les Parlements étaient divisés sur la question. La Coutume de Bretagne disait : « Si le feu prend en la maison et la brûle, celui qui y demeure vérifiant qu'il n'y ait eu de sa faute, ne sera responsable de la maison, ni des meubles qui y étaient » (art. 643). C'était, on le voit, admettre la présomption.

Et nous croyons que les Parlements de Paris, de Grenoble, de Toulouse et de Normandie, de même que la Coutume de Bourges, l'avaient également admise (4).

En tous cas, ce qui est intéressant à noter, c'est que la question, à Rome et dans l'Ancien droit, s'était posée, et qu'on se préoccupait de mettre les dommages résultant de l'incendie à la charge de quelqu'un.

Notre Code civil contient les articles 1733 et suivants,

(1) *Droit civil français*, XI, n° 159 et suivants.

(2) Henrys, *Œuvres*, t. II, 1-4, chap. vi, 87. — Voët, C. 9.72, n° 20, *ad legem Aquiliam*.

(3) Pothier; Basnage, *Coutume de Normandie*.

(4) Merlin, *Rep. de jurispr. au mot Incendie*, p. 2, n° 9.

1382 et suivants, 1245, 1302, 1929, 1933, sur lesquels nous aurons à revenir, et qui se rattachent aux mesures de préservation morales.

Nous ajouterons qu'à toutes les époques, les incendies volontaires furent sévèrement réprimés... quand on les découvrait.

A Rome, les cohortes de Vigiles constituées par Auguste avaient mission de punir ceux qui, même par négligence, causaient des dommages (lois 1, 2 et 3, § 1, 2 et 3. *De officio præfecti vigil*).

Dans notre ancien droit, « tel coupable, dit le baron Cerise, fut déchiré avec des tenailles et brûlé vif » (1), tel autre décapité publiquement.

« Un autre incendiaire fut, place des Récollets, aujourd'hui place Kléber, attaché à la roue par le bourreau qui lui rompit lentement, de sa massue de fer, les os des jambes et des bras avant de lui donner le coup de grâce en lui brisant la nuque (2). »

Souvent même, l'imprudence, l'étourderie étaient punies des verges, de la prison ou du bannissement.

Notre Droit criminel contemporain dans l'art. 434 du Code pénal prévoit, en graduant la criminalité, six classes d'incendie ; les pénalités vont de la mort aux travaux forcés à temps :

1^{re} classe. — Incendie, soit des lieux habités, ou ser-

(1) Cerise, *La lutte contre l'Incendie avant 1789*, p. 33.

(2) Cerise, *La lutte contre l'Incendie avant 1789*, p. 33.

vant à l'habitation, soit de voitures ou wagons réputés habités ; la peine appliquée est la peine de mort, encore que la chose incendiée appartienne au coupable.

2^e classe. — Incendie des lieux non habités, ou ne servant pas à l'habitation, de forêts, bois, taillis et récoltes sur pied appartenant à autrui ; la peine est celle des travaux forcés à perpétuité.

3^e classe. — Incendie de bois et récoltes abattus, de voitures et wagons ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes ; la peine est celle des travaux forcés à temps.

4^e classe. — Incendie de sa propre chose par le propriétaire ou sur son ordre. En ce cas, l'incendiaire n'est puni (sauf lorsqu'il s'agit d'un édifice habité ou servant à l'habitation), que lorsqu'il a *volontairement* par le fait de l'incendie *causé préjudice à autrui* ; la peine est celle des travaux forcés à temps ou de la réclusion.

5^e classe. — Incendie par communication ; celui qui a communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets lui appartenant ou appartenant à autrui, et placés de manière à communiquer ledit incendie, est puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un desdits objets.

6^e classe. — Incendie ayant occasionné la mort ; dans ce cas la peine est la peine de mort.

L'art 458 du C. pénal vise le cas du *délit* d'incendie par

imprudence, maladresse, ou inobservation des règlements (1).

SECTION II

Mesures matérielles.

A côté de ces mesures morales, nous en rencontrons d'autres, d'ordre purement matériel.

A Rome, des triumvirs appelés *nocturni* effectuaient des rondes de nuit, pour protéger les citoyens contre l'imprudence ou contre le crime des incendiaires (2). Les Tribuns du Peuple et les édiles intervenaient également, dans cette police urbaine; de même, des préposés publics se tenaient auprès des remparts et des portes, prêts au premier appel à courir vers le lieu du danger.

Ces mesures ne durent point avoir une efficacité très grande, puisque les incendies, malgré tout, augmentaient chaque jour. Auguste institua sept cohortes de vigiles ayant à leur tête le Préfet des Vigiles. Ce corps veillait, durant la nuit, faisait des patrouilles; les hommes portaient des seaux et des haches.

(1) Voir pour les détails notamment *Dict. Prat. de Droit Dalloz*, 5^e édition, p. 762, *Incendie*.

(2) Suétone, *Oct. Aug.*, n° 30. *Adversus incendias excubias nocturnas vigilesque commentus est.*

A la fin du Moyen Age, les mesures pour combattre le fléau étaient, en France, insuffisantes, M. le baron Cerise signale au xv^e siècle la présence des seaux (1) : Troyes en avait 600, Bayonne, en 1600, en acheta 2.000.

Parfois, les échevinages prescrivaient aux habitants des villes d'avoir, chez eux, des crochets en fer, des échelles et des harpons ; il arrivait aussi que ces instruments étaient gardés à la maison commune. Tantôt également l'obligation existait pour les bourgeois de fournir des seaux.

Mais jusqu'au xviii^e siècle, les appareils employés à l'extinction des incendies ne peuvent, d'après M. le baron Cerise lui-même, être qualifiés autrement que de *seringues* (2). « Le seul remède connu, dans les grands incendies, était de faire abattre les toits des maisons voisines, et de les renverser avec des crocs ou harpons pour tenter d'étouffer le feu (3). »

Les maîtres-charpentiers, couvreurs et maçons étaient tenus, sous peine d'amende de 200 livres, et de la déchéance de la maîtrise, en cas de récidive, de se rendre au feu sur convocation adressée par les Commissaires du quartier.

Les pompes firent leur apparition en 1693 ; c'est la ville de Douai qui, la première, s'en procura ; à Paris elles furent introduites en 1699. « Par lettres patentes du 12 octobre de cette année, le sieur du Périer avait obtenu le

(1) *Loc. cit.*, p. 20.

(2) *Loc. cit.*, p. 20.

(3) Voir A. Babeau, *la Ville sous l'Ancien Régime*.

privilege de faire et de vendre des pompes portatives dans tout le royaume (1). »

En 1722, il n'existait que treize pompes.

Par brevet, en date du 15 août 1760, Pierre Morat remplace M. du Pérrier, avec le titre de Directeur général des Pompes du Roi.

Le Lieutenant général de Police, M. de Sartines, provoqua la réorganisation des pompes publiques. Il existait trente pompes. Le personnel fut érigé en Compagnie et porté à cent-soixante hommes « commandés par le sieur Morat » et tenus de se loger au centre de Paris « pour être plus tôt prêts en cas d'incendie (2) ».

Notamment, des tonneaux remplis d'eau pouvaient, à tout instant, être dirigés vers le lieu du sinistre.

Les villes de province, elles aussi, achetèrent des pompes : Lyon et Dijon, en 1709, Bayonne, Mâcon et Angers en 1760.

Les mesures restrictives pour la construction apparurent en 1693.

A cette date, une déclaration du roi défendait à tout maître maçon « d'installer des tuyaux de cheminée contre des pans de bois, poutres et solives, et d'établir des âtres de foyers sur poutre, sous peine d'amende, de déchéance de maîtrise et de responsabilité vis-à-vis des propriétaires (3) ».

(1) Baron. Cerise, *loc. cit.*, p. 23.

(2) Cerise, p. 25.

(3) *Idem*, p. 29.

Une ordonnance de police de Jarnage, confirmée par arrêt du Parlement du 23 août 1785, interdit aux habitants de la Ville des couvertures en paille.

Voici une série de défenses : de fumer dans la halle à blé ; aux voituriers, marchands de foin, de paille, d'entrer dans les écuries, granges et greniers avec des lumières à feu nu.

Ces mesures de préservation matérielle sur lesquelles on trouvera de pittoresques détails, en même temps que très intéressants, dans l'excellent livre de M. le baron Cerise, existent de nos jours.

A Paris, un régiment d'Infanterie constitue le Corps des Pompiers. Ce régiment possède une organisation spéciale qui peut être modifiée par décret, de concert avec la ville de Paris et suivant les besoins du Service (loi, 13 mars 1875, art. 33). Le recrutement dans l'infanterie existe depuis 1850.

En province, les préfets créent des corps de pompiers quand ils le jugent nécessaire. Nous n'entrerons pas dans le détail du fonctionnement des services d'incendie à Paris ou en province ; nous ne pouvons, non plus, énumérer toutes les lois, tous les règlements qui s'occupent de la Construction depuis l'art. 674 du C. civil, jusqu'aux nombreux arrêtés du Préfet de Police, à Paris.

Pourtant nous mentionnerons la loi du 28 septembre 1791 (art. 2, al. 9) qui déclare « les officiers municipaux particulièrement tenus, au moins une fois l'an, de faire la visite des fours et cheminées de toutes maisons et bâtiments

éloignés de moins de cent toises d'autres habitations » — et de prendre toutes mesures.

Il a été jugé que les préfets et les maires avaient le droit, en vertu de la loi du 22 juillet 1791 (Tit. I, art. 46) et du 24 août 1790 (Tit. II, art. 3 sur l'organisation judiciaire) d'interdire les couvertures en pailles et en chaumes (1).

SECTION III

De l'idée d'Assurance proprement dite.

Une question, tout naturellement, va se poser à l'esprit : devant les ruines provoquées par les incendies, les hommes ont-ils eu l'idée que l'*Assurance* pourrait être le remède, ou plutôt le moyen de réparer les désastres causés ? Les mesures de garanties dont nous venons de parler ont-elles co-existé avec l'idée d'assurance, avec l'assurance elle-même !

Les Romains, dit M. Chaufton, connaissaient la compensation des risques, ou des effets du hasard ; ils avaient la notion très précise du risque que fait courir, au propriétaire d'une chose, la détention de cette chose par un tiers qui la transporte ou la possède, en ses magasins. Ils

(1) Cass. Cham. Csim., 23 avril 1819. S. C. N., C-1-66. Cass., *id.*, 11 sept. 1840, S. 40-1-982.

avaient l'idée très nette des risques naissant des obligations conditionnelles ou à terme, des risques de crédit qu'ils avaient cherché à conjurer par un système savant de garanties personnelles ou réelles.

Mais, il n'est pas possible de découvrir la preuve qu'ils aient connue l'assurance.

Le *Nauticum lœnus* n'était pas le contrat d'Assurance proprement dit. Emerigon l'a écrit : « Dans l'assurance, le prix des risques doit toujours être perçu par celui qui les prend à sa charge ; tandis que dans le prêt à la grosse aventure, l'emprunteur ne le devra que si le malheur prévu ne se réalise pas. Dans l'assurance, la somme promise par l'assureur ne se paiera qu'après le désastre ; l'assureur n'avance rien que la promesse d'une indemnité, tandis que le prêteur à la grosse aventure paie cette indemnité avant que le sinistre ait pu se produire (1) ».

En d'autres termes, des intérêts élevés étaient stipulés, qui comprenaient le *pretium periculi*. Les Romains estimaient le risque, et c'était tout.

Nous n'ignorons pas qu'on a cru trouver trace d'*assurance* dans Cicéron (*Epistolæ ad Familiares*, II, 17), et dans Tite-Live (*Histoire*, Lib. XXV, c. 3) ainsi que dans Suétone, *Vie de Caude* (V, 18).

Ces deux derniers auteurs, notamment, parlent de « la promesse faite par l'Etat, en l'an 537 de Rome, lors de la seconde guerre punique (218-201), d'indemniser les ar-

(1) Voir le journal *La Semaine* et une série d'articles fort documentés de M. Hamon, notamment le n° du 9 avril 1916.

mateurs, dont les navires, chargés de vivres pour l'armée d'Espagne, auraient été capturés par l'ennemi, ou engloutis par les flots ».

Suétone (1) rapporte qu'au cours d'une disette sévissant à Rome, Claudius, pour encourager l'importation des grains, accorda des avantages déterminés aux armateurs et prit à sa charge les risques de mer.

Ce furent, là, des mesures passagères, des promesses exceptionnelles qui (M. Hamon le note justement) : « ne peuvent constituer des assurances, pas plus que les stipulations par lesquelles, dans certains contrats, les parties modifient les dispositions concernant la loi sur les risques de la chose (2) ».

Nous ajouterons que les jurisconsultes romains qui, pas à pas, ont suivi l'évolution économique de leur pays, la marche des affaires, n'ont jamais fait mention de l'*Assurance*.

Nous savons, Juvénal le rapporte, que les riches s'entraidaient, en cas d'incendie ; c'était une forme de la charité ; d'après l'auteur latin, ce serait plutôt même une solidarité de *Caste*, dont les pauvres ne bénéficiaient point : « Tout ce rien, le malheureux vient de le perdre dans les flammes... O comble de misère, personne ne lui viendra en aide, mais que l'habitation princière d'Asturicus brûle, quelle Calamité !... Les décombres sont encore

(1) *Vie de Claude*, C. xviii.

(2) *La Semaine* du 9 avril 1916, p. 174.

fumants... et déjà l'un de nos patriciens offre au pauvre incendié des marbres précieux (1) ».

La trace de l'idée d'assurance, et d'Assurance contre l'incendie va, pour la première fois, apparaître dans les premiers siècles de notre histoire.

Les documents faisaient défaut et n'avaient pas été condensés en une étude critique sérieuse. C'est M. le baron Cerise, Directeur de la Compagnie l'*Union-Incendie* qui a vraiment exposé les origines de l'Assurance-Incendie, dans son livre : *La lutte contre l'Incendie, avant 1789* et auquel nous empruntons beaucoup de détails intéressants.

« Au moment où le territoire, qui devait plus tard former la France, était envahi par une succession de populations germaniques, saxonnes et franques, la désolation était partout (2) ».

Ces populations, tout d'abord nomades, devinrent sédentaires séduites par le climat. Elles s'installaient en des points du territoire, et formaient pour se défendre des groupements : les *gildes*, ou associations contre les voies de fait, les injures, les naufrages et l'*incendie*. Ces gildes étaient placées sous le patronage d'un héros ou d'un dieu ; et après la conversion au christianisme de ces peuples, sous le patronage d'un saint ; elles avaient des statuts, des chefs, un trésor commun et portaient le nom de leur protecteur, de leur patron.

(1) Juvénal, Sat. III.

(2) Cerise, p. 4.

Charlemagne s'attaqua à ces associations : « Quelles que soient les conventions faites, que personne ne se lie par des serments au sujet de la contribution pécuniaire pour les cas de naufrage et d'incendie (1) ».

Louis le Pieux confirma la défense de Charlemagne.

Ces prohibitions se comprenaient, en France : « par la co-existence de deux races, l'une victorieuse, l'autre vaincue. La gilde ne pouvait être qu'un instrument de désordre, de division, entre les citoyens (2) ».

Deux siècles plus tard, on retrouve les gildes, malgré les prohibitions dont elles avaient été l'objet. Et le baron Cerise remarque que là où les mœurs germaniques eurent le plus d'influence, c'est-à-dire au nord de la Loire, les gildes furent très tenaces.

Seul, avait changé le caractère de ces associations : de générales quant aux territoires et aux personnes, elles devinrent locales, constituées dans les villes par les seuls habitants.

La ville de Cambrai, la première, en 1076, aurait été le théâtre de cette transformation. Le mouvement s'étendit, et on se trouva en présence d'une véritable association mutuelle. La gilde devint la base de l'organisation communale.

Dans le règlement de la ville d'Aire en Artois (1188), nous lisons : « Si la maison d'un des conjurés a été brûlée,

(1) Baluze, rapporté par le baron Cerise, C. 1, col. 198 et 268.

(2) Déroulède, *Etude comparée des systèmes d'assurances Publiques et Privées, en matière d'Assurance contre l'incendie.*

que chacun donne un denier pour aider son ami appauvri ». Au Moyen Age, on se rendait compte de la puissance de l'association, les confréries se multipliaient, qui présentaient des points communs avec les gildes : banquets, prières, etc... Il y eut des associations spirituelles ; mais on ne trouvait pas trace que dans le domaine temporel des liens étroits n'aient existé entre les membres des confréries

Le sentiment religieux très vif intervenait pour réparer les dommages causés aux monastères et aux églises, par le feu. Mais, pour les laïcs, on s'occupait surtout du salut des âmes.

En 1232, les Seigneurs du voisinage donnèrent des subsides à l'occasion de l'incendie du Monastère des Trois Fontaines. Lors des sinistres de la Grande-Chartreuse, le chapitre taxa les diverses maisons de l'ordre pour coopérer à la reconstruction.

Plus tard, la *Charité* fit son apparition vraiment, et pour *tout le monde* (1).

Des quêtes étaient permises à domicile ou dans les Eglises. Ainsi, en 1718, lors de l'incendie du Petit Pont à Paris, elles produisirent 111.898 livres.

De l'affluence des secours, naquit le Bureau des Incendiés, qui, selon le baron Cerise, constituait un fonds de réserves. Celui de Paris fonctionnait normalement dès 1717, et tenait ses séances chez M^e de Richébourg, au

(1) Baron Cerise, p. 35.

Marais. La procédure suivie était nettement fixée depuis l'arrêt du Parlement de 1621 : le Procureur général faisait une enquête sur la cause du sinistre ; on dressait un état de pertes auquel était jointe une notice sur les moyens d'existence du sinistré, ses charges. En outre, chaque incendie faisait une déclaration de ses dommages, de ses ressources.

Il y a là évidemment une analogie avec certains ressorts du mécanisme moderne de l'Assurance-Incendie ; mais le principe fondamental fait défaut, à savoir la réparation du préjudice causé, moyennant une prime.

Les bureaux des Incendiés n'étaient pas seuls à réparer les dégâts on déchargeait les sinistrés des impôts. On trouve même une imposition spéciale avec affectation déterminée, la *reconstruction*, lors de l'incendie de la ville de Briançon, en 1692.

Mais, M. le baron Cerise le fait justement remarquer, ce ne sont que des palliatifs.

L'assurance, au vrai sens du mot, apparaît au milieu du xviii^e siècle.

Le 20 septembre 1753, devant M^e Bontemps notaire au Châtelet à Paris, fut créé par Claude Hilaire de Maisonneuve, la première Compagnie d'assurances, sous le nom de Chambre ou Société d'Assurances Générales. Le capital était de 9.000.000 de livres, divisé en portions d'intérêts de 3.000 livres chacune. La moitié du capital était réservée aux assurances contre l'incendie, l'autre moitié aux assurances maritimes. Un des principes fon-

damentaux de l'assurance moderne était posé déjà, puisqu'on lit dans l'acte notarié que : « plus une Compagnie opulente contractera d'assurances, plus elle bénéficiera par la certitude du profit, dans la multiplicité et l'égalité des risques, autant qu'il se peut ».

La Compagnie garantissait les risques de toute espèce, à Paris, en France et à l'Etranger, à l'exclusion des *risques ruraux* ; elle garantissait les pertes résultant directement ou indirectement des incendies, même du feu du ciel. Chaque fondateur devait posséder 20 parts d'intérêt, soit 60.000 livres : c'était un maximum.

L'Administration de la Chambre générale d'Assurances était confiée à trois Directeurs.

Dès questions très graves et qu'on croirait ne pouvoir être résolues qu'empiriquement, l'étaient cependant de façon remarquable.

« Les statuts déterminèrent le *plein*, passé lequel la Compagnie n'offrait plus sa garantie. Non seulement, l'intérêt des associés, mais aussi celui des assurés, est-il dit dans l'acte de société, pourrait se trouver lésé, si en acceptant des assurances arbitraires, la Compagnie compromettrait son existence, et faisait ainsi disparaître le gage de ceux qui auraient eu recours à sa garantie. Pour limiter ses pertes en cas de sinistre, il était décidé que le maximum de garantie à conserver sur chaque risque ne devrait jamais excéder 60.000 livres. Il aurait fallu, pour augmenter cette somme, une décision qui eût réuni le vote

favorable des 7/8 des intéressés ayant voix délibérative (1). »

« On est frappé, en étudiant cette organisation, de son analogie, à cent ans de distance avec nos Compagnies modernes : direction qui agit, conseil qui surveille, assemblée générale qui ratifie les opérations ; contrôle (2). »

Il est bien vrai qu'on se croirait en présence d'une société moderne.

Les bâtiments (risques simples) construits et couverts en dur payaient 18 sols par 1000 livres ; les risques, du 2^e risque de la 1^{re} classe, sans marchandises dangereuses, 27 sols : les risques dangereux, par exemple, les pâtisseries, les boulangeries, les menuiseries, 45 sols.

Lors de la souscription du contrat, une expertise était faite par des experts de la Compagnie. Les meubles n'étaient pas garantis, et le 1/5 de la valeur de l'immeuble était exclu de l'assurance. Les sinistres étaient rapidement payés. Si des contestations s'élevaient, des arbitres décidaient : l'un choisi par le Directeur, l'autre par les assurés ; en cas de désaccord un troisième arbitre était nommé par les deux premiers arbitres, ou par le tribunal compétent.

Quel fut le résultat industriel de cette Compagnie ? Il n'est point possible de s'en rendre compte : en tous cas, elle eut des imitateurs.

(1) Déroulède, p. 207.

(2) Baron Cerise, p. 49.

Trois arrêts du Conseil du roi Louis XVI, contresignés du baron de Breteuil — en date des 20 août, 6 novembre 1786, autorisaient la création de Compagnies d'assurances contre l'Incendie (1).

M. de Courcy était frappé de l'importance des capitaux de garantie rassemblés à une époque où les finances de l'Etat étaient en complet désarroi, de la sagesse, de la maturité des dispositions statutaires et des prescriptions administratives.

Le 20 avril 1786, approbation fut donnée à l'offre faite par les sieurs Périer frères et C^{ie} d'affecter un fonds de quatre millions à la garantie de l'assurance des *maisons* contre les incendies. De plus, tous les établissements et produits de la Compagnie des Eaux, étaient affectés et hypothéqués pour servir de garantie supplémentaire aux engagements, en sorte que la Compagnie des Eaux assurait contre l'incendie.

Surgit un concurrent, Adrien Lavarthe, qui fonda une Compagnie spéciale pour assurer et les *maisons* et les *mobiliers*. Il se présenta avec l'adhésion de plus de six cents propriétaires. Le capital social était de 8.000.000, divisé en 16.000 actions de 5.000 livres, et la préférence était réservée, dans la souscription de ces actions, aux personnes qui voudraient faire garantir leurs immeubles ; les parts leur seraient remises lors de la souscription de leurs polices.

(1) *Moniteur des Assurances*, 1876, 413 (article de M. Alfred de Courcy).

Pour les maisons et édifices en pierres la prime était de 10 sous pour 1000 livres (risques simples).

Pour les autres maisons et le mobilier, les primes se réglaient de gré à gré (1).

Sur les bénéfices nets annuels un quart, après le service des intérêts des actions, devait être mis à la disposition du Gouvernement, pour être affecté à l'établissement de Corps de Pompiers. C'était, non pas une condition gouvernementale, mais une offre librement consentie (2).

On peut faire une remarque curieuse. Nous lisons dans l'art. 9 :

« Ordonne Sa Majesté que la Compagnie, lors de la répartition de chaque dividende publiée, par la voix de l'impression, le tableau de sa recette, de sa dépense, de ses remboursements, et généralement de toutes ses opérations, de manière à ce que tous les actionnaires, toutes les personnes assurées puissent toujours être exactement instruits du véritable état de la Compagnie, laquelle fera parvenir à ses frais, à chacune des personnes assurées, un exemplaire du dit tableau » — on penserait lire, sinon *tout* l'esprit (puisque l'envoi n'est plus obligatoire), mais

(1) On peut, malgré tout, donner une moyenne de ces primes. Les risques, mal construits, ou contenant des professions hasardeuses, payaient 20 sous 900; et si ces deux conditions existaient simultanément, la prime était de 30 sous.

(2) Le contraire paraît ressortir, pourtant, de la citation de M. le baron Gerise, p. 66, où nous lisons : « Sa Majesté, *ordonne* veut...

le sens général de l'art. 7 du décret du 22 janvier 1868 (1).

La Révolution fit disparaître ces tentatives intéressantes d'assurance-incendie.

L'idée de l'assurance véritable venait de maître. Les institutions que nous avons rencontrées au cours de notre étude : gildes, Bureaux des Incendiés, organisations charitables, n'étaient pas aussi efficaces. Pourtant, nous n'avons pas, pour elles, le mot trop dédaigneux « d'Ecole Infantine de l'assurance » qu'emploie le Rapport du Bureau Fédéral Suisse des Assurances (année 1899, p. 21).

A toute organisation économique il est un début ; l'homme ne parle qu'au bout d'un certain temps ; son intelligence et ses *moyens* d'action surtout viennent avec les années.

Icare eut l'idée de voler : le moteur à explosion lui faisait défaut. La masse de capitaux économisés depuis le xviii^e siècle, l'esprit de prévoyance ont permis de grandes choses : qui sait si nos ancêtres ne les eussent point réalisées, au moins en partie, avec les capitaux ? Qui sait si, par exemple, et en tous les cas, les gildes n'ont pas montré la possibilité de *s'assurer* ? et fait créer de grands progrès économiques, une fois la puissance financière et la liberté économique arrivées au point voulu.

Mais il est juste de dire que la vraie notion de l'assurance-incendie date du milieu du xviii^e siècle. Condorcet

(1) Par arrêt du Conseil du 3 nov. 1787 la Cie Royale d'assurance obtenait pour 15 ans le privilège d'assurance sur la Vie ; mais l'assurance-incendie ne jouit d'aucun privilège.

avait entrevu le grand rôle que devait jouer cette branche de la vie économique, quand il écrivait : « On peut opposer le hasard à lui-même... C'est à l'application du calcul aux probabilités de la vie, aux placements d'argent que l'on doit l'idée de ces moyens déjà employés avec succès, sans jamais l'avoir été avec cette variété de formes qui les rendraient vraiment utiles à la masse entière de la société (1) ».

Ce rôle, les Compagnies l'ont joué.

L'assurance-incendie est passée dans les mœurs, semant les bienfaits dont nous avons montré l'existence.

Peu de risques, parmi les risques assurables, sont actuellement inassurés. On peut s'en faire une idée en comparant, dans le total des sinistres, ceux payés par les assureurs, et ceux qu'ils n'ont pas payés parce que non assurés.

Voici, d'après l'annuaire statistique du Ministère du Travail, les chiffres des sinistres assurés et non assurés pendant 7 ans. (*Voir tableau page suivante.*)

Une autre statistique serait utile et le complément de la précédente.

Elle devait porter sur les points suivants :

A) Pour combien sont compris dans les 70.802.285 fr., les risques que l'Etat ne fait pas assurer, par principe ?

B) Quelle était la nature, la situation de certains de ces risques inassurés ? Leurs propriétaires étaient-ils consi-

(1) Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, 10^e époque.

dérés comme présentant toutes garanties de moralité et de solvabilité ?

	Couverts par l'assurance	Non couverts
1900.....	74.170.934	8.351.250
1901.....	74.104.647	7.745.092
1902.....	61.241.732	7.122.662
1903.....	61.777.893	25.995.148
1904.....	32.952.486	4.835.935
1905.....	60.513.038	7.840.729
1906.....	83.303.805	13.911.469
Totaux.....	448.064.595	70.802.285
Moyenne par an pour 7 ans	64.009.227	10.114.612

C) N'y a-t-il point, parmi ces risques, des risques si peu importants que les frais occasionnés par les droits *de fisc* rendaient l'assurance disproportionnée eu égard à ces frais ?...

Le *xix^e* siècle a vu naître une foule de Compagnies d'assurances contre l'Incendie.

La Compagnie d'Assurances *générales* est la Doyenne des Compagnies Françaises : elle fut autorisée par ordonnance royale du 14 février 1819 ; le *Phénix* fut autorisé le 1^{er} septembre de la même année ; la *Nationale*, le 11 février 1820 ; l'*Union*, le 5 octobre 1828 ; le *Soleil*, le 16 décembre 1829 ; La *France* fut fondée en 1837, l'*Urbaine* en 1838, La *Providencia* en 1838, le *Nord* en 1840, l'*Aigle* en 1843, la *Paternelle* en 1843, La *Confiance* en 1844, etc.

PREMIÈRE PARTIE

L'organisation d'une Compagnie.

CHAPITRE PREMIER

DES CARACTÈRES DISTINCTIFS DES COMPAGNIES A PRIMES FIXES LEURS DIFFÉRENCES AVEC LES MUTUELLES

L'assurance-incendie dépasse les forces de l'individu, de cette proposition découle la nécessité de l'association, du groupement.

L'assurance-incendie est pratiquée en France par des Compagnies à primes fixes et par des sociétés mutuelles.

C'est l'association sous la forme la plus large, celle de société anonyme qui est l'organisation la plus populaire. « Elle offre, en effet, deux avantages précieux au point de vue spécial de notre matière : celui de n'engager personnellement aucun des associés au delà de la mise convenue, et de fractionner les risques de l'entreprise sur un très grand nombre de têtes (1). »

(1) Déroulède, *loc. cit.*, p. 67.

Ce n'est point dire que l'assurance mutuelle soit délaissée. La concurrence est vive entre les deux modes d'assurance contre l'Incendie, et il nous a semblé intéressant de montrer leurs caractères distinctifs et les différences qui les séparent.

On pourrait être porté à trouver le critérium de la Compagnie à primes fixes dans son titre même : les assurés, moyennant une somme déterminée à forfait, partant invariable, sont garantis dans les limites de leur contrat, et pendant le temps convenu.

Au contraire, en principe, dans l'assurance mutuelle, il y aurait association entre personnes possédant des risques aussi égaux que possible, et se garantissant réciproquement contre les risques d'incendie. La fréquence, l'importance des sinistres, seules, détermineraient le montant des cotisations.

Pourtant, il ne s'agit point là d'une différence fondamentale. Il est des mutuelles qui ont accumulé des réserves considérables, dont les revenus permettent de fixer un certain maximum de prime. De même, le décret du 22 janvier 1868 (art. 29) décide que les tarifs annexés aux statuts doivent déterminer par degrés de risques le maximum de la cotisation annuelle, dont chaque adhérent est tenu pour le paiement des sinistres. Toutefois, il ne faut pas oublier l'article 32 du décret précité, aux termes duquel le fonds de réserve ne peut subir un prélèvement de *plus de moitié* pour un seul exercice.

« Ce système a l'inconvénient de laisser les assurés à

découvert, si le chiffre des sinistres dépasse le fonds garanti par la société. » Nous ajouterons : « si le prélèvement de moitié joint aux ressources de l'exercice ne suffisait pas à couvrir les charges sociales, « mais en revanche » il a l'avantage de donner à la cotisation un des caractères les plus essentiels de la prime : la fixité, mais une fixité relative » (Déroulède, *loc. cit.*, page 69). Certaines mutuelles (nous allons le voir) sont à cotisations fixes :

Il existe trois sortes de Mutuelles :

1° Les Mutuelles à cotisations *fixes*. Les sociétaires sont certains de n'avoir jamais à verser une prime supérieure à celle qui a été stipulée dans l'acte d'adhésion ; seulement les sinistres ne sont payés que proportionnellement aux ressources disponibles, après clôture de l'exercice ;

2° Les Mutuelles à cotisations *variables*. Les indemnités sont payées intégralement, mais, le montant de la cotisation due par chaque sociétaire peut, suivant le nombre et l'importance des sinistres, se trouver augmenté dans de notables proportions ;

3° Les Mutuelles à cotisations *limitées*. La cotisation est limitée à un maximum dit : de garantie, qui consiste dans un rappel, ordinairement du triple de la cotisation ; il s'agit là d'une fusion des deux systèmes précédents : la prime n'est pas fixe, et l'indemnité n'est payable qu'au marc le franc.

On voit donc que si, dans certaines mutuelles, on

trouve la fixité de la prime, cette fixité ne garantit pas le paiement intégral des sinistres. En d'autres termes, dans les Mutuelles il est impossible, *en principe*, de trouver réunis en même temps les deux avantages que l'on rencontre dans les Sociétés d'assurances anonymes à primes fixes contre l'Incendie, à savoir : la fixité de la prime *et* le paiement intégral des sinistres.

Il est des Mutuelles à cotisations variables qui accordent exceptionnellement à certains sociétaires une garantie intégrale moyennant des cotisations fixes. Outre que les statuts doivent autoriser cette manière d'agir, il y a un privilège certain créé en faveur de ces sociétaires au détriment de la masse, ce qui nous paraît contraire à l'esprit de la mutualité.

Si, dans certaines Mutuelles se rencontre, parfois, une fixité *relative* des primes, par contre, la mutualité ne peut se concevoir entre risques par trop inégaux; il s'ensuit que les Compagnies ont seules la possibilité de garantir dans un domaine *très vaste*, englobant toutes sortes de risques et d'assurés. Comment, par exemple, concevoir une Société d'Assurances Mutuelles formée entre propriétaires de Paris, possesseurs d'excellents risques (maisons d'habitation sans professions dangereuses) — et de gros industriels dont les usines (filatures, papeteries, ateliers de constructions mécaniques, minoteries), brûleront certainement dans un avenir plus rapproché? — Les premiers paieront pour les seconds, et les engagements n'auront point de réciprocité.

En fait, on a remarqué que les Compagnies d'assurances à primes sont moins exigeantes dans l'acceptation des risques. Des Mutuelles ont tenté de s'établir entre propriétaires de risques inégaux : elles n'ont pas abouti à un résultat positif. Parmi la plus curieuse de ces tentatives, nous citerons celle des grands magasins de nouveautés.

« En 15 ans, ils avaient occasionné aux Compagnies une charge de 14 millions 1/2 ; une modification des tarifs devint nécessaire. Nos Compagnies, suivant l'exemple des pays étrangers, ont taxé fortement, dit M. Déroulède (1), cette catégorie des risques. Ainsi, le *Printemps* et la *Place Clichy* sont tarifés à 5 0/00, le *Tapis Rouge*, la *Ville Saint-Denis*, le *Petit Saint-Thomas* ont été taxés à 6 0/00.

A la suite de ce relèvement de tarifs, la Chambre syndicale des tissus et matières textiles nomma une Commission, qui conclut que le groupement en une Mutuelle spéciale des négociants en nouveautés et tissus procurerait à ses adhérents une économie annuelle considérable.

Cette conclusion était-elle justifiée ? Non ! car il faut savoir que les magasins de tissus en gros ou en détail, et leurs congénères, merciers, bonnetiers, etc., sont soumis à un tarif très faible, 0 fr. 75 0/00 sur marchandises. Dans ces conditions, quel avantage offrirait la création d'une mutualité ?

En effet, ou les tissus seront assurés en dehors des

(1) *Loc. cit.*, p. 70.

grands magasins de nouveautés, et l'économie ne sera alors pas bien considérable, et on perdra l'avantage de la fixité de la prime ; ou bien la Mutuelle aura pour adhérents les grands magasins et ses tarifs devront, par suite, être augmentés, au détriment des négociants en tissus.

Cette mutualité courrait d'ailleurs des risques énormes. Le *Louvre* a un total assuré de 26 millions 1/2 sur marchandises, le *Bon Marché* de 24 millions ; qu'un sinistre fasse disparaître un de ces établissements et le fonctionnement de la Mutuelle serait compromis (1).

Et les grands magasins continuent à se faire garantir.

Nous voyons que seules, les Compagnies d'assurances à primes peuvent vraiment, dans l'Assurance-Incendie, avoir un champ d'opérations très vaste. Le professeur Wagner le reconnaît parfaitement (2).

La différence caractéristique qui existe entre les Mutuelles et Compagnies à primes fixes réside dans le but qu'elles poursuivent : la Compagnie anonyme cherche à réaliser des bénéfices, la Mutualité à éviter des pertes.

Les assurances mutuelles forment-elles des sociétés ? Il n'est pas possible de l'admettre, en présence de l'art. 1832 du Code civil, car, chez elles, il n'y a pas de bénéfice à partager (3).

Jouissent-elles de la personnalité civile ? Bien que les inconvénients soient graves à répondre par la négative,

(1) Voir Hamon, *Histoire générale de l'Assurance*, p. 470.

(2) *Loc. cit.*, p. 19.

(3) Paul Pont, *Sociétés*, t. I, n° 71.

on ne doit pas, juridiquement, hésiter à le faire. Pour reconnaître la personnalité civile aux Mutuelles, il faudrait un texte de loi qui n'existe pas. C'est l'avis de M. Lyon-Caen (1). Les Mutuelles n'ont pas, comme les Compagnies à primes, une existence distincte de leurs associés.

Et, en cas de dissolution, les réserves dans l'Assurance à primes sont la propriété des *actionnaires* tandis que dans la Mutuelle, elles sont réparties entre les sociétaires.

Pourtant il est une opinion, la plus répandue, qui admet la personnalité des associations mutuelles comme des sociétés civiles. La jurisprudence est actuellement fixée en ce sens (Cass., 23 février 1891, D. 1891-1-337 ; Cass., 2 mars 1892, S. 92-1-497.) — Les arguments fragiles donnés pour étayer cette opinion ont été réfutés (Lyon-Caen et Renault, *Manuel de Droit commercial*, n° 426). Et de plus, encore une fois, les associations mutuelles ne sont nullement des sociétés : le but des mutualistes est, non pas de réaliser des bénéfices, mais de restreindre leurs pertes.

(1) S. 87-2-121 note.

CHAPITRE II

DE LA LÉGISLATION QUI RÉGIT LA CONSTITUTION DES COMPAGNIES ANONYMES A PRIMES FIXES, CONTRE L'INCENDIE

L'art. 1123 du C. civil dispose : « Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi. »

L'industrie de l'assurance-incendie est libre (la seule qui nous occupe) : partant chaque personne capable, en droit, de contracter, est capable d'assurer. Mais, nous l'avons déjà dit : « L'assurance contre l'incendie embrasse un temps très long, le taux des primes est peu élevé, le nombre des opérations considérable. De là une immense responsabilité qui excède les moyens personnels d'un assureur isolé et qui force de recourir au levier plus puissant de l'association » (1).

Nous savons qu'il y a deux sortes d'associations : les associations d'assurances mutuelles, et les Compagnies à primes fixes. Ces dernières peuvent revêtir toutes les

(1) Rép. général du Droit, Voy. Assurances.

formes reconnues par la loi : Sociétés anonymes, en commandite, ou en nom collectif. Toutefois, à notre connaissance, toutes sont constituées sous la forme anonyme.

Un grand nombre de Compagnies, nous le savons, existaient avant la loi du 24 juillet 1867 : leur constitution était régie par l'art. 37 du C. de commerce, et pour se former, l'approbation de l'autorité publique était nécessaire (C. de commerce, art. 37). La loi du 24 juillet 1867 (art. 66) a inauguré le régime de la liberté pour les sociétés anonymes, en d'autres termes, les a affranchies de l'autorisation gouvernementale. (L'exception faite pour les sociétés d'Assurances sur la Vie n'existe plus depuis la loi du 7 mars 1905.)

D'où il suit que les sociétés anonymes d'assurances à primes constituées depuis la loi de 1867 et qui se sont transformées en sociétés anonymes vivent librement ; elles sont régies par la loi de 1867 et par les lois postérieures qui l'ont modifiée ou complétée.

Un décret rendu le 22 janvier 1868, en exécution de la loi du 24 juillet 1867 (art. 66, al. 2), les soumet à quelques règles spéciales.

Ce décret concerne non seulement les Assurances Mutuelles, mais aussi les sociétés anonymes à primes fixes. Par lui les Compagnies sont soumises tant aux dispositions légales relatives aux sociétés anonymes qu'à des conditions spéciales. Les Compagnies ne peuvent user de la disposition du titre II de la loi du 24 juillet 1867 particulière aux sociétés à capital variable.

La constitution ne peut avoir lieu qu'après le versement d'un capital de garantie égal, au moins à 50.000 francs, même si le capital est inférieur à 200.000 francs (art. 2).

La conversion des actions en actions au porteur n'est possible que si le fonds de réserves est égal au moins à la partie du Capital social non encore versée et s'il a été intégralement constitué (art. 3).

Chaque année, sur les bénéfices nets, un prélèvement doit être effectué, qui doit être d'au moins 20 0/0, et se trouve destiné à former le fonds de réserves ; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds est égal au cinquième du capital (art. 4).

Le décret de 1868, art. 5 (nous aurons à revenir sur ce point) détermine l'emploi des sommes formant le fonds de la Compagnie, à l'exception de celles nécessaires au service courant. Nous verrons que de ce chef, il a été modifié par des décrets postérieurs : 10 juillet 1901, 5 décembre 1913, 19 mars 1915, 26 avril 1916 (1).

Chaque police doit indiquer le montant du capital social, et la portion du capital versé ou appelé, s'il y a lieu, la délibération autorisant les actionnaires à convertir en actions au porteur, les actions nominatives, le maximum que la Compagnie peut, aux termes des statuts, assurer sur un seul risque sans réassurance, et dans le cas où un même capital couvrirait, d'après les statuts, des

(1) Voir notre appendice.

risques de nature différente, le montant de ce capital et l'énumération de tous ces risques (art. 6).

Chaque assuré a le droit de prendre à toute époque, par lui-même, ou par mandataire, communication au siège social ou dans les agences, du dernier inventaire. De cet inventaire, il peut obtenir copie certifiée, moyennant le prix maximum de *un franc* (art. 7).

Ces règles particulières mises à part, les Compagnies anonymes à primes contre l'incendie sont soumises aux dispositions législatives concernant les Sociétés Anonymes, et dans le détail desquelles il est inutile d'entrer.

Par contre, nous étudierons les organes techniques que l'expérience a fait créer et a perfectionnés sans lesquels les Compagnies ne sauraient exister, et qui leur donnent une originalité certaine : Direction et Siège Central d'abord, Inspection ensuite, et Service des agences enfin.

Mais, avant d'aborder cette partie de notre travail, il nous semble nécessaire de rechercher si les Compagnies anonymes à primes sont des Sociétés Commerciales.

Le Code de commerce traite des Assurances Maritimes (art. 332 et suivants) : « Il a passé sous silence les assurances terrestres, telles que les Assurances contre l'incendie ou sur la Vie qui, peu connues en 1807, se sont tant répandues depuis ; il n'a même pas indiqué si les Assurances Terrestres sont des actes de Commerce. Il semble rationnel de donner pour elles les mêmes solutions à cet égard que pour les Assurances Maritimes. Le

contrat d'Assurance a, en effet, toujours la même nature, quels que soient les risques qu'il a pour objet de couvrir. Ces risques ne constituent qu'un élément de fait qui, en l'absence d'une disposition formelle de la loi, ne peut avoir aucune influence sur le caractère civil ou commercial du contrat. Les assurances à primes fixes sont exploitées par des Sociétés Anonymes qui, si elles sont constituées depuis la loi du 1^{er} août 1893 (nouvel art. 68 de la loi du 24 juillet 1867) sont des Sociétés Commerciales, à raison de leur forme même. Déjà auparavant, la jurisprudence leur reconnaissait le caractère commercial. Certains auteurs expliquaient cette solution, en les assimilant à des *agences d'affaire*. L'énumération des actes de commerce faite par les art. 632 et suivants du C. de commerce est limitative sans doute, mais cela ne veut pas dire que l'interprétation de ces dispositions doit être restrictive au point d'aboutir à des contradictions ou à des solutions irrationnelles » (1).

Les Compagnies Anonymes à primes fixes contre l'incendie sont donc bien des sociétés commerciales, faisant des actes de Commerce, dans l'exercice de leur industrie. Mais si le contrat d'assurance est toujours commercial au regard d'une Compagnie à primes fixes, il importe de distinguer en ce qui concerne l'assuré.

(1) Lyon-Caen et Renault, C. sup. Luxembourg, 20 mai 1880, S. 84-4-9, P. 84-2-10; Trib. civ. Genève, 13 janvier 1883, S. 83-4-31; P. 83-2-48, 25 août 1883, S. 84-4-8; P. 84-2-16; C. sup. Luxembourg, 28 juin 1883, S. 84-4-11; P. 84-2-15; Cass., 5 février 1894, S. 94-1-277.

En principe, l'assurance-incendie est un acte non commercial de la part de l'assuré même commerçant (Cass., 3 juillet 1877. S. 77-1-417 ; Paris, 30 mars 1878. S. 78-2-171 ; P. 78-722 ; Rennes, 26 juillet 1884. S. 86-2-201 ; P. 86-1-1074. Lyon-Caen et Renault).

Il en est autrement lorsque l'assuré l'a conclue pour les besoins de son commerce (1). En ce dernier cas, le contrat étant commercial au regard de l'assuré, celui-ci ne peut assigner l'assureur devant le Tribunal Civil, en exécution du contrat.

Mais l'assuré peut toujours saisir la juridiction commerciale, étant donné la Commercialité de l'assurance au regard de la Compagnie : en effet, lorsqu'un débat s'élève entre deux parties à raison d'un contrat qui n'était commercial que de la part de l'une d'elles, l'autre partie peut, à son choix, saisir le Tribunal Civil ou le Tribunal de Commerce (2).

(1) Cass., 24 janvier 1865, S. 65-1-153 ; P. 65-3-59 ; Trib. Seine, 29 juillet 1871, S. 72-2-282 ; P. 72-1083 ; Aix, 15 janvier 1884, S. 85-2-134 ; P. 85-1-713 ; Limoges, 4 mai 1886, S. 88-148 ; P. 88-1-843.

(2) Cass., 3 juillet 1881, S. 85-1-77 ; P. 1885-1-161 ; Paris, 27 juillet 1892, S. 93-2-93 ; P. 93-2-93.

En ce qui concerne la question de preuve, voir S. 84-1-9 et la note.

CHAPITRE III

ÉTUDE DES ORGANES D'UNE COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCE A PRIMES FIXES CONTRE L'INCENDIE

On peut ramener ces organes à trois :

Le *siège central*, cerveau d'où partent, dans toutes les directions, où s'exerce l'industrie, les ordres, les autorisations ; les *services de l'inspection* qui sont, en quelque sorte, le trait d'union entre le siège central et les agences ; et enfin, les *Agences*, dont l'importance vitale sera démontrée.

Nous allons étudier ces organes dans trois sections correspondant chacune à l'un d'eux.

SECTION PREMIÈRE

Le Siège Central.

Le siège central comporte, en dehors des Conseils d'administration, un Directeur, souvent un sous-Directeur (dont les attributions ne se différencient pas essentiellement

de celles de Directeur) et des services spéciaux. Car, nous le verrons, la Division du Travail est très nettement établie dans les Compagnies, c'est à elle que l'on doit (en dehors d'autres avantages classiques) la rapidité dans la conclusion des affaires.

§ I. — *Le Directeur.*

Des conseils d'administration, nous ne parlerons pas longuement ; nous dirons simplement une chose : ils se réunissent, en général, une fois par semaine, et contrôlent ainsi de façon efficace la marche industrielle et financière de la société. Les assemblées générales ont lieu, chaque année, et reçoivent les comptes. Elles ont pour mission d'examiner les comptes, de les approuver, s'il y a lieu. Des autres attributions, statutaires ou légales, il nous paraît inutile de parler — attendu qu'elles n'ont rien de particulier.

Qu'il nous soit permis de dire la clarté des bilans de nos Compagnies Françaises ; les postes sont aussi nombreux qu'il est nécessaire ; et, d'un coup d'œil, il est possible de suivre l'état financier de telle société anonyme d'assurance contre l'incendie (la même remarque peut être faite pour les autres branches d'assurances exploitées).

L'âme agissante de ce mécanisme c'est, à n'en pas douter, le Directeur. Une telle situation suppose de très grandes qualités d'intelligence, d'initiative et de pondéra-

tion. Un Directeur doit connaître la technique de l'assurance d'abord ; il est, de plus, utile qu'il soit familiarisé avec les affaires financières : certaines Compagnies ont, grâce à une gestion merveilleuse de près d'un siècle, accumulé de grosses réserves ; les primes s'élèvent annuellement à des vingtaines de millions de francs. On voit l'importance de la fortune mobilière et immobilière qui est confiée à un Directeur et au Conseil d'administration.

Tout d'abord, c'est le Directeur qui choisit le personnel : ce point de vue, seul, suffirait à montrer la tâche qui lui incombe. Les Chels de service qu'il prendra imprimeront une orientation à leurs bureaux, les Inspecteurs auront à surveiller les Agences, à proposer des représentants au Directeur qui décidera en dernier ressort.

A la vérité, un Directeur de Compagnie s'occupe de la presque totalité des affaires ; c'est lui qui décide d'une plus ou moins grande hardiesse à employer dans les réassurances (en tenant compte, bien entendu, des maxima statutaires). L'acceptation des affaires importantes lui est toujours soumise ; la part à garder, c'est à lui qu'il importe de la déterminer. Il lui appartient de transiger, de juger de l'opportunité des procès.

Ce n'est point dire que le rôle des Chefs de Bureau soit réduit à néant : ils sont ceux qui étudient une espèce, l'expliquent, la présentent sous tel jour au Directeur, le tiennent au courant de leur service, lui signalent les employés méritants.

Le Directeur doit agir sagement et audacieusement :

Agir trop sagement, c'est exposer sa Compagnie à la stagnation ;

Agir avec une audace trop grande c'est risquer l'avenir de la société.

On voit combien est délicate la situation de cet homme sur lequel reposent, en définitive, les destinées d'une Compagnie.

Tel Directeur, tel siège social, tel Directeur, tels Inspecteurs et tels agents.

Tel Directeur, telle Compagnie.

Car, aussi vieille que soit une société, la « vitesse acquise » n'est pas suffisante à la faire marcher. La concurrence agit activement : et, dans la lutte économique actuelle, les bons antécédents ne sont plus d'importance capitale. Une impulsion nouvelle ou soutenue est nécessaire, en face de rivaux actifs.

Nous ajouterons, pour terminer, qu'une communion intime existe entre un Directeur et sa Compagnie, par la nécessité dans laquelle il se trouve d'avoir des actions en nombre déterminé.

§ II. — *Les divers Services du Siège Central.*

Dans toutes les Compagnies, se rencontrent à peu près les mêmes services : Services de l'*Industrie*, de la *Comptabilité*, du *Contentieux*, de la *Correspondance*, de la *Réassurance*, de la *Statistique*, *Bureaux Etrangers* (souvent), et (toujours) *Bureaux de Paris*.

Il est évidemment d'autres services ; nous pourrions citer ceux de l'économet, du matériel, des archives. Mais leur étude n'a pas un intérêt suffisant au point de vue *technique* pour que nous nous en occupions longuement.

Le Bureau de l'*Industrie*, appelé parfois aussi de la *Production*, est celui où se traitent les affaires ; il se subdivise en services de la Vérification et de l'Autorisation.

Certaines assurances peuvent être directement traitées, définitivement conclues par les agents, en leur qualité de mandataires : les polices et les avenants sont dressés, au moins, en trois exemplaires, le premier destiné à l'assuré, la deuxième à l'agence, le troisième aux archives de la Compagnie ; à Paris, nous le verrons, il existe un bureau spécial. Ce dernier exemplaire est adressé, par l'agent, au Siège social. Le service de la Vérification consiste précisément, à revoir ces contrats, travail de l'agent, à les contrôler, à les *vérifier*, au point de vue des clauses et de l'application des tarifs en vigueur.

Pour les affaires délicates ou importantes que les agents ne peuvent, ou ne veulent eux-mêmes conclure, une proposition d'assurance est adressée à la Direction, accompagnée de plans, devis, de toutes indications nécessaires à l'étude, à la classification des risques dans telle ou telle catégorie. Les services de l'autorisation examinent les propositions, les « amendent », les rendent parfaites en les faisant accepter par la Compagnie, ou les considérant inacceptables, les rejettent. Il importe, du reste, de re-

marquer que les vérificateurs s'occupent de la police, ou de l'avenant déjà autorisés, et se rendent compte s'ils sont conformes à la proposition acceptée.

Les agents doivent avoir le plus grand soin de mentionner, sur les polices, les risques communs, c'est-à-dire ne formant au point de vue assurance qu'un seul risque. Des règles précises leur sont données qu'ils n'ont, à cet égard, qu'à suivre strictement. Nous prendrons un exemple aussi simple que possible, pour éclairer notre proposition. Dans une maison, il peut arriver ce fait :

1° Que l'immeuble est garanti par la Compagnie ;

2° Que chacun des locataires se trouve assuré à cette même Compagnie.

Le bâtiment est garanti (à Paris, la chose est courante) pour 600.000 fr.

Il existe 7 locataires dont la moyenne des polices (nous ne parlons que du mobilier) est de 40.000 francs, au total. 280.000 fr.

En tout 880.000 fr.

Donc, la Compagnie garantit, en réalité, 880.000 francs sur un même risque (car un sinistre peut être total). Des mesures de réassurance s'imposent. Et, seuls les agents, en province, sont à même d'indiquer ces risques communs à la Direction qui prendra toutes mesures opportunes. Ces risques peuvent être garantis par des agences *diverses* : Aussi, chaque agent, opérant en dehors de sa circonscription, doit demander à son collègue s'il existe des risques

en cours sur le risque proposé — et l'aviser de la souscription du contrat.

L'examen des propositions, la vérification des contrats révèle les agglomérations et permet d'agir utilement.

Nous arrivons, de la sorte, à étudier le Bureau de la *Réassurance* ; il est intimement lié à celui de l'Industrie, nous venons de le voir. Il s'occupe des cessions consenties aux réassureurs, ou acceptées par la Compagnie, et conformément aux traités leur fait connaître la part rétro-cédée, ou s'occupe de la part cédée par un autre assureur à la Compagnie qui réassure elle-même. Ce n'est point tout ; quand un sinistre a frappé un risque réassuré, le Bureau de la Réassurance en avise les réassureurs, et divise entre eux au prorata des cessions, le montant qui leur incombe dans l'indemnité ; de même, toute augmentation, toute diminution des risques cédés est par lui communiquée aux réassureurs. Il fait les opérations rendues nécessaires par un sinistre ou une augmentation, ou une diminution touchant les parts acceptées en réassurances par la Compagnie. Nous reviendrons sur cette question vitale de l'assurance, la *Réassurance*.

Le Bureau du *Contentieux* s'occupe des affaires litigieuses ; c'est vers lui que sont dirigées toutes les difficultés juridiques qu'il doit résoudre : capacité de contracter, acceptation et interprétation des clauses, exercice des recours, étude et direction des procès. Le Contentieux examine les rapports de sinistre, examine qui est apte à recevoir les indemnités, à donner quittances.

A ce service est rattaché celui des oppositions, un des plus importants d'une Compagnie. Chaque débiteur révélé (une *opposition* est nécessaire de la part du créancier (1)), est titulaire d'une fiche qui succinctement mentionne son nom, le montant de la dette, et renvoie par numéros, à l'opposition du créancier (actes extra-judiciaires). Ces oppositions sont elles-mêmes soigneusement classées, et prêtes à fournir toutes indications, en cas de sinistre, sur les risques du débiteur.

Quand un incendie est annoncé à la Compagnie, l'employé affecté aux oppositions met son visa sur une feuille spéciale, avec indication des oppositions, s'il en existe ; au moment d'autoriser le paiement, cette feuille est, à nouveau, annotée par lui. On se rend compte du sérieux apporté à cette vérification, dont l'importance est extrême, puisqu'un oubli peut rendre la Compagnie passible d'un deuxième paiement.

Le service des sinistres fait souvent partie intégrante du Contentieux ; dans quelques Compagnies, ils sont séparés, mais sans cloison étanche. Aux « Sinistres », on note les incendies, l'évaluation des pertes d'après les réclamations de l'assuré. L'expertise terminée on constate les bénéfices réalisés sur la première évaluation, ou les additions à effectuer. Le Bureau des Sinistres prépare les rapports, d'après les indications des experts, des inspecteurs et des agents. Chaque rapport est, sous une cote

(1) Au sujet de la nécessité d'une opposition, voir notre article dans *La Semaine* du 10 septembre 1916.

spéciale, soigneusement classé ; il renferme, en effet, le total du règlement : indemnité proprement dite, et frais occasionnés par l'incendie.

Tous ces renseignements sont communiqués à la Comptabilité et à la statistique.

La Statistique-incendie, sur laquelle notre attention sera à nouveau appelée, centralise tous les renseignements intéressant l'Assurance : {montant des primes, sur chaque catégorie de risques, total des sinistres, non seulement sur tels objets déterminés, mais dans tel département, dans telle localité. Elle est comme le « poulx » où l'on sent battre la vie de l'assurance. Elle permet de se rendre compte de la production des Agences, de leur prospérité, de leur rendement effectif, des bénéfices qu'elles donnent. Et, pourtant, il ne faudrait pas croire à une efficacité trop grande ; la Statistique en matière d'incendie est encore dans l'enfance (1).

« Il ne faudrait pas croire que cela tienne à une organisation défectueuse du service des assurances ; mais cette branche de la statistique soulève un problème des plus ardu. Supposons, en effet, que le feu détruise par exemple 2 0/0 de la propriété de toute espèce ; il est évident que les dommages occasionnés à une fabrique, à une grange pleine de moissons, à un entrepôt, à une maison bourgeoise entreront dans ces 2 0/0 pour des proportions très variées. Le dommage peut être 1, 2, 3

(1) Chaufon, t. I^{er}, p. 61.

ou 4 fois plus grand, suivant la nature de propriété atteinte par le feu (1). »

L'assureur a, devant lui, le problème suivant : « Quelle est la valeur moyenne du risque afférent à chaque propriété » ?

Et, d'ailleurs, la volonté humaine joue dans les incendies un rôle très important, qui trouble profondément les lois de la statistique. Car, précisément, il n'est pas aisé de faire la statistique des sinistres volontaires. Nous ne croyons pas, quant à nous, qu'une statistique *sérieuse* puisse être tentée à cet égard : le crime d'incendie volontaire est un des plus difficiles à découvrir.

Nous savons que des tentatives ont eu lieu : leurs résultats ne seront jamais qu'approximatifs.

Le service de la *Comptabilité* peut se résumer en deux propositions générales, mais tout à fait compréhensives :

I. — A des époques déterminées, les agents adressent, à la Compagnie, leurs bordereaux de souscription : ces pièces *révèlent* à la Comptabilité l'existence des polices, leur durée, le montant de leurs primes respectives.

II. — Grâce à ces bordereaux, la Comptabilité établit les bordereaux d'encaissements qui sont, périodiquement, envoyés aux agents, et dont le total est inscrit au débit de leur compte. Les primes sont, ainsi, portées sur des

(1) Déroulède, p. 101.

quittances dont la possession constitue l'acquit pour l'assuré.

Evidemment, à côté de ces opérations fondamentales existent d'autres opérations, qui gravitent autour des premières, en sont la conséquence. La Comptabilité vérifie le compte des agents, des Inspecteurs, opère les redressements, constate les résiliements, les annulations.

Les *Bureaux de Paris* sont, en définitive, les agences de la Compagnie pour la capitale. C'est à leurs guichets que s'adressent les personnes qui désirent contracter une assurance ; c'est aux Bureaux de Paris que les nombreux courtiers ont affaire pour l'établissement des polices au nom de leurs clients.

Mais il serait excessif de prétendre qu'il y a assimilation complète entre les Bureaux de Paris et les agences de province : la différence fondamentale, c'est que le Bureau de Paris n'a point pour mission de *rechercher* les assurances qui lui viennent directement, ou lui sont proposées par les courtiers. D'autre part, la division du travail est plus accentuée que dans les agences, surtout que dans les petites agences où le mandataire de la Compagnie cumule le rôle actif et le rôle administratif : les employés des Bureaux de Paris ne sont pas les *mandataires* de la Compagnie. Enfin (quelques rares exceptions mises à part) on rencontre dans un Bureau de Paris, un organisme spécial avec son individualité propre, des Inspecteurs, un Bureau de l'Industrie, des employés appelés en assurance « Autorisateurs », des Vérificateurs dont la

mission est de visiter le risque proposé, et un Contentieux.

Le Bureau de Paris n'est pourtant pas dans son essence un simple réceptacle : l'activité, l'esprit commercial des chefs et des employés qui approchent, chaque jour, le public ont une grande influence sur l'augmentation des affaires, et de bonnes affaires.

Des Services étrangers, dont la plupart de nos grandes Compagnies sont pourvues, nous dirons simplement que, à l'instar des Bureaux de Paris, ils ont une vie propre et des organes particuliers qui sont en rapport avec les agences de l'Etranger.

Nous arrivons au Bureau de la *Correspondance* ; ce service est le canal par lequel passent toutes les communications entre les Compagnies et les Agences ; aussi entre les directions et les assurés. Parfois, il s'occupe de la production des représentants, en ce sens qu'il vérifie au moins une fois l'an, d'après les données de la statistique, les encaissements et les sinistres et stimule les agents ou, au contraire, les engage à une réserve prudente.

Un exemple tiré d'une de nos plus anciennes Compagnies va démontrer dans quel esprit commercial est conçue l'entreprise et avec quelle rapidité les affaires sont traitées. Chaque agent, dans le corps des lettres adressées par lui au siège social, doit mentionner exclusivement ce qui se rapporte à la correspondance proprement dite (marche de l'agence, avis d'absence, etc...) et indiquer succinctement les notes incluses envoyées à chacun des

services. Toute communication concernant un service lui est faite au moyen de *notes spéciales*, en tête desquelles est mentionné le nom du service et auxquelles sont jointes les pièces nécessaires. (Il serait au mieux que *chaque affaire* fût l'objet d'une note distincte même pour chaque service), de la sorte on éviterait un retard, si minime soit-il, résultant de l'impossibilité où se trouvent les employés différents s'étant occupés, ou devant s'occuper des diverses assurances, de les voir ou de les revoir le même jour, en même temps, si les agents en parlent sur une même note. A chaque courrier, la lettre elle-même est dirigée vers la Correspondance, qui connaît exactement les notes incluses, tandis que ces dernières sont canalisées vers les services compétents; au jour le jour, autant que faire se peut, les affaires sont traitées et les rédacteurs contrôlent le retard (ou devraient, à notre avis, le contrôler) apporté par un service, dont la réponse ne leur est point parvenue. Car ces réponses figurent sur des *feuilles* avec en-tête du service et de la note de l'agent à laquelle il est répondu.

Les rédacteurs constituent une « chemise » qui formera la lettre de la Compagnie. En marge, ils indiquent le service qui va répondre et, en face, amorcent cette réponse, en mentionnant les premiers mots de la *feuille* qui est elle-même glissée dans l'intérieur de cette chemise, en suivant l'ordre d'indication, d'inscription. Ce qui concerne la Correspondance est écrit par les rédacteurs, textuellement, sur la chemise dont il s'agit. Les

copistes n'ont qu'à se fier à ces indications, pour copier l'ensemble de la lettre qui forme un tout et constitue la lettre de la Compagnie.

Nous ne saurions terminer sans donner un aperçu de la situation du personnel des Compagnies. Cette situation n'est nullement inférieure à celle du personnel des administrations publiques ou des grands établissements de crédit par exemple. A celles offertes par ces derniers, elle est, sans doute, même supérieure. (Nous rappellerons que, durant toute la guerre, les Compagnies ont payé certaines intégralement*, la plupart en partie, le traitement des employés, chefs ou directeurs mobilisés.) A valeur égale, le personnel des Compagnies est aussi bien traité que sont traités par l'Etat ses fonctionnaires. Il n'est pas une Compagnie qui ait jamais renvoyé un employé par pur caprice ; et l'avancement au choix (seul capable de faire émerger les mérites, quand la faveur ne joue pas — et l'esprit commercial des Compagnies l'empêche de jouer) existe plus amplement que dans les administrations publiques. Un homme jeune, actif, intelligent, révélé par ses mérites arrivera ; et par sa jeunesse servira plus longtemps les intérêts de la Compagnie. Car l'esprit commercial seul, quoiqu'on puisse prétendre, dicte les nominations.

Le Directeur est maître de son personnel, de ses chefs et responsable de leur gestion devant les actionnaires. On comprend qu'il soit libre d'écouter les seules recomman-

dations que, par *leur travail, leur intelligente initiative*, se font eux-mêmes les candidats.

Les traitements vont de 1.800 francs à 2.000 francs jusqu'à 12.000 francs et 15.000 francs (traitements des chefs de Bureau et de Service).

Les Caisses de Prévoyance des Employés existent dans la plupart des Compagnies : le principe n'en est point partout le même. Mais, toujours, on retrouve de la part des Compagnies une générosité très grande. Chaque année, sur les bénéfices sont prélevées des sommes importantes qui alimentent *exclusivement* ou grossissent la Caisse.

A leur retraite, c'est-à-dire à 25 ans de service (s'ils veulent la prendre à ce moment) un capital est mis à la disposition des Chefs, Inspecteurs et Employés, capital formé par les sommes annuelles mises à la Caisse, grossies des intérêts capitalisés. Du reste, le retrait en est facultatif : le bénéficiaire peut en opérer le virement à une Branche « Vie » où il stipule telles combinaisons qu'il estime opportunes (1).

Très souvent, les Compagnies mettent à la disposition de leur personnel des gratifications annuelles ou extraordinaires ; ces dernières sont données, lors du mariage

(1) En 1916, la Compagnie d'assurances générales contre l'Incendie a versé à la Caisse de Prévoyance de ses Employés la somme de 2.557.837 fr. 63. C'est une sorte de participation aux b
bénéfices.

d'un employé, ou à la naissance de chaque enfant, avec progression suivant le nombre des enfants.

SECTION II

Les Agences.

Dans les villes importantes : Chef-lieu de département, sous-préfecture, quelquefois chef-lieu de canton, les Compagnies ont des représentants, des mandataires, des agents, à qui, est par elle confiée la gestion de leurs intérêts. Chaque agent exploite une circonscription déterminée, souvent assez étendue ; aussi dans les cantons, voire dans les communes importantes, existe-t-il des sous-agents choisis par l'agent principal sous sa responsabilité personnelle. Le nom des mandataires de la Compagnie est « Agent Principal » ou « Directeur Particulier ». Cette dernière appellation est un titre honorifique décerné aux agents qui se sont distingués dans l'exercice de leurs fonctions, ou bien elle existe en faveur des « grosses » agences. Mais « Agents Principaux », et « Directeurs Particuliers », n'ont de différence que dans le nom qui leur est donné ; leur rôle est le même, leurs obligations en tous points pareilles ; les uns et les autres sont les mandataires de la Compagnie.

« La bonne organisation des agences est la base la plus

solide de la prospérité d'une Compagnie ; rien ne doit être négligé pour lui former, dans les départements, un personnel complet de représentants actifs, probes, et intelligents (1). »

C'est en quelques mots écrits par un assureur éminent, montrer l'importance du rôle de l'agent d'assurance contre l'incendie.

L'agent a un rôle actif et un rôle administratif.

Le premier consiste essentiellement à rechercher les affaires, à *sélectionner* les assurés et à conserver intact le portefeuille de bons risques qu'il a fait garantir, ou que ses prédécesseurs ont fait garantir, par sa Compagnie. Quand on connaît l'active concurrence qui existe en assurance-incendie, et la difficulté réelle parfois de se faire une opinion exacte sur le risque proposé (tant les apparences sont trompeuses), on se rend compte des qualités commerciales que doit posséder un agent, la nécessité dans laquelle il se trouve de savoir apprécier les choses et les gens, de l'initiative et de la pondération dont il doit user.

L'Agent ne doit jamais perdre de vue que l'assuré dispose de la fortune de l'assureur. « En effet, l'assuré ayant en sa possession l'objet sur lequel l'assurance repose peut, non seulement en modifier les conditions à son gré, mais il dépend même de lui de faire naître l'événement en prévision duquel le contrat a été souscrit ; et l'expérience dé-

(1) Gauvin, *Manuel de l'Inspecteur d'assurances contre l'Incendie*, t. 1, p. 12.

montre que dans le pays où les sinistres sont nombreux, c'est le plus souvent à la spéculation qu'il convient d'en attribuer les causes (1). »

Il importe donc que l'agent, avant d'accepter un risque, se fasse de lui une opinion certaine. Cette opinion résultera de la réponse à donner aux deux questions suivantes :

1^o Le proposant offre-t-il toutes les garanties de moralité et de solvabilité ?

2^o Le risque proposé est-il, par lui-même, un bon risque ?

Au fond, les deux questions peuvent souvent se ramener à la première : car la moralité, la solvabilité de l'assuré, voilà le critérium de l'*Assurabilité*.

Un vieil agent nous disait : « Je connais dans ma circonscription deux minoteries, l'une dont l'agencement remonte à cinquante ans, où l'on trouve des amas de poussière ; l'autre bâtie récemment avec tous les perfectionnements modernes. Eh ! bien, la première est un risque excellent, et la seconde ne vaut rien au point de vue assurance : la vieille minoterie appartient à une ancienne et honnête famille, la deuxième, à un spéculateur ». Deux ans après cette conversation, nous revîmes l'agent : la vieille minoterie fonctionnait toujours, n'avait donné aucun sinistre, l'établissement moderne venait d'être totalement détruit par un incendie.

(1) Gauvin, t. I, p. 112, 37 et suivantes.

Du reste, il s'agit là uniquement d'un exemple : tout est relatif. Il est certain qu'à moralité de propriétaires *égale*, la minoterie moderne présentait moins de risques pour un assureur.

Par lui-même, le risque a de l'importance : s'il est mal construit, mal tenu, les chances de sinistre s'accroissent dans de notables proportions.

Un agent doit donc examiner sérieusement la physiologie du risque proposé : sa couverture, sa construction, sa destination.

Dans les usines, son attention se portera sur l'encombrement des ateliers, le *chauffage*. Le chauffage par poêle est des plus dangereux : il faut que les poêles soient *isolés* de toute substance inflammable, de même que les tuyaux qui ne doivent point faire de coudes, où la suie se dépose à plaisir. Les calorifères à air chaud sont moins dangereux. Et, pourtant, comme l'écrit M. Gauvin (1), « il arrive, parfois, que des pailles ou des objets légers entrent par la prise d'air, s'enflamment au contact du calorifère, et entraînés par le courant d'air chaud, sortent tout enflammés des bouches de chaleur, et propagent l'incendie dans les ateliers ».

Il ne nous est point possible d'entrer dans le détail de chaque catégorie de risques proposés, mais on voit que le risque est, par lui-même, important à considérer, surtout en matière industrielle.

(1) Gauvin, p. 41.

La moralité des assurés est, d'ordinaire, facile à connaître, soit par les agents eux-mêmes, soit par leurs sous-agents : les uns et les autres habitant le département, la ville ou la campagne ont des données aussi précises que possible sur leurs compatriotes.

La solvabilité des proposants est de première importance : en l'espèce, évidemment, il est possible de se tromper dans une appréciation, surtout à notre époque où « tout ce qui brille n'est pas or » mais, les agents sont mieux placés que quiconque pour être fixés à cet égard. Un point dont l'utilité est certaine, de ce chef, ce sont les *antécédents-sinistres* des assurés : tel proposant a-t-il déjà subi des sinistres, et des sinistres fréquents, à la suite desquels, par exemple, son premier assureur a résilié son contrat ?

« D'une façon générale, on a constaté que les temps de crise commerciale sont signalés par une recrudescence d'incendies : de 1882 à 1887, où, en France, divers événements, le krack de la Bourse de Paris, le phylloxera, l'arrêt de l'industrie du bâtiment, amenèrent une situation mauvaise dans les affaires, les Compagnies à primes fixes virent le chiffre des sinistres varier de 54 0/0 à 63 0/0. Pendant 5 ans ils dépassèrent 56 0/0 (1). »

Un de nos amis, ancien Procureur de la République, nous racontait : « Dans la petite ville, où j'étais magistrat, j'habitais la maison d'un banquier. C'était en période

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Traité d'Economie Politique*.

de stagnation des affaires. Les incendies se multipliaient ; bien des fois, la nuit, je fus éveillé ; un sinistre venait d'éclater. Et chaque fois le banquier me disait : « C'est X... qui brûle ». Il ne s'est jamais trompé. Et notre ami ajoutait tristement : « Je n'ai pas, une seule fois, obtenu la certitude *légal*e, la preuve *juridique* d'un seul de ces incendies volontaires ».

Non seulement, il incombe aux agents de choisir de bons risques, mais il leur appartient de les surveiller pendant la durée de la police, de suivre exactement la situation des assurés, moralement et financièrement, de ne point perdre de vue les modifications apportées aux risques garantis.

Sans cette sélection, l'Assurance contre l'incendie n'est pas possible.

Les Agents ont aussi un rôle administratif.

Ils rédigent les polices, les signent au nom de leur mandant, la Compagnie : perçoivent les primes, tiennent la comptabilité. Cette comptabilité est spéciale, mais très simple. Elle consiste, d'abord, dans la tenue d'un registre de souscription des Contrats, avec lequel ils établissent les bordereaux de souscription adressés à la Compagnie, et dont nous avons parlé. Sur un autre registre, dit de comptabilité, ils inscrivent :

Les primes encaissées chaque jour,

Les résiliements et les réductions opérées,

Les primes arriérées,

Leurs recettes et leurs dépenses.

L'état de ces inscriptions est envoyé à la Direction.

A des époques déterminées, le Siège Central adresse aux agents le bordereau des primes à encaisser.

Les agents reçoivent les avis des sinistres, qu'ils transmettent à la Compagnie, suivant l'importance des dégâts, ils peuvent régler seuls ou, au contraire, doivent attendre des instructions.

En un mot, ils agissent au nom de la Compagnie, dans les limites de leur *procuration*. Car les agents ne sont que des *mandataires*, et comme tels révocables *ad nutum*.

L'agent d'Assurance-incendie n'agit-il pas comme mandataire, lui qui signe les polices, sans autorisation de la Compagnie, signe les quittances, représente la Compagnie dans les règlements du sinistre, poursuit les assurés débiteurs des primes ? Et tous ces pouvoirs lui sont donnés dans la *procuration* signée d'un Administrateur et d'un Directeur, ou de toute personne ayant statutairement le droit de le mandater.

La jurisprudence est, à peu près, unanimement fixée en ce sens (1). On ne saurait, en effet, assimiler l'agent d'assurance-incendie à une sorte de *locateur de services à distance* (2). Il n'existe pas entre lui et la Compagnie un

(1) Voir notamment les décisions rapportées dans le journal *La Semaine*, du 31 août 1908.

(2) Voir Baudry-Lacantinerie et de Loynes, t. II, nos 1211, 1415 et 1416 ; *Du Mandat*, p. 183.

lieu de subordination comme il en existe un entre l'*employé* et son patron. Le contrôle auquel l'agent est soumis porte sur un compte d'affaires ; il ne porte pas sur l'emploi de son temps. Comme le fait remarquer M. Paul Bailly, le temps est loin où Balzac représentait « l'illustre Gaudissart, qui fut, lui aussi, agent d'Assurances, sous les traits d'un poupon mis en sevrage chez le secrétaire général de la Compagnie, qui le nourrit de réponses à improviser, l'approvisionne d'arguments péremptoires, aiguise le fil de la langue qui doit opérer sur la Vie, en France ». — De nos jours, l'agent a une situation indépendante, qui diffère encore de celle de commis, en ce que l'agent ne reçoit, en général, que des commissions et non un traitement fixe, en ce qu'il représente souvent plusieurs Compagnies (exploitant des branches d'assurances différentes) : alors que l'employé n'a pas le droit de mettre ses services à la disposition de plusieurs sociétés, en ce que l'Agent supporte ses frais d'installation, loyer, patente, etc...

Les agents d'assurance-incendie sont des mandataires, et comme tels révocables *ad nutum* ; et la clause insérée dans les procurations et par eux acceptée, aux termes de laquelle il est formellement stipulé qu'au cas de révocation, il ne naîtra à leur égard aucun droit à une indemnité, est parfaitement valable.

Avant la loi du 27 décembre 1890 (ancien art. 1730 C. civil), la Compagnie pouvait valablement stipuler son droit de révoquer son agent ; il était sans intérêt de dis-

tinguer si ce dernier était, en présence de cette clause, un mandataire ou un locateur de services (1).

Depuis la loi de 1890 (nouvel art. 1780, C. civil), le point capital est de savoir si l'agent d'Assurance-Incendie est un locateur de services, ou, au contraire, un mandataire. L'agent est-il mandataire? La loi de 1890 ne s'applique pas, et la Compagnie peut révoquer sans indemnité et stipuler son droit de révocation *ad nutum* (art. 2004, C. civil). La solution opposée devrait être adoptée si l'agent était un locateur de services. Or, nous avons montré que les agents d'Assurance-Incendie sont des *mandataires* (Voir notamment, Trib. Commerce de la Seine, 31 août 1904, *J. Ass.*, 1904-582; Trib. Com. Seine, 22 avril 1899, *J. Ass.*, 1900-12; Cour de Paris, 13 juillet 1910, *J. Ass.*, 1911-49; Cour Paris, 30 avril 1892, *J. Ass.*, 1892-216).

Nous savons qu'il est des décisions qui ont admis la thèse du louage de services. Mais il faut remarquer que les espèces dont il s'agit visaient des mutuelles ou des Compagnies d'assurances sur la Vie, dans lesquelles le fait du mandat n'est pas aussi *net* qu'en matière *incendie* (2).

(1) Cass., 10 nov. 1891, *J. Ass.*, 92-3. Voir aussi Cass., 9 juillet 1885, Simonin, 1-26; Riom, 6 mai 1885, Simonin, 2-73; Cass., 26 oct. 1891, Simonin, 1-111; Bordeaux, 29 oct. 1891, Simonin, 2, 271.

(2) Cass., 29 juin 1903, Simonin, 1-330 (mutual Life).

Trib. civ. Seine, 16 mai 1906, Simonin, 3-387 (mutual Life).

Orléans, 2 mars 1898, Simonin, 2-558 (Ass. mutuelle Loir-et-Cher).

Du principe que l'agent est un mandataire découlent d'autres conséquences.

La Compagnie ne serait pas responsable des dommages que, dans l'exercice de ses fonctions, peut causer un agent. L'application de l'art. 1384, C. civil, exige non seulement que l'une des parties ait rendu à l'autre un service, en exécution d'un mandat (même salarié) ; mais encore elle demande qu'un rapport de *dépendance* existe entre le préposé et le commettant (1).

L'abus de confiance dont un agent s'est rendu coupable le rend passible d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans, et d'une amende (art. 408, Code pénal, al. 1, et art. 406) ; si, par contre, l'agent était un commis, la peine applicable serait la réclusion (art. 408, 2^e alinéa C. pénal) (2).

L'agent doit l'intérêt de toutes les sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi (art. 1996, C. civil), et de plein droit par dérogation à l'art. 1153 du C. civil. Si le contraire n'a point été stipulé, il est permis à l'agent, sous sa responsabilité personnelle, de se substituer un mandataire (art. 1994, C. civil).

Enfin, toujours sauf conventions contraires, la Compagnie doit, à son agent, le remboursement des avances et frais qu'il a faits pour l'exécution de son mandat (art. 1999, C. civil).

Notre étude sur les agents ne serait pas complète, si nous n'envisagions la question des portefeuilles d'abord,

(1) Cologne, 26 avril 1892, D. P. 95-2-85.

(2) Jugé par la Cour de Riom le 6 mai 1885.

des Commissions ensuite, et enfin si nous n'examinions la question de savoir qui, en droit, peut remplir ces fonctions, ce mandat.

Le portefeuille n'est pas la propriété d'un agent. Jadis, les Compagnies admettaient dans les Conventions avec leurs représentants une clause aux termes de laquelle, il était stipulé notamment que si les fonctions d'un agent venaient à cesser par suite de décès ou de maladie grave, mais après une gestion à l'abri de tout reproche, cet agent ou ses ayants droit recevaient une indemnité.

Mais, il y a longtemps que semblable stipulation n'existe plus ; elle a disparu avec le motif qui l'avait fait naître : rémunérer les premiers agents des sacrifices qu'ils s'étaient imposés au début des opérations d'une Compagnie.

Actuellement, au contraire, les Compagnies prennent soin de stipuler qu'en cas de démission, décès ou révocation, et quelle qu'en soit la cause, les agents, ni leurs héritiers n'auront droit à aucune indemnité quelconque. Par exemple, au cas de démission, la Compagnie choisit comme elle l'entend, son nouvel agent. Et des tractations, une vente occulte entre l'ancien et le nouveau représentant ne lui sont pas opposables, si elle a interdit la cession de portefeuille (1). Et, en pratique, les Compagnies interdisent toute cession de portefeuille.

C'est d'ailleurs une question de principe. Mais, les

(1) Besançon, 1875, S. 78-2-65, 14 déc. 1883, S. 85-2-136.

Dijon, 12 juillet 1877, S. 78-2-265.

Agen, 19 décembre 1878, S. 79-2-240.

Compagnies sont très paternelles à l'égard de leurs vieux agents, ou des héritiers des bons agents morts avant l'âge. Des secours, voire des retraites bénévoles, leur sont parfois accordés.

Les commissions dont nous allons parler ont un double but : couvrir les dépenses administratives et rémunérer des recherches actives et nombreuses. Ces commissions sont prélevées sur les primes que les agents font encaisser à la Compagnie.

Il serait peu intéressant d'indiquer le taux de ces commissions variables très souvent. Il est plus utile de chercher à dégager les principes qui les dominent.

Pour les primes d'un ancien portefeuille dont le cours a commencé, lors de l'entrée en fonctions de l'agent, les Compagnies n'accordent généralement qu'une commission d'encaissement.

Pour les affaires nouvelles, des Commissions fixes et annuelles basées sur la prime nette sont la plupart du temps allouées aux agents. Parfois, en faveur des petites agences, ou des agences de création récente, les Compagnies accordent une commission plus forte la première année : 50 à 100 0/0, et pour les années suivantes, une commission d'encaissement.

Un autre mode de rémunération existe qui, à notre sens, est d'une utilité très efficace. Sous son influence, les agents deviennent plus prudents et cherchent moins à produire qu'à sélectionner les risques. Il devrait être employé au moins dans les régions douteuses, quand la production,

loin de se ralentir, va sans cesse en croissant. Nous voulons parler de la participation aux bénéfices. L'agent touche une commission annuelle, mais plus faible ; seulement, après établissement périodique des bilans si, déduction faite d'un tantième affecté aux frais généraux, il résulte un bénéfice, une part assez forte en est attribuée à l'agent. Ce tant pour cent peut être gradué suivant le rapport entre les sinistres et les bénéfices.

Qui peut être agent ? Tout le monde *en principe*, puisque l'agent est le mandataire de la Compagnie, et que la loi laisse au mandant la plus grande liberté dans le choix de ses mandataires.

Une décision ministérielle du 9 juillet 1847 interdit aux notaires d'être agent d'assurances.

Il a été jugé que la gestion de l'agent d'une Compagnie d'assurances à primes contre l'Incendie a le caractère commercial comme la Compagnie elle-même ; que, par suite, il est, pour les difficultés qui s'élèvent entre la Compagnie et lui, relativement à sa gestion, justiciable de la juridiction commerciale (1).

L'agent est-il vraiment un *commerçant* ? Nous avons montré qu'il agissait en qualité de mandataire. Or, le mandat est, de son essence, un contrat civil ; la Compagnie qui le donne est un commerçant ; les actes qu'elle fait sont des actes de commerce. L'agent, par l'acceptation du

(1) Cass., 11 février 1854, *J. Assur.*, 1854-329 ; Poitiers. 3 juin 1847, S. 48-1-481 ; Grenoble, 25 janvier 1852, S. 153-2-272 ; P. 54-1-217, Paris, 20 juillet 1889, *J. Assur.*, 1890-I.

mandat, devient-il un commerçant ? Peut-on lui appliquer l'art. 634 du Code de commerce.

« Les tribunaux de Commerce connaîtront également :

1° Des actions contre les facteurs, commis des marchands ou leurs serviteurs, pour le fait seulement du trafic de marchand auquel ils sont attachés »...

Le fait d'accepter un mandat ne saurait donner à l'agent la qualité de commerçant.

Il est assujéti à la patente. La loi du 19 avril 1905 applicable à partir du janvier 1906 soumet à la patente :

1° A la 5^e classe : — Les agents d'assurance ayant un ou plusieurs sous-agents *et* occupant un ou plusieurs employés ;

2° A la 6^e classe : — Les agents ayant un ou plusieurs sous-agents *ou* occupant un ou plusieurs employés ;

3° A la 7^e classe : — Les agents d'assurance n'ayant ni sous-agent, ni employés.

Voici les tarifs de ces diverses classes.

I. — *Droit Fixe.*

	Au-dessus de 100,000 habitants	De 50,000 à 100,000	De 30,000 à 50,000	De 20,000 à 30,000	De 10,000 à 20,000	De 5,001 à 10,000	De 2,001 à 5,000	Au-dessous de 2,000
5 ^e classe	50 fr.	40 fr.	30 fr.	20 fr.	15 fr.	12 fr.	9 fr.	7 fr.
6 ^e classe	40 »	32 »	24 »	16 »	10 »	8 »	6 »	3
7 ^e classe	16 »	12 »	10 »	8 »	8 »	5 »	4 »	1.50

II. — *Droit Proportionnel.*

Le droit proportionnel établi sur la valeur locative, tant de la maison d'habitation que des locaux servant à l'exercice de la profession, est :

Pour les 5^e et 6^e classes :

Du 30^e dans les communes de 20.000 habitants et au-dessus.

Du 40^e dans les communes de 2.000 habitants à 20.000.

Du 50^e dans les communes ayant moins de 2.000 habitants.

Pour la 7^e classe, le droit proportionnel est du 100^e, mais il n'est pas dû dans les communes ayant moins de 20.000 habitants.

Si l'agent n'est pas commerçant l'acceptation du mandat d'une Compagnie d'assurances ne peut lui faire acquérir cette qualité. C'est la dernière façon de voir de la Cour de cassation qui, le 20 janvier 1908 (*J. Assur.*, 1908-97) a jugé que l'agent d'assurance-incendie n'était pas commerçant, « les affaires traitées par lui n'étant pas faites en son nom personnel, mais au nom de la Compagnie, dont il est le *mandataire* ; il n'est pas un agent d'affaires, à moins qu'il n'opère en son nom personnel, et non comme représentant attitré d'une ou de plusieurs Compagnies ». Il s'ensuit que les personnes auxquelles est interdit le commerce pourraient être agent d'assurances, par exemple :

Les comptables de Deniers Publics : le décret du 31 mai 1867, art. 18, leur interdit le commerce ;

Les huissiers, auxquels l'interdiction du commerce est édictée par le décret du 14 juin 1813 (art. 41) ;

Les instituteurs et institutrices publics (interdiction de la loi du 30 décembre 1881 (art. 25), etc... etc...

Quel est le Tribunal compétent *ratione personæ* !

Si, comme il arrive en général, les traités renferment une clause attributive de juridiction, c'est elle qui décide de la compétence.

Au cas de silence des traités à cet égard, la Compagnie devrait assigner l'agent devant le Tribunal du domicile de ce dernier (art. 59, C. Proc. Civ.), on a soutenu qu'elle pourrait l'assigner devant le Tribunal du Siège social, en invoquant l'art. 42 (C. Pr. Civ.). — « Le demandeur pourra assigner à son choix : devant le Tribunal du domicile du Défendeur ; devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée ; devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué. »

En se rapportant au 2^e alinéa de cet article, il est difficile de l'adopter à notre espèce, attendu que, presque toujours, les traités ont été signés à Paris pour la Compagnie, et en province pour l'agent. Il manque l'unité de lieu où la promesse a été faite. Evidemment, les paiements provenant des encaissements de primes doivent être faits à Paris, au Siège Social, mais après *prélèvement* par l'agent de ses commissions, prélèvement opéré à l'agence

La vérité est que, en dehors de clause attributive de juridiction, la Compagnie doit assigner l'agent devant le Tribunal du domicile de cet agent.

Quant à ce dernier, il doit assigner la Compagnie devant le Tribunal du Siège Social.

Certains Tribunaux ont, dans ce cas, admis que les assignations fussent données au domicile de l'agent lui-même : ils ont appliqué la jurisprudence autorisant à citer les sociétés et à les faire juger dans l'arrondissement où elles avaient un représentant. Il nous semble bien difficile d'admettre que la Compagnie, par exemple, soit représentée par celui qui l'attaque !

Ajoutons, pour terminer, que les agents fournissent des cautionnements dont le montant fixé par la Compagnie est basé sur le chiffre des affaires réalisées dans la circonscription.

SECTION III

Services de l'Inspection.

Les agents sont-ils livrés à eux-mêmes dans leur circonscription, sans contrôle efficace ? et n'ont-ils avec le siège social que des rapports de correspondance ? au contraire, n'existe-t-il point un organisme servant de trait d'union entre eux ? ayant des rapports constants et intimes avec eux ? tenant la direction au courant de la

marche des affaires, et recevant d'elles les instructions définitives à cet égard ?

Cet organisme existe : ce sont les services de l'Inspection.

Jadis, les Inspecteurs n'avaient pas de circonscription déterminée ; suivant les nécessités, ils étaient envoyés du Nord au Sud de la France, ne séjournant nulle part, durant un temps très long, ne s'attachant à aucune agence en particulier. C'était une organisation défectueuse : l'agent ne connaissait point ses Inspecteurs, dont la physionomie variait chaque jour ; et les Inspecteurs avaient le droit de s'abriter derrière une irresponsabilité qui ne doit pas exister dans une société bien organisée : chacun doit être responsable, dans sa sphère d'action, et la responsabilité a besoin d'être et d'être déterminée.

Aujourd'hui ont disparu ces graves défauts : les Inspecteurs ont sous leur contrôle une région déterminée de façon générale.

Dans chaque Compagnie, la France a été divisée en plusieurs circonscriptions comprenant chacune un certain nombre d'agences. Toute circonscription est placée sous le contrôle d'un Inspecteur, qui est contraint d'y fixer sa résidence, et reçoit le titre d'Inspecteur divisionnaire. Dans quelques Compagnies il existe des Inspecteurs généraux ; parfois, il s'agit d'un titre purement honorifique, mais parfois aussi les Inspecteurs généraux ont la mission de contrôler les Inspecteurs divisionnaires et les agents.

La mission de l'inspecteur est des plus importantes, c'est

l'Inspecteur qui choisit les représentants de la Compagnie, et propose à la Direction de nommer tel candidat ; c'est lui qui s'occupe de l'instruction technique des nouveaux agents, du perfectionnement des anciens, qui les contrôle tous, les stimule, ou les engage à la modération, fait connaître dans son rapport annuel son sentiment sur chacun d'eux.

Tout en correspondant avec la Compagnie, les agents restent en rapports suivis avec les Inspecteurs, les tiennent au courant de la marche des affaires, des incidents dont la répercussion peut se faire sentir sur elle. Les agents, par exemple, en même temps qu'à la Compagnie, envoient aux Inspecteurs les bordereaux de souscription, et les feuilles des divers comptes en indiquant les soldes en espèces qui en résultent. D'autre part, afin de permettre aux inspecteurs de prendre leurs dispositions pour une prompte expertise, les agents les avisent des sinistres qui, par leur importance, seront pour le règlement, de la compétence des Inspecteurs.

Les Inspecteurs vérifient souvent les risques industriels importants, donnent leur avis motivé sur la situation de ces établissements, suggèrent à la Direction les mesures qui s'imposent (acceptation des pleins, réassurance). Ils s'occupent des procès, en suivent les cours. En même temps qu'une solide instruction générale, un Inspecteur doit avoir des connaissances juridiques assez étendues, un sens *commercial* développé, une grande souplesse de caractère (ce qui n'est pas exclusif de caractère, au con-

traire). Mais la psychologie des hommes veut qu'on ne possède pas une règle de conduite uniforme, qu'on n'agisse pas de la même manière avec des individus différents : le tout, bien entendu, dans les limites fixées par la morale et le droit. Dans le règlement des sinistres, par exemple, les Inspecteurs ne doivent pas perdre de vue ces principes : un règlement doit être rapide, et dans toute la mesure du possible, éloigné des procédures inutiles, et des procès inopportuns.

On pourrait appliquer aux Inspecteurs la vieille maxime :

Ils doivent posséder une main de fer dans un gant de velours.

Ou, pour citer M. Gauvin qui reproduit lui-même les paroles d'un vieil assureur, ils doivent se conformer à cet adage :

Fortiter in re, suaviter in modo.

On comprend que les Compagnies mettent beaucoup de soin à choisir ceux qui seront leurs Inspecteurs, les *représenteront* en province, et contrôleront la gestion des agences d'une circonscription.

En dehors d'autres qualités, les Directions exigent souvent des candidats à l'Inspection, au moins le titre de Licencié en Droit.

Les élèves-Inspecteurs font un stage dans les Bureaux de la Compagnie ; ils passent un certain temps dans chacun des services que nous avons décrits. Ils ont, de la sorte, une notion générale de l'assurance-incendie, qui leur est absolument nécessaire. Il ne suffirait pas à un

Inspecteur d'être bon comptable s'il ignorait l'application des tarifs et les diverses classes des risques, s'il ignorait la marche du mécanisme central.

Dans certaines Compagnies, une fois que les élèves-Inspecteurs ont passé dans les divers services, on les adjoint à un Inspecteur divisionnaire ; c'est, à notre sens, une méthode excellente, qui les initie à la pratique des affaires, et évite les inconvénients qui résultent de l'arrivée brutale d'un jeune homme, sortant de la Compagnie, dans une Inspection divisionnaire. Il n'est pas sûr, en effet, que rien ne soit meilleur pour apprendre à un homme à nager, que de le lancer brusquement au milieu de la mer !

Les Inspecteurs ont un traitement fixe qui varie avec leur ancienneté, ou l'importance des services rendus. Dans la proportion de ce traitement, ils participent aux Caisses de Prévoyance, et aux sommes annuelles allouées à ces dernières par les Compagnies.

En outre de ce traitement, les Inspecteurs et Adjoints à l'Inspection reçoivent : une indemnité pour chaque jour employé en mission ; et une allocation par chaque kilomètre parcouru au service de la Compagnie.

SECTION IV

De certaines situations auxquelles les Compagnies ont donné naissance.

La création des Compagnies d'assurances contre l'Incendie a fait naître diverses professions dont vivent un grand nombre de personnes qui les occupent (en dehors des cadres déjà décrits) : sous-agents, courtiers et experts.

Des sous-agents, nous avons parlé en traitant la question des agents. Les sous-agents ne sont pas les mandataires de la Compagnie ; choisis par les agents sous leur responsabilité personnelle, ils n'ont aucun lien de droit avec la Compagnie elle-même. Il ne faudrait pas croire, cependant, que la Direction ne s'occupe nullement des sous-agents. Ces derniers recherchent les risques dans la circonscription (canton, commune) qui leur a été assignée par l'agent : Ce sont des sous-producteurs, mais dont la production doit fatalement influer sur la marche générale des affaires par la sélection des assurés et des risques, et la façon dont ils opèrent cette sélection. Les agents indiquent, une fois l'an, à la Compagnie le nom de leurs sous-agents, le total des assurances réalisées par leur intermédiaire, dans leur commune, leur canton. Par la comparaison avec le chiffre des sinistres, la Direction se rend compte de la valeur de cette production, et juge si le sous-

agent ne se laisse pas guider exclusivement par le chiffre des affaires à réaliser, plutôt que par la valeur des risques. Comme la gestion de l'agent est, en définitive, constituée de la somme des gestions des sous-agents ajoutée à sa gestion propre, l'agent principal, par les communications qu'il reçoit de la Compagnie ou de son Inspecteur, aperçoit les mesures à prendre à l'égard de tel de ses sous-agents.

En tous cas, il est toujours interdit aux agents de déléguer aux sous-agents les pouvoirs de la Compagnie. Le rôle des sous-agents est de rechercher les assurances, de transmettre à l'agent les *propositions* qu'ils ont recueillies, de *faire signer*, par les assurés, les contrats revêtus de la signature de l'agent, de recouvrer les primes contre quittances signées de l'agent, et de faire toute propagande utile en faveur de la Compagnie.

Les sous-agents sont-ils soumis à la patente ? D'après la jurisprudence la plus récente, la réponse à cette question semble devoir être affirmative (1). Mais des décharges sont accordées, si le peu d'importance des affaires réalisées ne permet pas de les considérer comme exerçant la profession d'agents d'Assurances, ou s'ils exercent cette profession sans y affecter un local spécial, et accessoirement à une autre profession qui, pour eux, serait la

(1) Voir cependant, Conseils de Préfecture de l'Yonne (20 mars 1907), de la Saône-et-Loire (17 avril 1907), de Guéret (5 juin 1908). *Rec. Périod. des Ass.*, 1908.

principale (Conseil d'Etat, arrêts des 13 et 25 nov. 1908).

Les sous-agents sont rémunérés par les agents principaux.

L'Assurance-Incendie n'a pas donné naissance au courtage, mais elle a permis la création de courtiers nouveaux dans la branche économique nouvelle.

« Le courtage n'est pas libre pour toutes les opérations. Pour quelques-unes, il ne peut être fait que par des officiers ministériels nommés en nombre limité par le gouvernement. Le Code de commerce (art. 77) distingue quatre classes de courtiers privilégiés : 1^o les courtiers de marchandises ; 2^o les courtiers d'assurances maritimes ; 3^o les courtiers-interprètes conducteurs de navires appelés dans l'usage courtiers maritimes ; les courtiers de transport par terre et par eau » (Lyon-Caen et Renault, *Manuel de Droit Commercial*, n^o 849).

En dehors de ces opérations spéciales le courtage est parfaitement libre, et quiconque peut être courtier d'assurances sur la Vie et contre l'Incendie.

La loi du 18 juillet 1866 a admis la liberté du courtage de marchandises. « Il y a ainsi des courtiers jouissant d'un privilège et ayant la qualité d'officiers ministériels, comme les agents de change, puis des courtiers libres. Parmi les courtiers libres, les uns (ce sont les courtiers de marchandises) sont soumis à quelques règles spéciales par la loi du 18 juillet 1866, les autres (tels que les courtiers d'assurances *terrestres*) n'ont été l'objet d'aucune disposition légale particulière ; du reste, ces derniers ne

font pas d'opérations dans les Bourses » (Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, n° 349).

Les courtiers d'assurances maritimes ne peuvent faire le courtage d'assurances terrestres (1). Ils ne peuvent s'intéresser dans les affaires commerciales ; s'il s'agissait d'un acte isolé d'assurance terrestre, la solution *pourrait* être affirmative, car dans ces conditions, un tel acte ne peut être qualifié d'acte de Commerce (2). Mais les courtiers d'assurances maritimes ne sauraient établir dans leurs Bureaux une agence d'assurances terrestres (art. 35, C. de commerce).

Les courtiers d'assurances-Incendie ne sont les mandataires, ni de l'assuré, ni de la Compagnie.

Pour l'assuré, ou plus exactement pour le proposant, ils font des démarches, mais ils n'accomplissent pas un acte juridique au sens propre du mot : l'acte de courtage est exclusivement *préparatoire*. Quant à la Compagnie, ils ne la représentent nullement.

Avec le *Recueil des Assurances*, nous admettons que les Courtiers tiennent du locateur d'ouvrage et de l'agent d'affaires. La différence, en effet, entre le mandat et le louage d'ouvrage, c'est que le mandataire rend service en représentant juridiquement le mandant, tandis que le locateur d'ouvrage rend service, sans qu'intervienne le fait de la représentation (3).

(1) Boistel, n° 395, Fabre, 228, Grenoble, 25 juillet 1852, D. 59-5-51.

(2) *Rep. général du Droit français*, au mot *Courtiers*, p. 459.

(3) Baudry et Wahl.

L'agent d'affaires ressemble au courtier, car tous les deux s'occupent, moyennant salaires des affaires d'autrui, et annoncent leur spécialité par la Publicité.

Si les courtiers sont accrédités par les Compagnies de façon suffisamment claire, les premiers peuvent engager les secondes ; mais il est nécessaire pour que cet engagement existe, que les Compagnies aient accrédité les courtiers d'une manière non équivoque (1).

Les Compagnies doivent observer, à l'endroit des courtiers, une neutralité absolue ; elles ne pourraient profiter de renseignements fournis par eux, pour conclure, ou faire conclure par d'autres personnes les affaires apportées par un courtier (2).

Les courtiers touchent des commissions. Leur droit à la commission est acquis dès le dépôt et la réalisation de la police, et il existe, il subsiste plutôt, intact tant que dure le contrat d'assurance. Mais il ne constitue pas, d'ailleurs, un obstacle à l'exercice de certains droits de la Compagnie ; il ne saurait, par exemple, empêcher celle-ci de *résilier* une police conformément aux conditions générales, et la Commission s'éteint en même temps que l'Assurance.

L'assuré qui a chargé le courtier des démarches à faire,

(1) Trib. Lyon, 16 mars 1888, *Rec. périod. des Ass.*, 1889-537.

Trib. Besançon, 1^{er} mars 1899, *Rec. périod. des Ass.*, 1899-199.

Trib. Chambéry, 31 janvier 1898, *Rec. périod. des Ass.*, 1898-351.

Trib. Seine, 11 juin 1895, *Rec. périod. des Ass.*, 1895-394.

(2) Paris, 3 août 1892, *Gaz. des Trib.*, 16 oct. 1892.

pour arriver à la réalisation de la police, ne saurait lui enlever le bénéfice de l'assurance, en refusant de traiter avec lui, au moment où le droit à la Commission allait prendre naissance (1). Nous supposons, bien entendu, une révocation intempestive et injustifiée.

Les Courtiers d'Assurances sont soumis à la patente, dans les conditions suivantes :

Courtiers occupant deux ou plusieurs employés :

Droit fixe, 4^e classe :

Droit proportionnel au 30^e, sauf les exceptions.

2^o Courtiers occupant un employé :

Droit fixe : 5^e classe ;

<i>Droit proportionnel</i>	{	au 30 ^e dans les communes de 20.001 âmes
		et au-dessus.
		au 40 ^e dans les communes de 2.001 âmes
		à 20.000.
	{	au 50 ^e dans les communes de 2.000 âmes
		et au-dessous, sauf les exceptions.

3^o Courtiers n'occupant pas d'employé :

Droit fixe : 7^e classe.

Droit proportionnel { au 100^e dans les communes au-dessus de
20.000 âmes.

Les tantièmes du droit proportionnel portent sur la valeur locative.

(1) Paris, 25 mai 1892, *J. Ass.*, 92-462.

Justice de Paix, Lyon, 23 août 1904, *Rec. périod. Ass.*, 1904-246.

Quand éclate un incendie et que les objets sont assurés, aux termes mêmes des conditions générales des Polices, une expertise amiable et contradictoire s'impose ; ce qui ne veut point dire que les Compagnies obligent, chaque fois, l'assuré à constituer une expertise régulière dont la mission est confiée à des experts. Le nombre des sinistres réglé de gré à gré est considérable. Il faut constater, une fois de plus, l'esprit libéral qui anime les Compagnies et les incite, autant que faire se peut, à éviter des frais à leurs clients. On peut, en règle générale, poser ce principe : les sinistres de peu d'importance sont réglés amialement, de gré à gré.

On peut naître expert d'assurances-incendie ; nous croyons qu'on le devient surtout. Etre un bon expert suppose beaucoup de pratique ; et il n'est point rare de voir les experts se spécialiser : dans les expertises agricoles, industrielles, ces dernières possèdent même des spécialistes dont la fonction correspond aux diverses branches de l'activité industrielle : experts en sinistres automobiles, en sinistres d'appareils électriques, etc...

Nous aurons dans notre deuxième partie à étudier le rôle des experts. Pour l'instant, nous nous bornerons à signaler leur existence.

CHAPITRE IV

LES BÉNÉFICES DES COMPAGNIES ET LEURS FRAIS GÉNÉRAUX

Il s'agit d'une question que nous ne saurions délaissér : les adversaires plus ou moins avoués de l'assurance libre se sont toujours servis de cette question pour en tirer des déductions conformes à leurs desseins. Comme si la prospérité d'une Industrie devait, à son encontre, faire jouer le monopole ; comme si la possibilité de l'exercer à moins de frais devait amener sa suppression *légale*.

Il va sans dire que les amis de la liberté du Commerce ont répondu aux partisans du monopole des assurances ; la tâche de l'école libérale était d'autant plus facile, que la statistique, avec sa brutale franchise, était nettement favorable à cette école. « Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre », dit un vieux proverbe. Les adversaires des Compagnies ne se sont pas inclinés devant les chiffres : nous en trouvons la preuve dans un article de

M. Arthur Girault paru dans le supplément économique et financier du journal *L'Information* (1).

Nous écrivons donc les lignes qui vont suivre sans espoir de convaincre des gens qui ne paraissent pas vouloir être convaincus. Comment réussirions-nous, alors que M. Paul Leroy-Beaulieu n'a pas réussi ?

Les bénéfices réalisés par les Compagnies françaises d'assurances contre l'Incendie ne sauraient être bien grands, puisque, nous le verrons, le Contrat d'assurance-Incendie est un contrat aléatoire. Le nombre des sociétés qui, croyant à une exploitation rémunératrice en l'espèce, s'étaient fondées, et ont dû disparaître est considérable (2). Pour d'aucunes, la liquidation s'est effectuée après des pertes s'élevant, dans certains exercices, jusqu'à 426 0/0 des primes.

Un grand nombre de Compagnies, par contre, ont résisté à l'épreuve « du feu », et leur solidité actuelle est certaine : elles le doivent à une gestion prudente, à l'observation des principes, que nous étudierons bientôt, en dehors desquels l'assurance-incendie ne saurait exister.

Les bénéfices réalisés par ces Compagnies sont-ils, donc, tels qu'ils puissent allumer de grandes convoitises que l'Etat jette les yeux sur les Compagnies, à chaque augmentation des dépenses publiques !

« Si l'on envisage les résultats globaux des sociétés à primes fixes, on peut constater dans certaines années des

(1) Supplément du 18 août 1916.

(2) Gauvin, *L'Etat-assureur*, p. 14.

insuffisances de recettes, dans d'autres, la majorité, fort heureusement, des bénéfices qui atteignent quelquefois des chiffres infimes (0,17 0/0 en 1880, 0,53 0/0 en 1883)..

« De 1879 à 1902, la moyenne annuelle des bénéfices nets des 15 ou 16 principales Compagnies *prospères* a été de 3.054.000 francs, soit 6,69 0/0 des encaissements *totaux moyens* des primes nettes (1). » Et encore, si nous déduisions les capitaux engloutis dans la faillite des Compagnies disparues durant cette période (5.000.000 environ), le bénéfice se réduirait à 3.000.000 de francs ou 2 0/0 des encaissements.

De 1899 à 1908, les 19 principales Compagnies *prospères* ont perçu 1.227.095.473 francs de primes *nettes*, soit une moyenne annuelle de 122.709.547 francs. Déduction faite des sinistres, des frais généraux, des augmentations annuelles des réserves pour risques en cours, des allocations au personnel prélevées sur les soldes à répartir, sait-on à combien s'élève le bénéfice industriel moyen ?

A 12.527.773 francs, soit 10,21 0/0. Il est essentiel de remarquer que dans cette proportion entrent les bénéfices *réalisés à l'Etranger*, sur lesquels l'Etat ne saurait compter : la proportion des bénéfices serait réduite d'autant.

Pourrait-on combler le déficit d'un budget, avec ces

(1) *Le monopole des assurances*, par William Lambert, *L'Economiste français* du 18 décembre 1909.

bénéfices ? même en les portant, sous le Monopole (*réserve faite des indemnités à verser*) à 15.000.000 de francs ?

Nous arrivons à l'objection ; elle dérive logiquement de l'exposé qui précède.

Si les Compagnies font des bénéfices si peu importants, c'est que dans les frais généraux, il se produit une déperdition considérable. Le principe de l'objection a été nettement formulé par le professeur Wagner (1).

D'après lui : « l'organisation purement privée des rapports d'ordre social sous la puissance désorganisatrice de la libre concurrence conduit fatalement à un gaspillage prodigieux de forces productrices, et de capitaux pour la Communauté tout entière. Dans le domaine de l'assurance, ce gaspillage se laisse facilement démontrer. Ces frais pourraient être évités, si on voulait adopter une autre organisation de l'assurance, c'est-à-dire en créant l'unité de Direction, et la concentration de l'entreprise entre les mains de quelques grandes Institutions Publiques ».

L'aveu est net, quoique le style soit un peu grandiloquent.

Voici, du reste, cette fois en français l'objection reproduite : « Il y a un avantage incontestable, écrit M. Gi-rault (2), à substituer un assureur unique à des assureurs multiples ».

Supposons un instant, que l'argument soit fondé. Il se

(1) Wagner, *loc. cit.*,

(2) *Loc. cit.*, *L'Information*.

ramène à cette proposition : « L'Assureur fait payer trop cher ses services ; il existe un écart trop considérable entre le chiffre des primes et le chiffre des indemnités — supprimons les intermédiaires ».

Comme dit M. Déroulède, c'est une critique banale et qu'on peut adresser à tous les intermédiaires. M. Gide déclare que « si l'on pouvait chiffrer le tribut total payé aux intermédiaires, on en serait épouvanté ». Selon lui, il s'élèverait à près de 8 milliards par an. Si l'Etat devait supprimer tous les intermédiaires, peu d'industries nese-raient pas visées ; et pourtant, logiquement, la décision devrait être la même quand on se trouverait en présence d'un produit dont le prix, par suite « d'une concurrence excessive entre producteurs, reste trop élevé (1) ».

Mais quels sont ces frais généraux auxquels il est fait allusion ; ils comprennent les frais d'*administration* et les *Dividendes*.

A) Frais d'administration.

En 1895, le syndicat des Compagnies publia un mémoire donnant le détail de ces frais généraux.

Nous allons le reproduire :

(1) Voir *l'exemple des boulangers*, cité par M. Gide, p. 150.

I. — *Administration centrale.*

1 ^o Dépense au profit de l' <i>Etat</i> (patente, contribution, frais de poste, etc.), pour cent	0.98
2 ^o Dépenses administratives (traitement du personnel des administrations centrales et de l'Inspection, subventions aux institutions de prévoyances établies en faveur du personnel, loyers, matériel, frais de voyage et frais généraux de toute nature) pour cent.	8.17
Total.	9.15 ⁰ / ₀ .

II. — *Agences.*

1 ^o Dépenses au profit de l' <i>Etat</i> (patentes et frais de poste pour la part laissée à la charge des agents) pour cent	0.80
2 ^o Frais d'encaissements des primes pour cent . . .	5
3 ^o Dépenses administratives (rédaction des actes, frais de personnel et de bureau, étude sur place des risques pour assurances nouvelles ou mutations, etc.) pour cent	7.38
4 ^o Commissions proprement dites (agents principaux et sous-agents) y compris le bénéfice légitime des agents principaux chargés de la direction des agences, pour cent.	11.39
Total	24.57
Total général	33.72

Les 19 principales Compagnies ont, de 1899 à 1908, payé en Commissions diverses aux intermédiaires :

Une somme de	30.710.886
et en Frais généraux	11.880.846
soit ensemble.	42.591.732

ou 34,70 0/0 des primes annuelles (25,02 0/0 des Commissions, et 9,68 0/0 des frais généraux).

Des deux tableaux, il ressort que les frais généraux ont légèrement augmenté de 1895 à 1908 : il s'agit là d'un phénomène normal avec le coût croissant de la vie (on peut noter que les primes n'ont pas subi cette augmentation).

Voilà donc le chiffre des frais généraux de nos Compagnies anonymes. Ce chiffre est bien minime, si l'on songe aux millions d'assurés garantis et aux opérations multiples et *inévitables* qu'entraîne le nombre des assurés : rédaction des polices, des avenants, recouvrement des primes, évaluation des risques, expertises (il y a environ 300.000 sinistres par an).

Les Commissions proprement dites ne constituent pas un bénéfice net pour ceux qui les touchent. Les agents ont des frais, qui leur incombent personnellement : frais de Bureau, patentes, etc... D'autre part, les Commissions sont proportionnées au chiffre des affaires : les agents ne sont payés que quand ils travaillent. Et la plupart d'entre eux ont une autre situation ; celle d'agent ne formant qu'un appoint.

Enfin, il conviendrait de noter que ces frais généraux comportent des dépenses au profit de l'Etat.

Le reproche adressé aux Compagnies du chef des frais généraux est plutôt motivé par « un besoin inconsidéré » de critique, peut-être aussi par l'illusion des gros chiffres.

Mais on ne détruit bien que ce que l'on remplace,

apprend la philosophie. Par qui sera remplacé l'organisme, objet de notre étude.

La Direction unique serait, bien entendu, confiée à l'Etat, c'est à-dire, pensons-nous, à un ministère avec de nouveaux chefs de service.

Garderait-on le personnel des Compagnies ? Certains l'ont proposé. Garderait-on les agents ? Oui, peut-être si l'assurance restait facultative ; non si elle devenait *obligatoire* (ces deux mots sont bien contradictoires).

Dans le premier cas, les frais généraux *resteraient les mêmes*, si l'Etat voulait que sa production ne fût réduite à néant ; dans le deuxième cas, il importerait, malgré tout, d'avoir un personnel : les polices ont besoin d'être rédigées, les sinistres doivent être réglés. Et si l'Assurance était obligatoire, comme déjà on fraude le fisc, et qu'à juste raison, on verrait un impôt dans l'Assurance, il conviendrait de rechercher la matière imposable qui se déroberait (meubles par exemple) ; ou tout au moins ne faudrait-il pas que cette matière fût assurée à sa juste valeur ? L'impôt détruirait l'esprit de prévoyance : on chercherait à éviter la taxation actuelle, tangible, sans craindre l'avenir. (Il est à remarquer que le dernier stade du monopole est bien *l'obligation*.) La conclusion qui s'impose, à notre sens, c'est qu'il serait nécessaire d'avoir un personnel nombreux et expérimenté même pour la souscription des Contrats : il y aurait, en effet, une expertise dès l'origine. Les expertises coûtent cher et

n'existent pas dans les Compagnies pour la souscription des polices.

Or, les partisans du *monopole* et de *l'obligation* croient pouvoir donner les fonctions d'assurance à une catégorie déjà existante de fonctionnaires. M. Girault écrit : « L'instituteur pourrait être chargé d'établir les polices et de constater les sinistres ; le percepteur serait tout naturellement désigné pour encaisser les primes, et payer les indemnités ».

C'est à croire que, vraiment, aussitôt qu'il sera devenu assureur, l'Etat se verra doué d'un esprit commercial et simpliste que l'on n'est pas habitué à rencontrer dans les autres monopoles exploités par lui. Bien entendu l'instituteur fera sa classe, procédera à l'expertise avant l'assurance, signera les polices par délégation de l'Etat, sera l'expert officiel de sinistre. Les conditions générales n'existeront plus, du moins nous le supposons, puisque M. Girault prétend que disparaîtraient une foule de clauses léonines. En somme, ce serait de l'Assurance réduite à ceci : « L'Etat assure tant à M. X... sur tels objets... moyennant la prime (l'impôt) de tant... » Quelle serait cette prime ? La même pour tous, à la base, pensons-nous ? Nous sommes surpris qu'en attendant le Monopole, l'idée de M. Girault ne soit pas immédiatement appliquée aux monopoles actuels. Dans une commune, il existe, en général, un Bureau de Tabac, et un Bureau de Postes, Pourquoi, réalisant l'unité d'action, de Direction, l'instituteur ne serait pas receveur Buraliste, et l'institutrice ne serait-elle pas receveuse des Postes ?

Le pain est un aliment de première nécessité, pourquoi l'Etat ne monopoliserait-il pas la Boulangerie, ne décrèterait-il pas l'alimentation par le pain obligatoire ? ne taxerait-il pas chaque personne suivant ses besoins présumés ; et ne ferait-il pas de l'instituteur, un boulanger ?, et ne chargerait-il pas le percepteur de recouvrer l'impôt du pain ?

On nous dira, envisageant surtout les fonctions multiples que nous serions donner à l'instituteur : « Ce n'est pas sérieux ; l'exploitation d'un monopole tel que celui des Tabacs ou tel que celui des Postes exige la présence du personnel à tout moment de la journée ».

Croit-on vraiment que l'exploitation de l'Assurance-incendie soit un passe-temps, et ne demande pas les mêmes exigences ? A chaque instant l'instituteur (assureur) ou tel autre fonctionnaire devra être à la *disposition* des assurés et des proposants, non seulement pour la souscription des contrats (car enfin il faudra bien un *titre* constatant l'existence de l'assurance) — mais pour les changements *incessants* surtout, en matière industrielle, mais aussi pour le règlement des sinistres ! Les enfants ne pâtiront-ils pas de cet état de chose ?

Ou qu'on déclare que la vente du Tabac (substance nocive) sera interdite durant les heures de classe ! Mais on va charger l'instituteur d'une besogne écrasante, lui que 8 heures de classe ont déjà fatigué ! C'est notre avis.

Et si nous poussons les choses à l'extrême, c'est pour démontrer que chacun doit être à sa place. L'Assurance

exige des qualités *techniques* et réclame des heures (sans qu'on les lui impose) — qui lui soient exclusivement consacrées.

Même dans l'Assurance obligatoire il faudra donc des fonctionnaires spéciaux.

Les frais généraux resteront sensiblement les mêmes puisque, si l'unité de Direction est réalisée, les 12 0/0 de non-assurés qui le deviendront entraîneront des dépenses nouvelles, beaucoup de sinistres surtout !

B) Les Dividendes

On reproche aux Compagnies de prélever sur des primes des dividendes considérables qu'elles distribuent à leurs actionnaires.

Comme le faisait remarquer le Bureau Fédéral Suisse des Assurances, on conviendra que les actionnaires des Compagnies qui, pour prendre les quinze grandes sociétés à primes fixes françaises, ont couvert en 1914 :

223.057.482.300 francs de capitaux assurés « ont droit à autre chose que l'intérêt sûr que rapportent les placements des Caisses d'Epargne ». Il leur revient, c'est évident, « un bénéfice pour l'aléa car aujourd'hui les pertes sont possibles encore, et notoirement dans l'assurance-incendie ».

Or, sait-on ce que les actionnaires de ces 15 grandes Compagnies ont perçu comme dividende en 1914 : environ 14.851.948 francs.

Sait-on à combien s'élevaient les primes perçues par ces Compagnies dans la même année :

A 170. 385.913 francs — environ, c'est-à-dire 8 0/0 des primes encaissées.

Il ne faut pas oublier que dans les sommes que touchent annuellement les actionnaires, se trouvaient compris le capital versé et les réserves, c'est-à-dire d'une part des sommes considérables appartenant en propre aux actionnaires, et d'autre part des sommes accumulées par une gestion sérieuse et *prudente*.

En 1895, ces sommes avaient produit un revenu de 6.319.107 francs. A peu de choses près (car si les réserves ont augmenté, les primes ont subi une augmentation), la proportion est la même de nos jours. Il importe donc de déduire des 14.851.948 francs ces 6.319.107 francs ; il reste de prélevé sur les primes par le dividende = 8.532.841 francs, ce qui ramène notre proportion à 5,10 0/0 environ.

En 1914, on s'est trouvé en présence d'un exercice favorable. Nous verrons bientôt qu'il est de terribles années dans l'exploitation de l'assurance-incendie ; les centaines de sociétés disparues en sont la preuve.

Il est intéressant de rapprocher du chiffre des dividendes, le total des impôts perçu — *pour l'Etat* — par les Compagnies précitées, durant ce même exercice ; par leur intermédiaire, l'Etat a perçu 28.342.729 francs qu'il ne touchera plus avec le monopole !

Il va sans dire que l'expropriation ne saurait avoir lieu sans indemnité.

Les mêmes Compagnies, en 1914, ont payé 92.203.330 fr. de sinistres.

Les sinistres ne pourraient qu'augmenter avec le monopole et l'Assurance obligatoire.

Il n'a donc pas exagéré celui qui, mathématiquement, a démontré que le monopole ne saurait rapporter à l'Etat (et aléatoirement rapporter) qu'au bout *de 75 ans*. Jusqu'à cette date, il donnerait à l'Etat une perte sèche de 32.550.000 francs.

(Voir William Lambert, *loc. cit.*, p. 198.)

Les partisans du monopole ont-ils envisagé la sélection des risques et la réassurance ?

Nous allons aborder leur étude.

CHAPITRE V

LES PRINCIPES ESSENTIELS QUI RÉGISSENT L'ASSURANCE-INCENDIE

Nous venons de donner un aperçu des divers rouages qui fonctionnent dans une compagnie. Existe-t-il des principes qui régissent la marche de cet organisme, sans l'observation desquels il ne saurait être obtenu un utile rendement ? L'assurance-incendie, quant à son organisation technique, doit-elle suivre des lois, et quelles sont ces lois ?

La réponse à cette question est absolument affirmative : et ces lois, ces principes essentiels nous les allons trouver dans notre étude de la théorie du risque.

Dans la terminologie des assurances le mot : risque, a des significations distinctes (nous reviendrons sur ce point).

Jusqu'ici, nous l'avons employé dans le sens de « choses assurées », d'objets sur lesquels porte l'assurance.

Dans ce chapitre, nous entendrons par *risque* « la

valeur actuelle du dommage susceptible de se produire, dans une unité de temps déterminée, en d'autres termes, c'est l'obligation de l'assureur ramenée à sa valeur au jour de la conclusion de l'assurance (1) ». Le risque, dans son sens nettement technique, c'est la chance plus ou moins grande et défavorable courue pour la Compagnie, par l'assureur.

Les éléments constitutifs du risque sont au nombre de quatre :

- 1° La somme assurée ;
- 2° La durée de l'assurance ;
- 3° La plus ou moins grande probabilité du sinistre ;
- 4° Son degré probable d'intensité.

Pour l'année d'assurance, le risque est, par suite, le produit des facteurs suivants : montant de l'assurance, probabilité du sinistre, intensité vraisemblable de ce sinistre, ou importance probable du dommage. L'exemple très clair donné par M. Déroulède (2) explique la proposition qui précède.

« Supposons, dit-il, qu'il s'agisse d'assurer une maison contre l'incendie et que les trois facteurs à multiplier soient représentés par les chiffres suivants :

Importance probable du dommage $5/8$;

Probabilité du sinistre $3/1000$;

Montant de l'assurance 20.000 francs.

(1) *Reg. gén. du Droit français*, v. Assurances.

(2) *Loc. cit.*, p. 116.

La prime à payer à l'assureur sera de :

$$(20.000 \times \frac{3}{1.000} \times \frac{5}{8} = 37 \text{ fr. } 50)$$

Le risque est la contre-partie de la prime ; et on a justement donné de celle-ci cette définition : *le prix du risque*. Ce prix sur lequel la concurrence a un effet certain, doit, en tous cas, suffire pour compenser les pertes qui se produisent communément, payer les frais d'administration, et rapporter un profit égal à celui qu'on eût pu retirer d'un tel capital égal employé dans un commerce ordinaire (1).

L'évaluation de la prime est une des opérations les plus importantes et des plus délicates.

L'assurance-incendie ne peut pas être exploitée en dehors des grands principes suivants :

- Sélection des Risques ;
- Classification des Risques ;
- Division des Risques.

SECTION PREMIÈRE

De la Sélection des Risques.

Il importe à l'assureur de choisir entre les risques qui lui sont proposés ; il existe, d'abord, des objets inassu-

(1) Voir Adam Smith, *Richesses des Nations*, Liv. I, ch. x:

rables par nature, comme les monnaies, les billets de banque.

Parmi les choses assurables, une sélection s'impose, dans laquelle, nous l'avons montré, divers éléments guident l'assureur et ses agents. Tout objet doit être considéré en lui-même, en tenant compte de sa construction, de sa couverture, de son contenu. Il importe, ensuite, de l'envisager dans la personne même du proposant. L'action de l'homme sur les sinistres est évidente ; ses antécédents, sa solvabilité, sa moralité, sont d'importance capitale. Nous venons de parler du risque objectif et du risque subjectif. Nous ne reviendrons point sur ce sujet déjà traité dans le rôle de l'Agent d'Assurance-Incendie.

Nous rappellerons que la vive concurrence existant entre les Compagnies réduit le nombre des cas où elles refusent d'assurer ; on peut approximativement ramener à 12 0/0 la proportion des sinistres non garantis. Si l'on tient compte des réserves que nous avons faites sur ce chiffre, on voit que bien peu de gens soit inassurés qui auraient pu l'être.

La sélection des risques s'effectue certainement par le contrôle officieux que la Compagnie opère sur les proposants et les risques proposés. Mais la police (c'est là un point important) est établie sur les seules déclarations de l'assuré : or, ces déclarations peuvent être erronées, mensongères ; elles ont pu induire en erreur la Compagnie sur un point essentiel : la gravité du risque.

Le Code de commerce s'est occupé de la question, dans son art. 348 qui vise l'assurance maritime : « Toute réticence, toute fausse déclaration, de la part de l'assuré, toute différence entre le contrat d'assurance et le connaissance qui diminuerait l'opinion du risque ou en changerait le sujet, annulent l'assurance ».

En effet, pour qu'il y ait contrat, le consentement des deux parties est indispensable. Sans entrer dans la théorie des vices du consentement, nous sommes d'avis qu'il faudrait, en l'espèce, décider qu'il y a eu erreur portant sur la substance même de la chose : la Compagnie a cru garantir un risque avec telles qualités qui font que cet objet est *assurable*, alors que les fausses déclarations lui ont donné cette aptitude à « l'assurabilité », qu'il ne possédait point.

En dehors de tout texte, le contrat serait donc annulable. La mauvaise foi n'est pas nécessaire, le fait de la diminution de l'opinion du risque suffit.

L'art. 348 a été étendu à toutes les assurances par la jurisprudence.

Du reste, les Conditions générales des polices indiquent un certain nombre de déclarations à faire par l'assuré, déclarations susceptibles d'éclairer la Compagnie sur le risque, sur le proposant lui-même. L'assuré doit, par exemple, indiquer en quelle qualité il agit : propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, s'il n'est pas en faillite, etc... ; il doit indiquer la construction, la couverture de l'immeuble, les professions qui y sont exercées, le mode d'éclai-

rage, etc... (art. 9, Anciennes conditions générales, et art. 8, Conditions générales nouvelles).

Avant d'entrer dans les conséquences qu'entraînerait, d'après le contrat, une omission ou une fausse déclaration, nous tenons à mettre en relief les principes essentiels qui s'appliquent en l'espèce.

La seule diminution de l'opinion du risque, dans l'esprit de l'assureur, devrait vicier le consentement et annuler le contrat ; il n'y aurait pas de distinction à faire entre la bonne et la mauvaise foi.

Le fait que l'agent aurait procédé à l'inspection des risques ne relèverait point l'assuré de la nullité résultant de sa fausse déclaration (1).

Toute aggravation, tout changement de risque doit être déclaré au cours du contrat (art. 18, Anciennes conditions générales).

Les Nouvelles conditions générales des polices ont établi des distinctions, toutes en faveur de l'assuré et qui dérogent aux principes stricts (Nous le verrons dans notre 2^e partie).

En quoi consiste l'aggravation de risques ? C'est une question de fait, dont la solution appartient aux Tribunaux, aux juges du fond de souverainement trancher.

(1) Cass., 5 janvier 1870. D. P., 70-1-301.

Cass., 8 juillet 1878. D. P., 80-1-62.

SECTION II

De la classification des risques.

Parmi les choses assurables, il est une gradation à établir : les risques n'offrent pas, de façon uniforme, la même chance défavorable d'incendie. La logique exige que la Compagnie procède à une classification rigoureuse ; qu'elle établisse des catégories spéciales auxquelles correspondent des primes spéciales. L'esprit humain est foncièrement épris de justice : ne serait-il point surpris de voir une même prime 5 0/00 par exemple, perçue sur tous les risques ? sur les bâtiments de premier ordre comme sur les usines mal tenues ? sur l'immeuble de simple habitation comme sur la fabrique d'explosifs ?

Comme si la solvabilité d'un client ne pouvait pas permettre à une banque de lui appliquer un taux d'escompte plus avantageux ?

Il existe un nombre considérable de risques que, seule, l'expérience a permis de classer. On ne pouvait *a priori* se prononcer sur la chance défavorable, plus ou moins grande, que tel risque considéré pouvait faire courir à l'assureur. Les sinistres seuls, frappant les objets déterminés avec une fréquence variable, avec une intensité différente, ont permis d'arriver à des résultats assez précis.

Nous disons *assez précis* : car la statistique incendie ne donnera jamais des résultats très positifs. Outre les imperfections déjà signalées, la loi des grands nombres n'arrivera pas, en l'espèce, à une précision satisfaisante. Pourquoi ? — Parce que l'Assurance-incendie est un contrat objectif et subjectif, une opération essentiellement individuelle. Le risque, en général, existe, sans doute, et on peut arriver à déterminer que les moulins à blé sont plus dangereux que les villas de Saint-Cloud ; mais dans la catégorie des moulins à blé, comme dans celle des villas, il faut considérer d'autres facteurs dépendant de l'*assuré* : moralité, solvabilité, dépendant même de l'objet assuré. Une villa à Saint-Cloud est un risque meilleur qu'une villa au bord de la mer. D'autre part, des modifications incessantes sont apportées aux risques par les découvertes, et bouleversent sans cesse les données établies.

La Compagnie suit, avec difficulté, ces progrès dont elle ignore la répercussion sur le sinistre. Le chauffage central, par exemple, est une excellente innovation. Mais, est-elle excellente de façon générale ? Non, puisque on a constaté que son introduction dans les *vieux châteaux* était une cause de sinistres fréquents.

Enfin, voici deux magasins de nouveautés avec la même quantité de marchandises au jour de la souscription des polices : par suite de marchés conclus, l'un d'eux, au cours des contrats, arrive à posséder des stocks plus importants ; il en résulte une perturbation dans l'égalité première. La catégorie n'a pas varié peut-être ; mais, dans cette caté-

gorie, il existera désormais des risques dissemblables.

A des risques différents doivent correspondre des primes différentes. Nous dirons même que l'idéal serait la discrimination des primes dans chaque *catégorie*. Il existerait une prime-type pour chaque catégorie avec des modalités variant suivant *chaque* risque de la catégorie. La statistique ne pouvant donner de résultats certains dans une opération aussi complexe, seule la concurrence peut opérer la classification aussi rigoureuse que possible.

Les Compagnies ont des classifications qui progressent autant qu'il est possible en la matière. Les diminutions de tarifs ont lieu souvent : c'est ainsi qu'elles appliquent des primes différentes suivant les risques et suivant les régions.

L'assurance doit être individuelle ; cette individualisation s'opère par la sélection et la classification des risques. On a soutenu qu'il ne s'agissait pas, en l'espèce, de principes essentiels et qu'on pouvait *égaliser les primes* (1).

M. Wagner, et c'est là un aveu précieux à retenir, reconnaît que ce principe de la classification a pour lui « la logique absolue, la justice, qu'il est un principe salutaire de perfectionnement social, qu'il est en parfaite harmonie avec le système actuel de la propriété privée absolue, et de l'économie politique individualiste ». Seulement, d'après ce professeur, ces principes mécon-

(1) Wagner, *Der staat und das Versicherungswesen*.

naissent les inégalités sociales dont l'individu n'est pas responsable. Le citadin paiera des primes faibles, parce qu'il habitera la grande ville, où les maisons sont bien construites, où les secours sont bien organisés. L'industriel verra le taux de ses primes très élevé parce qu'il emploie des machines dangereuses et qu'il existe dans ses ateliers une accumulation de matières, par lesquelles la moindre imprudence, le plus petit défaut de surveillance créera le grand incendie. Le paysan, avec sa chaumière couverte en paille, sera durement atteint par le prix de l'assurance. On dit aux paysans : « Transformez vos demeures, bâtissez de bons risques ». C'est un conseil qui coûte peu à donner, mais davantage à exécuter. Pourquoi, objectera-t-on, le citadin paierait-il pour la chaumière, s'imposerait-il un sacrifice en sa faveur ? Parce que les intérêts populaires sont les intérêts de l'Etat ; parce que le degré du risque d'incendie ne dépend pas seulement de l'action de l'homme, mais de tout un ensemble de faits historiques qui lui sont étrangers : du développement commercial d'un peuple, par exemple. D'où vient l'inégalité existant entre les campagnes et la ville ? Des charges que, durant des siècles, les paysans ont dû supporter, alors que l'industrie, le commerce, les villes étaient nantis de privilèges nombreux. La conclusion, c'est que : « l'égalisation des primes serait une juste expiation de la politique du passé ».

Le professeur Wagner a pris en mains surtout la défense des paysans. C'est vrai, à tel point, qu'il a soutenu

comme juste la classification des risques industriels et commerciaux, comme nécessaire de faire payer de fortes primes à ceux dont les capitaux doivent se transformer rapidement. M. Wagner reconnaît que la classification a eu pour résultat de pousser les industriels aux progrès techniques, à l'amélioration des usines, du matériel ; il ne conteste pas (et même il semble heureux de le constater) que la différence de primes est un stimulant : les usines bien construites, bien gérées, bien aménagées ne sauraient être taxées comme les usines rétrogrades. Ce serait une prime à la stagnation.

Nous partageons cet avis.

Une question se pose : le progrès que les assurances-incendie ont fait, par la classification, sinon naître, du moins s'implanter, se développer, est-il donc inutile en matière agricole ? Au contraire, « n'est-il pas démontré que l'agriculture ne peut donner de résultats satisfaisants qu'avec une organisation hygiénique des locaux, et des méthodes perfectionnées de culture et d'élevage » (Déroulède, p. 130).

Le bétail est-il mieux dans ses étables antiques, ou dans des étables bien aérées ? Les Ecoles Nationales d'Agriculture sont-elles des parasites ?

Or, si la classification a des conséquences heureuses, inappréciables en matière industrielle, si elle est juste, pourquoi serait-elle sans effet, et injuste dès qu'on touche à l'agriculture ?

Le progrès est nécessaire partout ; rien ne doit être

épargné qui le fasse se réaliser. Ne serait-ce pas une prime à la stagnation agricole que de tarifer également les risques agricoles de premier ordre, et ceux très arriérés ? Le paysan est pauvre, l'industriel est riche ; le premier ne peut transformer son outillage, le second doit le faire ! C'est une affirmation purement gratuite, de nos jours surtout. La vérité c'est que le paysan est plus attaché aux habitudes séculaires, aux biens transmis de génération en génération ; qu'il éprouve peut-être comme un scrupule à changer ce qu'ont bâti ses ancêtres ! Mais, quand il s'agit d'un progrès dans le vrai sens du mot, encore une fois, rien ne doit être épargné de ce qui peut le faire avancer. Or, nous pouvons affirmer que la classification des risques, pour ne citer que *la Corrèze*, a fait couvrir en *ardoises* un grand nombre d'immeubles ruraux.

M. Wagner n'oublie-t-il pas l'action de l'homme dans la naissance des incendies ? Il est des régions où les sinistres éclatent avec une fréquence singulière, d'autres, par contre, où ils sont considérés comme un véritable événement, tant ils sont espacés. L'égalisation des primes produirait ce résultat de faire supporter, par une contrée où la morale est en honneur, les conséquences de l'absence de moralité d'une région différente.

Il est vrai que le taux des primes dans les villes est influencé par les mesures de précaution, de sauvetage qui n'existent pas à la campagne. Seulement, pour subvenir à l'entretien des Corps de Pompiers fort judicieusement conçus, et spécialement efficaces, les citoyens supportent

des taxes inhérentes à cette situation. Du reste, il ne s'agit point d'une relation de cause à effet absolue. Certains départements, pour des risques ruraux — également privés de secours — paient des primes dissemblables : parce que le nombre des sinistres est considérable dans les uns, et pour ainsi dire nul dans les autres.

Nous arrivons à l'un des arguments de M. Wagner qui *a priori* se présente avec une force particulière. Le Professeur allemand écrit : « que la classification des risques arrive à créer entre les diverses catégories d'assurés soumis au même taux de prime, comme autant de communautés distinctes ». L'auteur reproche à la mutualité son esprit égoïste qui pousse certaines personnes, possédant des risques de valeur assurable à peu près pareille, à se grouper, laissant de côté ceux dont les risques sont plus dangereux. Et il ajoute que cet esprit existe dans l'assurance à primes, avec la solidarité en moins — pour les risques différents. C'est-à-dire que certains risques paient, en définitive, pour d'autres.

Avec l'égalisation des primes, ce serait le mal porté sur une échelle plus grande.

Nous l'avons dit, l'idéal résiderait dans une classification rigoureuse qui permettrait de proportionner exactement le coût de l'assurance au degré de danger présenté par tel risque. Il est difficile d'arriver à cet idéal parce que la statistique n'est pas d'une aide absolument efficace et précise. La classification, telle qu'elle est pratiquée, permet d'approcher, autant que faire se peut, du résultat. Il est cer-

tain que, parfois, des assurés paient pour d'autres : par la comparaison des primes et des sinistres sur diverses catégories, on se rend compte que les « bons » sont les victimes des « mauvais ». — Les premiers, par exemple, pour 2.000.000 de francs de primes versées, ont reçu 1.500.000 francs de sinistres, alors que les seconds pour 1.000.000 de francs de primes ont reçu 1.200.000 de francs de sinistres. Ces derniers étaient insuffisamment taxés.

La liberté et la concurrence sont le remède certain à cet état de choses.

SECTION III

De la division des risques.

On se demande souvent comment une Compagnie peut, moyennant une prime *préfixe*, garantir des sommes aussi considérables avec un capital si peu important. Prenons l'exemple d'une de nos plus anciennes Compagnies. Elle a un capital de 2.000.000 de francs ; et pendant l'exercice 1915, elle a garanti 23.051.345.110 francs de capitaux. *A priori*, on croit rêver devant une telle disproportion de chiffres. Et pourtant cette Compagnie a près de *cent ans* d'existence.

Ce qui lui permet d'arriver à « faire honneur à ses engagements », c'est l'application d'un nouveau principe essentiel : la division des risques. La division des risques

s'effectue de deux façons : dans l'*espace* au moyen de la réassurance, dans le *temps* au moyen des réserves.

§ I. — De la Réassurance.

La réassurance est une nécessité fondamentale de l'assurance. La proportion entre le capital et les risques d'une Compagnie, d'une part, et les risques de sinistres qu'elle garantit, d'autre part, est l'indication nette de la limite qu'elle ne peut dépasser, du point à partir duquel elle commence à faire de la *spéculation*. Cette limite, ce point, c'est le *plein* : la somme maximum que la Compagnie accepte sur son risque donné.

Ce plein peut être atteint par la proposition d'assurance même ; au contraire, il est possible que le plein ne soit atteint que par une sorte d'accession de nouveaux risques à un risque initial. Par exemple, dans la première espèce, on propose à la Compagnie une assurance de 1.000.000 sur un risque, dans lequel son plein est fixé à 500.000 francs. Dans la deuxième espèce, la Compagnie garantissait 500.000 francs sur un risque (son plein est atteint) ; et on lui propose une augmentation de 1.000.000.

Sans la réassurance, l'assurance ne pourrait s'intéresser qu'à des risques peu importants. Elle devrait s'abstenir de garantir des contiguïtés dont l'ensemble formerait, au point de vue assurance, un *tout*, un seul et même risque.

La réassurance permet de dépasser ce plein ; elle ouvre

à l'assurance un champ de possibilité infinie par la division des risques.

La réassurance est un contrat par lequel un assureur se fait assurer par un autre, demande à ce dernier de prendre à sa charge partie des risques, qu'il a consenti à garantir. *L'assuré n'a nullement à s'occuper de la réassurance : il connaît son assureur et lui seul.*

Il existe un danger moindre, pour une Compagnie, à assurer 100 maisons situées dans des localités différentes, que 10 maisons voisines se trouvant dans la même rue ; sur les 10 maisons attenantes, il peut en brûler 2, 3, 10 peut être, dans le même incendie ; sur les 100 maisons éloignées, il faudra autant de sinistres *différents* pour arriver à ce résultat.

Possibilité de dépasser le plein, division des risques et diminution des chances de sinistres, voilà les avantages de la réassurance. Si une Compagnie se faisait réassurer, et arrêta là l'opération, l'avantage ne serait pas énorme. Nous voulons dire qu'une partie des primes perçues serait déversée dans la caisse du réassureur, sans compensation : le réassureur a des pleins également ; s'il était une sorte de réservoir sans issue, ses maxima seraient vite dépassés.

La réassurance est un mécanisme international et réciproque. La Compagnie doit, à son tour, réassurer un autre assureur, et le réassureur se faire, lui-même, réassurer. Ce n'est que par cette division de l'assurance à l'infini que l'on arrive à des pleins jamais dépassés, et à des chances de sinistres réduites.

« Il est essentiel, dit dans un de ses rapports le Bureau Fédéral Suisse des Assurances, de pratiquer la réassurance d'une manière prudente et régulière, de telle sorte que même les sinistres graves ne puissent infliger qu'une perte modérée à chacun des Etablissements engagés. C'est une *nécessité* pour l'assureur-Incendie de diviser ses risques, et ce n'est qu'en étendant, autant que possible, son champ d'opérations, et en évitant l'accentuation des risques qu'il peut espérer une certaine constance dans les sinistres. »

Comment s'effectueraient la Réassurance sous le monopole ?

Avec l'assurance obligatoire, on arriverait à des contingents de telle importance, qu'un sinistre total (toujours possible) menacerait de rompre l'équilibre d'un budget.

L'Etat devrait se réassurer.

Accepterait-il de se faire réassurer sans pratiquer lui-même la réassurance ! — Outre qu'il y aurait, en l'espèce, une sorte de manque de dignité à se reconnaître assez peu riche pour ne point tout conserver, l'esprit du contrat de réassurance ne serait pas sauvegardé : c'est un contrat réciproque.

Accepterait-il le rôle de réassureur ?

La prime d'assurance est calculée d'après la valeur du risque ; il doit en être de même de la « *prime de réassurance* » (1).

(1) Déroulède, *loc. cit.*, p. 149.

Croit-on qu'un réassureur étranger accepterait une prime fantaisiste fixée par la loi annuelle des finances ?

« De plus, comme réassureur, l'Etat se trouverait juridiquement créancier et débiteur de sommes importantes envers l'étranger ; or tout paiement entre pays étrangers se complique d'une question de change.

« Il suffit d'énoncer quelques conséquences du système de l'Etat réassureur pour en montrer le caractère impraticable.

« La conclusion qui s'imposerait avec un système d'assurance par l'Etat, serait que le principe de la division des risques obligerait l'Etat à se fixer des pleins, et à se réassurer auprès des Compagnies étrangères, mais que ne pouvant accepter le rôle de réassureur, l'Etat paierait à l'étranger un tribut annuel important sous forme de primes de réassurance. »

Et, encore une fois, si le monopole était réalisé sur des bases égalitaires et progressives (anti-scientifiques en assurance), comme semblent l'indiquer les dernières tendances, l'Etat ne trouverait pas de réassureur pour garantir des risques ainsi tarifés. D'ailleurs, comment l'Etat fixerait-il ses pleins.

Les Compagnies ont soin, dans leurs traités de réassurance, de stipuler que les cessions à recevoir ne porteront pas sur des lieux où elles assurent elles-mêmes directement ; sans cette réserve, étant donné le mécanisme forcément circulatoire de la réassurance, elles arriveraient à réassurer des risques déjà, par elles, garantis. Et ce

point montre que la réassurance doit être internationale, pour être possible de façon illimitée. Si les Compagnies de réassurances et d'assurances françaises voyaient leur champ d'action limité à la France, les pleins seraient vite dépassés.

Nous le savons, depuis la guerre, on a prétendu que la réassurance avait servi d'indicateur involontaire pour l'invasion future. A supposer que le fait soit exact, nous pourrions dire que nos réassureurs français ont également connu les secrets ennemis ; il y aurait eu une réciprocité qui n'existait pas dans le commerce et l'industrie, où les commis-voyageurs allemands, où les industriels allemands avaient pris une place très importante, non équilibrée par nos exportations.

Mais, soutenir une semblable théorie, c'est ne pas connaître le mécanisme de la réassurance. Le réassureur, dans presque tous les cas, « suit » l'assureur cédant, en toute confiance. Les bordereaux contiennent des indications générales et tellement *vagues*, que le moindre guide est plus précis. On indique au réassureur que le risque cédé est une filature, un moulin, un château, qu'il est tarifé à tel taux, et c'est tout.

Quand il s'agit de « gros » risques, nous savons parfaitement que, pour être au courant des sommes considérables qui pourraient être garanties sur eux, des plans sont donnés. Seulement, il s'agit de plans qui ne méritent pas ce nom et sont loin de posséder la complexité de ceux que les commis-voyageurs ennemis ont pu établir.

Les plans dont il s'agit sont des croquis où les bâtiments figurent sous diverses teintes : ils permettent au réassureur de se rendre compte de la *séparation* des risques de façon à éviter des maxima dépassés. Ces croquis n'ont pas la moindre analogie avec les plans détaillés qu'on *peut se procurer* en ce qui concerne les grandes usines, chez un libraire spécial.

Est-ce à dire qu'une fois la guerre terminée, il sera fatal de voir les relations de réassurance reprendre avec les ennemis ? — Non ! On peut parfaitement spécifier dans les traités que nulle part ne sera cédée à tel réassureur et en faire une condition expresse du contrat. Les réassureurs alliés ou neutres seront assez nombreux pour que l'assurance puisse avoir un champ très vaste.

Disons en terminant que la réassurance, si elle n'est pas opposable à l'assuré, lui donne une garantie supplémentaire et permet certainement une tarification moins élevée par la division des risques dans l'espace.

§ II. — *Des Réserves.*

Il est, dans l'assurance-incendie comme dans toute une industrie, des années sinon excellentes, du moins assez bonnes ; il en est aussi beaucoup où les sinistres sont très importants et dont l'exercice se solde par un déficit. La Compagnie doit prévoir et diviser dans le temps les risques assurés, créer une solidarité entre les bons exercices et les exercices calamiteux : elle obtient ce résultat

par un prélèvement sur les premiers et la constitution d'un fonds de réserve où, dans les seconds, il sera puisé.

Le législateur s'est préoccupé de la question. L'art. 4 du décret du 22 janvier 1868 prévoit que : « La Société est tenue de faire annuellement un prélèvement d'au moins vingt pour cent sur les bénéfices nets, pour former un fonds de réserves. Ce prélèvement devient facultatif, lorsque le fonds de réserve est égal au cinquième du capital ».

Nous allons trouver, à ce point de vue, des différences assez sensibles avec les sociétés anonymes en général, d'abord, avec les mutuelles ensuite.

Aux termes de la loi du 24 juillet 1867 (art. 36), dans une société anonyme il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement d'un vingtième affecté à la formation d'un fonds de réserve. Mais ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand le fonds a atteint le *dixième* du capital social. De plus, il n'est pas décidé en quelles valeurs sera effectuée la constitution de ce fonds de réserves.

Les mutuelles *peuvent* former le fonds de réserves (elles sont donc libres de ne point le former), art. 32 du décret précité et elles *peuvent* le former comme elles l'entendent.

Les Compagnies anonymes à primes fixes, spécialement contre l'incendie, ne jouissent pas de semblables faveurs.

Aux termes du décret du 22 janvier 1868, modifié par le décret du 10 juillet 1901.

« Les fonds de la société, à l'exception des sommes nécessaires aux besoins du service courant, sont placés de la manière suivante :

1° Jusqu'à concurrence des $\frac{3}{4}$ au moins :

En immeubles ou prêts hypothécaires sur des immeubles situés en France ou en Algérie ;

En valeurs de l'Etat ou en valeurs ayant une garantie de l'Etat portant sur le Capital ou sur le revenu ;

En actions de la Banque de France ;

En prêts aux Départements, aux Communes, aux Chambres de Commerce de France ou d'Algérie, ou en obligations émises par ces divers emprunteurs ;

En valeurs jouissant d'une garantie portant sur le Capital ou le revenu de la part desdits départements, Communes ou Chambres de Commerce régulièrement autorisés ;

En obligations foncières et communales émises par le Crédit Foncier de France ;

En prêts ou avances sur les effets publics ci-dessus désignés.

2° Pour le surplus ;

En immeubles ou en prêts hypothécaires sur les immeubles situés dans les colonies françaises, les pays de protectorat ou à l'étranger ;

En prêts aux Colonies françaises ou en valeurs garanties par ces colonies ;

En effets publics de toute nature français ou étrangers portés à la cote officielle de la Bourse de Paris, et dont la liste sera arrêtée chaque année par l'assemblée générale des actionnaires ;

En prêts ou avances sur les effets publics ci-dessus désignés ;

En valeurs étrangères exigées pour le dépôt de cautionnement dans chaque Etat Etranger où la société réalise des opérations, pourvu que ces valeurs soient cotées à la Bourse de la Capitale dudit Etat et comprises dans la liste annuellement arrêtée par l'assemblée générale. »

Des décrets postérieurs ont ajouté certaines possibilités, mais dans les limites ci-dessus fixées : celui du 5 décembre 1913 a autorisé le placement des fonds dans la construction de maisons d'habitation à bon marché, celui du 26 avril 1916 a admis les bons du Mont-de-Piété au nombre des valeurs que peut comprendre le portefeuille des Compagnies.

Il s'agit là vraiment d'une législation archaïque, illogique au premier chef, qui prive l'industrie nationale de capitaux nombreux, et arrête l'expansion française à l'étranger (1).

Nous avons vu que la réserve *légal*e imposée aux Compagnies est considérée comme suffisante quand elle a atteint le cinquième du capital social. Donc, à partir de ce moment, la Compagnie est libre de ne plus former de

(1) Voir notre appendice.

réserves, de disposer totalement de ses bénéfices au profit de ses actionnaires.

Seulement, la Compagnie est prévoyante ; elle ne s'arrête point à ce chiffre fatidique du cinquième ; et parce qu'elle est sage, le législateur intervient et lui dit : « Ces fouds que vous auriez pu *dissiper*, vous les emploierez comme je l'*entends* ». Nous comprendrions qu'il tienne ce langage pour les 20 0 0 et le cinquième, mais aller plus loin n'est ni juridique ni logique.

Quelles sont les conséquences de cette direction forcée imprimée aux réserves ? — C'est d'empêcher les Compagnies de s'intéresser aux grandes affaires nationales qui ne jouissent pas de la garantie de l'Etat ; c'est d'empêcher l'expansion économique à l'Etranger, quant à l'assurance-incendie.

Les Compagnies qui opèrent à l'étranger sont tenues aux termes des législations des Pays étrangers d'y domicilier des réserves et de fournir des cautionnements ; le quart dont le décret leur donne la disposition, et nous avons vu sous quelles réserves, est vite atteint par les sociétés prospères dont le développement se trouve arrêté.

Les Etats étrangers ne voient nulle part figurer, dans leur législation visant l'assurance-incendie, des dispositions pareilles. Même si elles interviennent pour demander, dans le pays national, la domiciliation de réserves suffisantes pour garantir les engagements sociaux, elles ne dépassent pas les bornes de cette ingérence nécessaire : leur sollicitude, leur contrôle s'arrête là. Le sur-

plus est parfaitement libre, et même, en France, les Compagnies-incendies étrangères ne sont nullement tenues de domicilier des réserves. Le résultat, c'est que nos Compagnies sont en état d'infériorité partout ; ce résultat, c'est que des bénéfices nouveaux viendraient alimenter le marché qui en est, de la sorte, privé. Et les assurés français n'en souffriraient nullement. Bien plus, la possession d'un capital en titres étrangers aurait pour résultat certain d'influencer la balance du Commerce, et d'agir sur le change.

Une modification s'impose surtout pour la période qui suivra la guerre. Nos Compagnies, à *armes égales*, peuvent concurrencer les Allemands ; nous ne citerons que *La Munich*, société allemande qui, grâce à l'esprit de la législation allemande, tenait sous son emprise de nombreuses filiales.

Il conviendrait d'abord, de décider si l'on veut que, jusqu'à concurrence de la réserve légale visée par l'art. 4 du décret du 22 janvier 1868, et de la réserve pour risques en cours, les Compagnies soient tenues d'employer leurs fonds (à l'exception des sommes nécessaires aux besoins du service courant) en valeurs déterminées.

Mais le surplus devrait, dans la limite des statuts, rester à la libre disposition des Compagnies. Les intérêts français ne pourront qu'être favorisés par cette mesure. Ici se pose une question, au cas de Monopole ? L'Etat songerait-il à constituer ces réserves qui ont une influence certaine sur la fixité et la modicité des primes ? Lui qui fixe ses revenus d'après ses dépenses ? — Les impôts augmenteraient aux

années déficitaires ; aux années moyennes, les primes ne diminueraient pas, et les assurés seraient sûrement moins bien traités que sous le régime de la liberté.

Nous laissons volontairement de côté tous les arguments solides tirés de l'absence d'esprit commercial de tout organisme public : *lenteur* bureaucratique et ingérence politique.

DEUXIEME PARTIE

Le Fonctionnement de la Compagnie.

DE LA SITUATION DE L'ASSURANCE-INCENDIE

AU POINT DE VUE JURIDIQUE

La Compagnie est formée. Nous avons étudié ses organes techniques, les principes essentiels dont elle ne peut se départir, sous peine de ne pouvoir vivre. Nous arrivons à la seconde partie de notre travail, à l'étude du *fonctionnement* de l'organisme économique qui nous occupe. On peut, à notre sens, ramener ce fonctionnement à deux opérations fondamentales :

A) La réalisation des contrats ;

B) Le règlement du sinistre.

Aucune loi française, il importe de le noter, ne régit actuellement l'Assurance contre l'Incendie. Par contre : « Le développement considérable des assurances terrestres a déterminé le législateur d'un grand nombre d'Etats étrangers à légiférer en la matière (1) ».

(1) Rapport de M. le doyen Lyon-Caen sur le projet de loi relatif au contrat d'assurance, *J. des Ass.*, 1905-97-145-208-241 et 289.

Voici quelques lois de pays étrangers concernant les assurances terrestres :

Belgique, 11 juin 1874.

Suisse : Loi 1900.

Autriche : Ordonnance autrichienne de 1915.

Espagne : Code de Commerce 1885 (art. 380 à 459).

Hongrie : Code de Commerce 1875 (art. 453 à 514).

Italie : Code de Commerce 1882 (art. 417 à 453).

Luxembourg : Loi du 16 mai 1891 et de 1896.

Pays-Bas : Code de Commerce 1838 (art. 246 et 688 à 695).

Portugal : Code de Commerce 1888 (art. 425 à 462).

Roumanie : Code de Commerce 1887 (art. 412 à 477).

En Allemagne il existe une loi de 1908.

En Angleterre, c'est la coutume, ce sont les usages (Common law), qui régissent la matière.

Les Etats de l'Amérique du Sud et du Centre renferment, en leurs codes, des articles visant les assurances terrestres :

Code de Commerce argentin de 1890 (art. 492 à 557).

Code de Commerce du Chili de 1867 (art. 512 à 602).

Code de Commerce du Mexique de 1889 (art. 392 à 448).

Il en est de même du Code de Commerce japonais de 1899 (art. 383 à 430).

Dans les Etats-Unis d'Amérique, il n'y a pas de loi fédérale sur les Assurances. M. le doyen Lyon-Caen le dit : « La constitution de 1787 ne confère pas au Congrès le

pouvoir de légiférer sur cette matière. Mais il y a quelques lois d'Etat : Ainsi le Code civil de l'Etat de New-York renferme de nombreuses dispositions sur les assurances non maritimes (art. 1357 à 1523).

En France, jusqu'à la Constitution de la Commission de 1902 (1), par le ministère du Commerce, aucune tentative n'avait été faite dans le but de définir les rapports contractuels entre les assureurs et les assurés en dehors

(1) Cette Commission était composée comme suit :

M. le ministre du Commerce : Président.

MM. Georges Poulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, Vice-Président.

Lyon-Caen, membre de l'Institut, Professeur à la Faculté du Droit de l'Université de Paris ;

Berr, Président de Chambre à la Cour de Paris ;

Lefort, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ;

Grimprel, Président de l'Union syndicale des Compagnies d'Assurances à primes fixes de toute nature, Président du Comité syndical des Compagnies d'assurances à primes fixes sur la Vie, Directeur de *La Nationale-Vie* ;

Fassy, Président du syndicat des Compagnies à primes fixes sur la vie, directeur de l'*Urbaine-Vie* ;

Mayen, Président du syndicat des Compagnies à primes fixes contre les accidents, directeur de la *Prévoyance* (accidents).

Le baron Cerise, Président du Comité de Défense du syndicat des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'Incendie, directeur de l'*Union-Incendie* ;

Haugk, Vice-Président du syndicat des sociétés d'Assurances mutuelles ;

Dubois, sous-directeur de la Compagnie d'Assurances générales sur la Vie.

Fournol, Commissaire-contrôleur des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

des assurances maritimes, et de régler les clauses contenues dans les polices d'assurances ».

La jurisprudence a dû combler cette lacune, en statuant évidemment par analogie, en s'attachant à la nature du contrat d'assurance. Nos diverses juridictions ont donné des solutions aux questions les plus variées. « Ces solutions, dit M. le doyen Lyon-Caen, sont satisfaisantes en général. Mais la jurisprudence est variable par nature et il y aurait le plus grand intérêt à consacrer définitivement un certain nombre de règles que les tribunaux, spécialement la Cour de Cassation, ont posées dans leurs décisions, mais qu'ils peuvent abandonner au moment le plus imprévu. »

Ce projet renvoyé à la Commission des Sociétés d'assurances fut quelque peu modifié par elle ; M. Chastenot rédigea un rapport à son sujet.

Repris le 12 juillet 1911 (2^e séance), il fut, à nouveau, renvoyé à la Commission de la Réforme judiciaire et de la Législation civile et criminelle.

Ce sont là de regrettables lenteurs. Le projet, en effet, présentait toutes garanties sur la valeur générale des solutions adoptées, étant donné la compétence de la Commission qui représentait tous les intérêts essentiels en jeu. On aurait dû le voter sans retard (1).

(1) Voir une légère critique au sujet d'un silence du projet dans Arnaud, *Des droits des créanciers sur les indemnités d'Assurance au cas d'incendie*, p. 127.

A côté de la Commission officielle dont nous venons de parler, une autre Commission a été nommée par l'Association Française des Assurances sociales, a étudié le projet gouvernemental et fait des critiques dont il devra être tenu compte. Cette commission, entre autres personnalités, comprenait :

MM. Lyon-Caen, membre de l'Institut, doyen honoraire de la Faculté de Droit de Paris ; Paul Le Vasseur, président du comité syndical des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'Incendie, directeur des Compagnies d'Assurances générales contre l'Incendie, les Accidents et le Vol, etc.

La législation qui, pour l'instant, régit en France les assurances contre l'Incendie, ce sont les Anciennes et Nouvelles Conditions générales, ainsi que les applications qu'en a faites la jurisprudence, ce sont les conditions particulières que la convention peut stipuler. Les Conditions générales nouvelles ont été élaborées par une commission comprenant des représentants des Compagnies et Sociétés et des représentants de la Ligue des assurés. Dans le commentaire de M. Droz, membre de la *Ligue des assurés*, nous trouvons cette phrase qui fait justice de certaines insinuations : « Nous pouvons affirmer qu'au cours des délibérations qui se sont poursuivies ; chacun des deux groupes qui représentait un intérêt parfois antagonique a fait preuve d'une très grande bonne volonté pour s'adapter aux points de vue qui étaient en contrariété avec le sien

propre, et pour trouver une solution équitable aux difficultés qui se rencontraient ».

Nous aurons, du reste, à établir maintes fois la comparaison entre les Anciennes et les Nouvelles Conditions générales.

TITRE PREMIER

La Conclusion des Contrats.

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTÈRES DU CONTRAT D'ASSURANCE-INCENDIE

Pendant longtemps, les jurisconsultes ont discuté sur la nature du contrat d'assurance en général ; il va de soi que le contrat d'assurance-incendie était compris dans leurs controverses.

Pour d'aucuns, il s'agissait d'un contrat innommé, pour d'autres d'une vente, pour certains d'un mandat ou d'une société (1).

On est arrivé à reconnaître qu'on était en présence d'un contrat spécial, sans analogie avec tel contrat déterminé, possédant un caractère propre et une vitalité particulière (2).

Le contrat d'assurance-incendie est un contrat à titre

(1) Alauzet, *Trait. des Assur.*, t. I, n° 109.

(2) Grün et Joliat, *Trait. des Assur.*, p. 16² — Emérigon, *Trait. des Assur.*, ch. 1, section 2. — Alauzet, t. I, n° 109.

onéreux ; chacune des parties est assujettie : « à donner ou à faire quelque chose ». L'assuré se décharge des risques d'incendie et veut être indemnisé au cas de sinistre ; l'assureur désire bénéficier de la prime.

C'est un contrat synallagmatique : l'assuré prend l'engagement d'acquitter la prime convenue, et l'assureur de garantir l'assuré dans les termes de la police.

Enfin le contrat dont il s'agit est un contrat aléatoire. On a soutenu que cette proposition était une erreur juridique. L'assureur et l'assuré ont parfaitement précisé les obligations réciproques leur incombant : il est vrai que les primes ont été fixées et que le chiffre de l'indemnité a été déterminé, au delà duquel la Compagnie ne saurait être engagée. Seulement, on ne peut pas dire que l'« équivalence en soit établie *ab initio*, puisque l'importance des unes (des obligations) et des autres dépend de l'éventualité d'un sinistre dont on ne peut prévoir ni l'époque d'arrivée, ni même l'existence (1) ». Or, le contrat est aléatoire, d'après le Code civil (art. 1104) « lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain ».

L'art. 1964 du Code civil classe, parmi les contrats aléatoires, le contrat d'assurance : il ne mentionne pas, du reste, l'assurance terrestre, en renvoyant au droit maritime, à son sujet. Comme le fait remarquer M. Baudry, il paraît exister une certaine opposition de vues entre

(1) Répertoire général du Droit, v. *Assurances*, n° 87.

l'art. 1104, alinéa 2, qui représente les chances de gain ou de perte comme réciproques dans le contrat aléatoire, et l'art. 1964 d'où paraît résulter que l'aléa peut n'exister que pour l'une des parties. L'art. 1104, al. 2, dit M. Baudry, nous paraît plus exact. La chance de gain que court l'une des parties constitue évidemment une chance de perte pour l'autre, car si la première gagne, la seconde perdra, puisque c'est à ses dépens que le gain sera réalisé ; et, réciproquement, la chance de perte que court l'une des parties constitue nécessairement une chance de gain pour l'autre, car ce qui sera perdu pour celle-ci, sera gagné par celle-là (1). »

Il en est ainsi, quoiqu'on en ait dit, dans le contrat d'assurance.

Il est vrai que l'assuré ne recevra jamais, en cas de sinistre, une somme supérieure à la valeur de la chose, l'assurance ne pouvant être, pour lui, la source d'un profit : d'où l'on a voulu conclure que l'assuré ne réalisera jamais un gain. L'assureur, seul, dit-on, peut gagner : il gagnera le montant des primes, s'il ne se produit aucun sinistre dont il soit responsable ; quant à l'assuré, il peut seulement ne pas perdre. Les chances de gain ne sont donc pas réciproques, et la disposition de l'art. 1964 se trouve ainsi justifiée. — On peut répondre qu'en recevant, au cas de sinistre, la valeur de sa chose, l'assuré se trouvera, en définitive, plus riche de tout ce qu'il aurait

(1) *Droit civil*, t. II, n° 10 (Précis de Droit Civil).

perdu sans l'assurance, il fait donc un gain, et il gagne précisément ce que perd l'assureur, à la prime près. D'ailleurs, il y a encore aléa en ce qui touche l'assuré, en ce sens qu'il paiera la prime pendant un temps plus ou moins long, suivant l'époque à laquelle le sinistre se produira.

Le contrat d'assurance est un contrat aléatoire ; mais il se distingue nettement des autres contrats dont parle l'art. 1964 du C. civil, et notamment du jeu et du pari.

L'assuré ne cherche pas, comme le joueur, à réaliser un gain au détriment de son adversaire. Ce qu'il veut c'est, avant tout, c'est exclusivement éviter une perte, se prémunir contre des événements dont l'arrivée pourrait le ruiner (1).

L'assurance-incendie, de plus, n'est pas, ainsi que nous l'avons montré, une opération dirigée par le hasard, mais établie sur la statistique. M. Wagner s'est basé sur ce principe pour affirmer que le contrat d'assurance n'était pas aléatoire. D'après lui, un contrat isolé offre évidemment certains aléas tant pour l'assureur que pour l'assuré, mais, ce n'est point de l'assurance. « L'assurance n'existe que lorsque chaque assureur prend à sa charge toute une série de contrats pour des risques différents et isolés. La combinaison imaginée par l'assureur est la suivante : il cherche à garantir le plus grand nombre de risques pos-

(1) Comme l'a écrit M. Chauflon (*loc. cit.*, I, p. 208) : « n'est-ce pas forcer le sens des mots que d'appeler gagnant l'assuré qui subit le sinistre et perdant celui qui y échappe ? »

sibles ; puis, par des calculs statistiques basés sur l'étude d'une période aussi longue que possible, il organise son affaire de façon à ce que, par la masse des primes qu'il récolte, il arrive à faire payer par les assurés épargnés par l'incendie les indemnités exigées par les assurés sinistrés (1). »

Il est certain que la statistique arrive à guider la Compagnie, mais de façon tout à fait relative. Nous avons, en effet, montré combien étaient incertaines les données de la statistique-incendie. Elles sont d'un « à peu près » si grand que le nombre des Compagnies ou des mutuelles-incendie disparues est considérable.

De 1819 à 1883, il s'est fondé, en France, environ 100 Compagnies à primes fixes contre l'Incendie. Or, en 1892, 30 seulement restaient en exercice.

Durant la même période, 200 mutuelles ont été fondées ; en 1892, 51 seulement subsistaient (2).

Ces chiffres prouvent combien fragile est l'argument de M. Wagner, prétendant que le contrat d'assurance-incendie ne présente aucun aléa pour l'assureur.

On peut ajouter :

1^o Que le contrat d'assurance-incendie est un contrat consensuel, qui est parfait par le seul consentement des parties ;

(1) Déroulède, *loc. cit.*, p. 100.

(2) Gauvin, *L'Etat-assureur*.

2° Que le contrat d'assurance-incendie est un contrat de bonne foi, en ce sens qu'il oblige les parties jusqu'à concurrence exclusivement de ce qui a été convenu (1).

(1) Paris, 24 avril 1885, *J. Ass.*, 85-297.

CHAPITRE II

ÉLÉMENTS DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat d'assurance-incendie comprend les éléments suivants, dont il convient de faire une analyse rigoureuse :

La capacité des parties ;

Les choses assurées ;

Les risques ;

La prime ;

L'indemnité.

SECTION PREMIÈRE

Capacité des parties.

Nous ne reviendrons pas sur la capacité de l'assureur, traitée dans notre première partie. L'assurance contre l'incendie est libre ; mais, en fait, nous avons vu qu'en France, cette branche d'industrie était exploitée exclusi-

vement par des sociétés anonymes et des associations mutuelles.

Pour pouvoir s'assurer, il faut être juridiquement capable de contracter, et avoir un intérêt personnel à la conservation de la chose, ou mandat pour réaliser l'assurance. L'assurance contre l'incendie est un acte d'administration, d'où il résulte que le mineur *émancipé* a capacité pour le pouvoir souscrire (art. 481 du C. civil). En est-il de même du mineur *non émancipé* ? La réponse, à notre sens, ne peut qu'être affirmative : en effet, le contrat dont s'agit est un contrat aléatoire ; il ne peut donc être rescindé pour cause de lésion, et le mineur est tenu de l'exécuter, excepté si sa bonne foi avait été trompée, et si la Compagnie, abusant de son inexpérience, ne lui avait imposé de désavantageuses conditions. Les primes, aujourd'hui, sont fixées suivant des données connues : si le mineur prouve que la Compagnie a stipulé une prime sans rapport aucun avec le risque garanti, l'action en rescision lui serait ouverte (1). Ce qui montre que la preuve de la lésion, même avec un contrat aléatoire, n'est pas, en l'espèce, impossible à établir (2).

L'individu *non interdit et placé dans un asile d'aliénés* n'a pas l'administration de ses biens ; il lui est juridiquement impossible de souscrire une assurance-incendie ; un tel contrat serait attaquant en vertu de l'art. 39 de la

(1) Persil, *Traité des Assur.*; Herbault, Couteau.

(2) Les Agents doivent, bien entendu, exiger autant que faire se peut, l'intervention du tuteur, pour éviter toutes difficultés.

loi du 30 juin 1838. Selon nous, l'administrateur provisoire pourrait souscrire une police d'assurance-incendie.

L'*interdit* est représenté par son tuteur ; la *femme mariée* peut assurer les biens dont elle a gardé l'administration ; par exemple elle a tout pouvoir pour faire garantir ses paraphernaux, sous le régime dotal, et ses biens, sous le régime de la séparation de biens. Quant aux biens dont le mari a l'administration, ils doivent être assurés par ses soins. La femme marchande publique autorisée à faire le commerce peut souscrire seule un contrat d'assurance-incendie pour les risques de son commerce.

L'assurance des risques dépendant d'une *faillite* est faite par le syndic. Le commerçant eu état de *liquidation judiciaire* peut souscrire la police avec l'assistance du liquidateur.

« Pour qu'une assurance puisse recevoir son exécution, il ne suffit pas que celui qui l'a souscrite ait été légalement capable ; il faut, de plus, qu'il ait eu qualité pour passer cet acte, et qu'il l'ait actuellement pour en réclamer les effets ; la qualité nécessaire se résume dans un intérêt légal à l'assurance. Cet intérêt doit exister au moment du contrat pour qu'il soit valable, et au jour du sinistre pour que la convention puisse recevoir son exécution (1). »

Dans les *Sociétés commerciales*, c'est aux gérants ou aux administrateurs qu'il appartient d'assurer les choses sociales.

(1) Dalloz, *Dictionn. pratique* au mot Assurances, n° 29.

Les *mandataires légaux* ont qualité pour souscrire des polices : le tuteur peut représenter le mineur et l'interdit. Il se pose une question qu'on a diversement résolue : le tuteur, le mari sont-ils tenus de contracter une assurance-incendie pour les biens dont ils ont l'administration ? Le « défaut d'assurance » engage-t-il leur responsabilité ? — L'assurance est un acte de prévoyance, c'est-à-dire non obligatoire ; et nous ne pouvons, de façon générale, que repousser l'idée de responsabilité. Il en serait différemment, bien entendu, si une obligation conventionnelle ou administrative (1) existait en l'espèce.

Le *maire* assure les biens communaux, avec l'approbation du Conseil municipal ; le *Préfet* assure les biens départementaux, avec autorisation de la police par le Conseil général. L'*Administration des Domaines* a qualité pour faire garantir les biens domaniaux ; les *établissements publics*, ou *d'utilité publique* (hospices etc...) sont assurés par les personnes gérant ces biens, avec l'avis des Commissions ou des Conseils qui contrôlent la gestion.

Les mandataires conventionnels généraux, d'adminis-

(1) Ainsi, par circulaire ministérielle du 5 mai 1852, les Administrations et Etablissements de Bienfaisance sont obligés d'assurer les bâtiments dépendant d'immeubles productifs de ces Etablissements. Le Préfet et les sous-préfets (décret 13 avril 1861, art. 6-8°) statuent sur les polices proposées à leur approbation, à Paris, l'Assistance Publique se considère comme son propre assureur (arrêté du Conseil général des Hospices de Paris, 26 décembre 1821).

tration, ou spéciaux peuvent contracter assurance au nom de leurs mandants. L'assurance souscrite par un *prête-nom* est valable ; elle oblige la Compagnie, bien que le prête-nom ait été, à son insu, convenu entre son agent et l'assuré véritable. Mais, si l'Agent ignorait le fait, l'assurance pourrait être annulée : le contrat dont s'agit est un contrat conclu *cum intuitu personarum*, où le risque subjectif joue un rôle si grand, que la connaissance de la personne est souvent, très souvent, un fait capital.

Un *commissionnaire* souscrit une police ; les effets varient suivant qu'il agit en son nom, ou au nom du commettant. Dans la première hypothèse le contrat profite au seul commissionnaire ; dans la deuxième hypothèse, le commettant profite de l'assurance.

Dans l'assurance *pour compte* si fréquente de nos jours, l'indemnité appartient au commettant ou au tiers, à la condition qu'il prouve que les marchandises incendiées sont sa chose (1).

Un *gérant d'affaire* a qualité pour contracter une assurance à la condition qu'il indique sa situation de *negotiorum gestor* et fasse connaître le nom du propriétaire. Ce dernier devrait, avant le sinistre, ratifier le contrat souscrit dans ces conditions.

(1) Req. 18 mars 1890. D. P., 90-4-411 ; J. Ass., note sous Cass., 1890, p. 205. — Baudry-Lacantinerie, *Des oblig.*, n° 158 — Boudousquié, *Trait. des Ass.*, p. 128. — *L'Assurance pour Compte de qui il appartiendra*, par Saintelette, p. 26 et suivante. — En sens contraire un arrêt isolé de Paris, 13 janvier 1888. Simonin, I, p. 89.

Au cas de vente, le vendeur assuré perd ses droits à la police, et le contrat ne continue pas *ipso facto* au nom de l'acquéreur qui doit demander à la Compagnie de vouloir bien l'assurer.

Les Anciennes Conditions générales décidaient que l'acquéreur devait, dans le délai d'un mois, faire transférer la police en son nom : faute par lui de ce faire, l'assurance était résiliée, et le vendeur, outre les primes échues, payait une indemnité à la Compagnie, qui accordait un délai de grâce de 15 jours après le délai précité d'un mois.

Les Nouvelles Conditions générales imposent à l'assuré l'obligation de stipuler que l'assurance sera continuée par l'acquéreur ; sinon, et à moins que ce dernier n'ait consenti à cette continuation, le vendeur paie à la Compagnie une indemnité égale à 20 0/0 des primes à échoir.

L'acquéreur a 3 mois, du jour de la vente, en matière immobilière, et un mois en matière mobilière pour opérer le transfert de contrat à son nom. La Compagnie a le droit de ne pas accepter l'acquéreur, et de résilier la police, dès que la vente parvient à sa connaissance. Cette résiliation (elle peut aussi suspendre le contrat) — ou cette suspension n'ont d'effet que 15 jours après notification d'une lettre recommandée adressée à l'acquéreur, qui, de la sorte, a le temps de chercher un nouvel assureur.

L'*adjudicataire* d'un immeuble exproprié a tout pouvoir pour contracter une assurance. Au cas d'annulation de l'adjudication, le saisi rentre dans ses biens, et l'assu-

rance « lui profiterait, en considérant que l'adjudicataire a agi en qualité de *negotiorum gestor* du saisi (1) ».

Nous ne partageons pas cette manière de voir. L'annulation est un acte, l'assurance en est un autre. Si la police a été souscrite par l'adjudicataire, c'est ce dernier qui en est titulaire, et la Compagnie reste libre d'accepter ou non le saisi parmi ses assurés. L'adjudicataire ignorait l'annulation quand il a signé son contrat, et par suite n'a pu agir qu'en son propre nom.

En cas de saisie, la Compagnie a le droit de résilier la police, à effet différé de 15 jours dans les Nouvelles Conditions générales ; ce droit existe pour elle, dans les Anciennes Conditions générales, si l'assuré, dans le délai d'un mois, n'a pas fait constater le changement survenu : le délai de grâce de 15 jours comme pour la vente est stipulé.

Il a été jugé que l'adjudicataire sur folle enchère peut réclamer l'indemnité d'assurance, à raison d'un sinistre survenu depuis le jugement d'adjudication rendu à son profit, même antérieurement à la signification du dit jugement ; au contraire, si l'immeuble était détruit avant l'adjudication sur folle enchère, l'indemnité écherrait au fol enchérisseur (2).

L'*usufruit* et la *nue propriété* posent une question délicate en matière d'assurance-incendie. Les Compagnies n'acceptent pas, en principe, de garantir *séparément* en

(1) *Dict. prat. du Droit*, Dalloz, v. Ass. n° 38.

(2) *Req.*, 3 juin 1893, D. P., 94-1-118.

faveur de l'usufruitier ou du nu-propriétaire la propriété entière. Elles exigent l'insertion d'une clause aux termes de laquelle l'indemnité sera payée sur quittance *collective* des intéressés, qui s'entendront pour la part revenant à chacun d'eux. A défaut d'entente pour la signature de la quittance, la Compagnie se réserve le droit de consigner.

Mais les primes restent à la charge exclusive du stipulant qui consent à ce que l'assurance profite à celui qui ne paraît pas au contrat.

A défaut d'insertion de cette clause, si l'assurance contractée par l'un des titulaires du démembrement porte sur la valeur entière, comment, en cas de sinistre, se régleront les effets ?

Si l'assurance a été souscrite par le nu-propriétaire et que l'incendie ait lieu après l'extinction de l'usufruit, le nu-propriétaire profitera de la totalité de l'assurance : l'indemnité sera calculée sur la valeur de la toute propriété. Par contre, si l'usufruit existe toujours, le nu-propriétaire recevra une indemnité égale à la valeur de la nue propriété, l'usufruitier ne recevra absolument rien.

Si l'assurance a été souscrite par l'usufruitier, il profitera *seul* dans les limites de son droit (1).

Le *dépositaire* peut faire assurer les choses dont il a la garde, et dont il est responsable, mais il n'est pas obligé de le faire (2).

(1) Toulouse, 24 mars 1885, D. P., 88-1-177.

(2) Cass., 1^{er} août 1866, S. 66-1-436, D. P., 66-1-322, J. Ass., 1867-156.

Le locataire, le fermier ont-ils qualité pour signer une police au nom de leurs propriétaires, relative aux bâtiments qui leur sont loués ? La réponse à cette question paraît devoir être négative (1). Car, au cas de sinistre, la perte serait pour le propriétaire *seul* et on ne concevrait pas que le locataire pût stipuler une indemnité. Il en serait autrement si une clause du bail imposait cette obligation au locataire (2). Encore serait-il, en ce cas, nécessaire que cette obligation fût connue de la Compagnie.

Mais le propriétaire peut, en son nom, contracter une assurance de risques locatifs, son locataire négligeant de la souscrire (3). Le propriétaire agit dans son intérêt, et s'il a déclaré agir tant en son nom qu'au nom de son locataire, il ne s'agit point d'une stipulation pour autrui ayant besoin d'être ratifiée. Le recours des art. 1733 et 1734 du C. civil ne saurait plus exister.

Si le locataire s'est, dans son bail, réservé la faculté d'acheter, à l'expiration du bail, moyennant un prix déterminé, l'immeuble loué, il a qualité pour l'assurer contre l'incendie. Le contrat est valable, alors surtout

Cass., 21 mars 1882, D. P., 1882-1-361.

Lyon, 15 mai 1895, D. P., 96-2-139.

(1) Voir cependant, Req., 8 juillet 1873, D. P., 74-1-172.

(2) De Lalande et Couturier, *Traité historique et pratique du contrat d'assurance contre l'incendie*.

(3) Caen, 10 juillet 1873. D. 73-2-183; Douai, 19 juillet 1871, B. de Marsangy, 2-406.

que l'assurance est ratifiée, fût-ce après le sinistre, par le propriétaire (1).

En cas de décès de l'assuré, l'assurance se continue au profit des *héritiers*, qui sont solidairement tenus du paiement des primes, tant que l'attributaire des objets assurés n'aura pas fait transférer par avenant la police à son nom (art. 15, Anciennes Conditions générales et article 12, des Nouvelles Conditions générales).

Une fois le partage effectué, l'héritier, dans le lot duquel tombe la chose assurée, est seul bénéficiaire du contrat. Mais, tant qu'il ne l'a pas fait transférer à son nom, la solidarité subsiste pour le paiement des primes (Anciennes et Nouvelles Conditions générales).

Les créanciers ont le droit de faire assurer les biens de leurs débiteurs; ils peuvent agir, soit au nom de ces derniers, soit en leur nom personnel et en leur qualité de créanciers.

Les Compagnies assurent les créances hypothécaires par exemple de la part du créancier seul. En ce cas ce dernier ne pourra toucher une indemnité *supérieure* à la valeur de sa créance considérée *au moment du sinistre*. Le créancier *hypothécaire* devra prouver que sa créance serait venue en rang utile, si le sinistre n'avait pas eu lieu. Nous irons même plus loin, et nous dirons qu'il s'agit, en l'espèce, d'une véritable assurance de garantie : la Compagnie ne devra une indemnité qu'autant que la

(1) Paris, 12 août 1841, S. 41-2-591; Troplong, *Louage*, t. II, n° 394. De Lalande et Couturier, n° 50.

créance sera *diminuée par le sinistre*, qu'autant que les autres biens du débiteur seront insuffisants, et jusqu'à concurrence du rang utile occupé par la créance. Au cas d'assurance de créances hypothécaires, les Compagnies exigent à juste raison, dans la police, l'insertion d'une clause, aux termes de laquelle le créancier devra les subroger dans les droits contre son débiteur, jusqu'à concurrence de l'indemnité versée (1).

Il est bien entendu que le consentement des parties est nécessaire pour que le contrat d'assurance existe. L'absence de volonté l'entacherait de nullité radicale (2); un vice du consentement (erreur, violence ou dol) rendrait possible l'action en annulation (art. 1117, C. civil). On peut citer comme exemple le cas où un assuré contracterait avec une Mutuelle, croyant se trouver en présence d'une Compagnie à primes fixes, alors surtout que l'assureur a déterminé le consentement par des manœuvres dolosives (3).

Le dol ne peut entraîner l'annulation que dans les termes de l'art. 1116 du C. civil, à savoir si les manœuvres de l'une des parties sont telles qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. C'est l'assureur qui trompe l'assuré sur les avantages de l'assurance et même sur le caractère de la société (4).

(1) *Rép. général du Droit*, voir *Ass.*, n° 161.

(2) Persil. *loc. cit.*, n° 114.

(3) Cass., 6 mai 1878, S. 80-1-125., P. 80-2-272.

(4) Cass., 8 août 1878. S. 79-1-461 ; P. 79-1-202.

Trib. civ. Seine, 4 février 1880, *J. Ass.*, 80-96.

C'est l'assuré qui trompe l'assureur et diminue l'opinion du risque (1) (art. 348, C. de commerce).

La violence rend le contrat susceptible d'annulation, si elle est de nature à impressionner une personne raisonnable (art. 1111 et 1112, C. civil).

SECTION II

Des choses qui peuvent être assurées.

Toutes les choses que le feu peut détériorer ou détruire sont, en principe, assurables.

Mais, dans la pratique, les Conditions générales des polices spécifient nettement les objets que la Compagnie entend garantir, et partant, empêchent toute difficulté de se produire quant aux risques assurés.

L'assurance peut comprendre des immeubles et des meubles, c'est-à-dire ;

Les bâtiments ;

Les Forêts, les Bois ;

Le mobilier personnel ;

Le mobilier industriel ;

Le mobilier agricole ;

Les marchandises.

Par contre, sont exclus de l'assurance :

(1) Rouen, 17 février 1859, *J. de l'assureur et de l'assuré*, 59-128.

Les Espèces monnayées, titres de toute nature, les billets de banque, les dépôts, magasins, fabriques de poudres et d'explosifs (article 1 des Anciennes Conditions générales, § 1 et, 4, § 1 des Nouvelles Conditions générales) (1).

Moyennant des primes distinctes, les Compagnies assurent également (art. 2, Anciennes et Nouvelles Conditions générales) :

Le recours *locatif*, c'est-à-dire les effets matériels de la responsabilité à laquelle l'assuré est soumis comme locataire, au terme des art. 1733, 1734 et 1735 du Code civil ;

Le recours contre le *colon partiaire* (loi du 19 juillet 1894) ;

Le recours des *voisins*, ou les effets matériels de la responsabilité à laquelle l'assuré est soumis, au cas de communication d'incendie par les objets garantis, aux immeubles, mobiliers ou marchandises des voisins ou co-locataires, dans les conditions prévues par les art. 1382 1383, 1384 et 1386 du Code civil ;

Le recours des *locataires* contre les propriétaires, c'est-à-dire les effets de la responsabilité que ces derniers encourrent, en vertu de l'art. 1721 du Code civil, pour les

(1) Les Anciennes Conditions générales n'étant pas absolument identiques, quant au texte et au numérotage des articles, nous citons les articles des Conditions générales de la Compagnie d'assurances générales. Cette différence n'existe plus dans les Nouvelles Conditions générales.

dommages matériels causés aux mobiliers et marchandises des dits locataires, par un incendie, occasionné par un vice de construction, ou un défaut d'entretien du bâtiment loué ;

La *perte des loyers*, c'est-à-dire, soit le montant des loyers dont les propriétaires peuvent être privés à la suite d'un incendie, soit la responsabilité que les locataires peuvent encourir envers le propriétaire pour le montant des loyers de leurs co-locataires ;

La *privation de jouissance*, c'est-à-dire la perte qui résulte pour un occupant (locataire ou propriétaire) de l'impossibilité d'utiliser pendant un certain temps, — à la suite d'incendie — une partie des locaux.

Moyennant des primes distinctes, la Compagnie garantit également les dégâts matériels autres que ceux d'incendie, que l'explosion de la foudre, du gaz d'éclairage extrait de la houille, des chaudières appareils à vapeur, de la dynamite ou autre substance analogue, peut causer aux objets déjà *assurés contre l'incendie*. Il s'agit d'assurances accessoires ; si elles n'ont pas été stipulées, la Compagnie, en cas d'explosion, comme dans tous les accidents causés par la foudre, ne doit que les dégâts d'*incendie*, à l'exclusion de ceux de bris et autres (art. 3, Anciennes et Nouvelles Conditions générales).

Les Nouvelles Conditions générales (art. 1, § 4) avertissent l'assuré que la Compagnie, par exception, et moyennant des primes distinctes, peut assurer contre l'incendie les vêtements et effets personnels, en un lieu du territoire

continental français, autre que celui désigné dans la police.

Les Nouvelles Conditions générales (art. 1, § 2) stipulent que l'assurance du mobilier personnel couvre les objets appartenant à l'assuré, à sa famille et à ses domestiques, on ne stipule que pour soi-même ; et l'assurance ne pouvait garantir que ce qui *appartenait* à l'assuré. Cette extension d'assurance n'était pas insérée dans les Anciennes Conditions générales : toutefois, les Compagnies voulaient bien, en principe, comprendre dans leur garantie, les objets à l'assurance desquels l'assuré justifiait avoir un intérêt : mobilier appartenant à la famille de l'assuré.

Quoiqu'il en soit, cette assurance est formellement comprise dans les Nouvelles Conditions générales. Mais on ne saurait aller plus loin : et la garantie de la Compagnie en dehors de convention expresse, ne comprendrait pas les objets appartenant à des visiteurs, à des amis de l'assuré. La Ligue des assurés voulait que cette extension de garantie fût acceptée ; elle a renoncé à sa demande devant les difficultés, surtout les conséquences d'une telle extension. « Il faut prévoir les conséquences de la règle proportionnelle ; supposons un assuré qui a contracté une assurance de 50.000 francs, valeur approximative de son mobilier. Cet assuré donne une fête ; il est déposé au vestiaire des fourrures et vêtements de prix, ayant une valeur de 50.000 francs. Le feu détruira la totalité du mobilier de l'assuré, mais épargnera les objets

déposés au vestiaire. Qu'arrivera-t-il, au cas où l'assurance s'étendrait à ces derniers objets ? Que l'assuré qui n'a fait garantir que 50.000 francs n'aura droit qu'à 25.000 francs (1). »

Rien n'empêche d'ailleurs les assurés de contracter l'assurance spéciale de mobilier sur le territoire continental français ; rien n'empêche le propriétaire d'une maison, recevant chez lui des hôtes de passage, d'assurer des objets appartenant à des tiers — ou de faire couvrir la responsabilité dont il peut être éventuellement tenu de ce chef.

Aux termes des Anciennes Conditions générales (art. 1, § 2), l'argenterie, les dentelles, cachemires, bijoux, pierrieres, et perles fines, les médailles, tableaux etc... tous les objets rares et précieux n'étaient compris dans l'assurance que dans la mesure où un capital spécial était affecté à la garantie de chacun de ces objets.

Les Nouvelles Conditions générales, art. 1, § 3, admettent qu'à moins de stipulation contraire, ces objets sont compris dans l'assurance du mobilier personnel à concurrence de 30 0/0, au maximum, du capital garanti. Au delà de cette proportion, l'assuré doit faire une déclaration spéciale, et on perçoit une prime correspondant à l'excédent de valeur. Et, malgré le défaut de désignation desdits objets, ils sont compris dans l'assurance pour la totalité de leur valeur si, d'après les tarifs en vigueur, la majoration de prime ne peut leur être appliquée.

(1) Droz, *Les polices d'assurance contre les risques d'incendie*, p. 14.

Les marchandises peuvent être assurées avec désignation ou *sans désignation*. La garantie s'appliquant à une quantité déterminée, en bloc, *in genere*, et non à tels objets spécialement désignés, il appartiendra à l'assuré de montrer qu'au moment du sinistre, il possédait une quantité de marchandises à peu près égale à celle existant chez lui au moment du contrat.

L'assurance peut être faite *avec désignation* : l'assuré doit, alors, prouver que les objets désignés dans la police existaient bien lors de l'incendie.

Remarquons, dans le premier cas, qu'il importerait, pour des catégories différentes, de les indiquer.

On pourrait faire garantir 500.000 francs sur *draperies*, mais s'il existait des soieries, il serait indispensable d'assurer tant sur soieries. Seulement, on n'a pas besoin de spécifier les diverses qualités des pièces de soieries (1).

Peut-on faire garantir des marchandises de contrebande? D'après Pothier, il s'agirait d'une assurance absolument immorale et nulle (2). « La même solution doit être admise pour les marchandises dont l'exportation et l'importation sont à la fois prohibées. Mais, il en serait différemment dans le cas où la contrebande n'existerait qu'à l'égard d'un des deux pays entre lesquels le transport de la marchandise a eu lieu. Ainsi, l'assurance en France, de marchandises importées en contrebande en Espagne nous paraîtrait valable, si l'exportation de ces marchandises

(1) De Lalande, *loc. cit.*, n° 75 ; Paris, 19 mars 1840, S. 40-2-337.

(2) Pothier, *Contrat d'assur.*, chap. 1, 58.

est permise en France ; les lois des douanes n'obligent, en effet, que les membres de la nation qui les a établies et ceux qui contractent sur son territoire (1). »

SECTION III

Des Risques.

Dans l'assurance-incendie, le mot risques a des significations variables. Il désigne le fait incertain qui peut causer un dommage pécuniaire et matériel à l'assuré ; il désigne l'objet sur lequel porte l'assurance ; au point de vue *tari/s*, il sert à déterminer la classification des choses garanties. Nous avons à étudier le mot risque dans sa première signification.

Le risque du contrat d'assurance-incendie, c'est celui de la destruction par *le feu*, à la condition que cette destruction soit la conséquence d'un *incendie*. L'incendie est la destruction totale ou partielle par le feu ; cette destruction se manifeste par un embrasement, une carbonisation ou une combustion d'un objet qui, d'après sa nature, son affectation au moment du sinistre ou son usage courant n'était pas destiné à être détruit de cette façon (2).

Ainsi ne sont point couverts par l'assurance, les excès

(1) *Rép. gén.*, voir *Ass.*, n° 64. Cass., 25 août 1835, S. 35-1-1673. P. chr., De Lalande et Couturier, n° 76.

(2) *Rép. gén.*, n° 70.

de chaleur qui sont les suites, par exemple, d'un défaut de réglage des appareils de chauffage, s'il n'en est résulté aucun incendie pour le mobilier ou la maison. Les bris de glace, la détérioration des peintures, etc... occasionnés par des excès de chaleur ne sont pas assurés (1). Il n'existe, en effet, en l'espèce, ni combustion, ni embrasement.

Les Conditions générales stipulent que la Compagnie ne garantit pas : les brûlures aux linges, vêtements et tapis provenant d'un excès de chaleur sans embrasement ou d'un accident de fumeurs, les dégradations dues au contact ou à l'approche d'un appareil de chauffage ou d'éclairage, la destruction totale ou partielle d'objets tombés ou jetés par mégarde dans un foyer ; les dommages *même d'incendie* concomitants ou consécutifs à des phénomènes sismiques (art. 4, § 5 et 2, Anciennes Conditions générales. art. 4, § 3 et 5, Nouvelles Conditions générales).

L'assurance ne comprend pas le *vice propre* de la chose, l'usure et les coups de feu, ou les détériorations provenant d'un défaut de fabrication, ou de la fermentation ; elle ne comprend pas les dégâts causés aux appareils électriques par leur seul fonctionnement ; les dommages

(1) Voir Paris, 31 janvier 1881, S. 82-2-160 ; J. de Paix, IX^e arrondissement, Paris, 8 mars 1895, *J. Assur.*, 1895-221 ; Trib. civ. Seine, 26 septembre 1896. Rec. Sainctelette, 1896-557 ; J. de Paix, II^e arrondissement, Paris, 5 février 1901, *J. Assur.*, 1902-76 etc... Alauzet, nos 447 et 448, Agnel et de Corny, n° 96.

occasionnés par les trombes, ouragans et cyclones. Mais les Compagnies garantissent le dommage d'incendie qui est la suite du vice propre ou des phénomènes climatériques (art. 4, § 2, Nouvelles Conditions générales, art. 4, § 4, Anciennes Conditions générales).

Si la fermentation se trouve poussée jusqu'à la combustion spontanée, si un ouragan détermine un incendie, toutes les conséquences de cet incendie, tous les dégâts par lui occasionnés, incomberaient à la Compagnie.

Il va se poser des questions délicates et très importantes :

- 1° L'assureur répond-il de tous les incendies?
- 2° Dans quelles limites joue sa responsabilité?

§ 1. — *De quels incendies répond l'assureur.*

Il est bien évident, tout d'abord, que la Compagnie répond des incendies arrivés par *cas fortuits* : l'assurance paraît prévoir, de son essence, les circonstances malheureuses, qui risquent de semer la ruine, de même que les sinistres déterminés par des événements qui ne sauraient être évités.

Il y a exception pour les dommages de guerre, ou résultant de mouvements populaires.

Les Anciennes Conditions générales, art. 4, § 1, contenaient une clause très claire en général, aux termes de laquelle, en cas de guerre, d'invasion, d'insurrection, d'émeute ou de mouvements populaires quelconques, que les bâtiments

fussent, ou non, envahis ou simplement occupés, en tout ou en partie, par des soldats français ou étrangers, réguliers ou irréguliers, armés ou non armés, belligérants ou non belligérants, par des insurgés ou des émeutiers, la Compagnie n'était responsable de l'incendie des bâtiments ou des objets mobiliers placés sous sa garantie, y renfermés ou à proximité que si l'assuré prouvait que le dit incendie ne provenait ni directement ni indirectement des causes ci-dessus.

Aux termes des Nouvelles Conditions générales, art. 4, § 5 et 6, c'est à l'assuré qu'il appartient de prouver que l'incendie ne provient ni directement, ni *indirectement* de la guerre ou de l'insurrection ; par contre, la preuve incombe à la Compagnie, en ce qui concerne les émeutes ou les mouvements populaires ; au cas, par elle, du rapport de cette preuve, à savoir que les événements dont il s'agit sont la cause de l'incendie, sa responsabilité, *ipso facto*, se trouve déchargée.

Quand y a-t-il incendie causé directement ou indirectement par la guerre ? Ce sont, là, des questions d'espèces, de fait : aucune assimilation ne sera possible entre la guerre actuelle et celle de 1870, les Conditions générales ayant été modifiées. On peut, sans aucun doute, classer dans la catégorie des sinistres de guerre : les risques détruits par les obus incendiaires, par les troupes ennemies, les incendies allumés par des troupes françaises ou alliées en cantonnement ou en réquisition ; les sinistres résultant d'actes de défense.

La preuve à fournir, que le sinistre n'est pas une conséquence *indirecte* de la guerre, semblerait devoir faire englober dans les incendies de guerre tous ceux d'occupation militaire, de réquisition pour fabrication d'obus. Le sous-secrétaire d'Etat aux munitions n'a-t-il pas dit, lors de l'explosion de la rue de Tolbiac à Paris, qu'il s'agissait d'un fait de guerre ?

Il faut reconnaître que les Compagnies françaises n'ont pas refusé de garantir les usines travaillant pour la Défense Nationale, mais bien entendu de les garantir dans les limites de leurs statuts contre les risques d'incendie ou d'explosion dans les conditions déterminées.

L'assurance-incendie doit-elle produire effet, si le sinistre est le résultat du fait de l'assuré ? En principe, la réponse ne peut qu'être affirmative. Les incendies ont, la plupart du temps, pour cause, sinon la faute, du moins la négligence, l'imprudence de l'assuré ; et l'assurance manquerait d'utilité si elle ne couvrait pas les sinistres survenus dans ces conditions. Il est même des assurances dont le but est de garantir l'assuré contre la responsabilité qui légalement lui incombe, et suppose sa faute : assurances de recours des voisins, de recours des locataires, contre le propriétaire, du dépositaire.

Mais l'assurance ne saurait garantir l'assuré, lorsque son fait constitue un *dol* ou une faute lourde que traditionnellement on assimile au *dol* ; sinon, l'assurance deviendrait immorale (1). Il est certain qu'en cas d'in-

(1) Boudousquié, n° 293 ; Quénault, *Traité des Assur. terrestres*, n° 297.

cendie *volontaire*, son auteur est privé de tout droit à l'indemnité.

Est-il nécessaire que l'assuré soit condamné pour que la Compagnie voit sa garantie dégagée ! — Nous ne le croyons pas. Alors même que l'instruction se serait terminée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, alors même que l'assuré serait acquitté par la Cour d'assises, la Compagnie pourrait arguer de la *faute lourde* de l'assuré (1). Seulement, elle ne pourrait plus prétendre que celui-ci a agi avec intention criminelle, en présence de la chose jugée.

Récemment la Cour de cassation revenant sur sa jurisprudence antérieure, a décidé qu'un assuré déclaré non coupable du crime d'incendie, ne pouvait être déchu du droit à l'indemnité par les juridictions civiles : « attendu que les faits qualifiés de *faute lourde* par la Compagnie étaient en réalité constitutifs du crime d'incendie volontaire dont X... avait été déclaré non coupable (2) ».

Admettre ce principe serait donner des armes certaines et efficaces aux incendiaires. Les Cours d'assises acquittent souvent les criminels, et si l'acquittement a pour conséquence le droit à l'indemnité, vraiment c'est presque une prime à l'incendie volontaire.

En droit, cet arrêt est critiquable. Il n'y a pas indivisibilité entre la *matérialité* du fait au sujet de laquelle le jury n'a pas à se prononcer, et la *criminalité* de l'auteur,

(1) Cass., 20 avril 1863, S. 63-1-271 ; D. P., 63-1-183.

(2) Cass., 18 mars 1913, *J. Assur.*, 1913-524.

sur laquelle *seule* porte le verdict déclarant l'assuré *coupable* ou *non coupable* (1).

Il a été jugé que la déchéance pour incendie volontaire supposait la complète responsabilité de ses actes de la part de l'assuré, ce qui ne serait pas le cas pour un fou (2).

Si l'assuré a commis une *faute lourde*, la garantie de la Compagnie ne saurait être acquise. Peut-on donner une définition de la faute lourde, en matière d'assurance-incendie ?

« Il y a faute lourde lorsque le dommage a été causé par une négligence, telle qu'il est impossible de croire que le propriétaire d'une chose s'en fût rendu coupable, si cette chose n'avait pas été assurée (3). » — « La faute lourde est celle que l'homme le moins soigneux ne commet pas ; elle diffère du délit par la seule intention de nuire (4) ».

La faute ainsi délinie doit avoir été commise en pleine connaissance de cause (5).

C'est à bon droit qu'une Compagnie a refusé sa garantie à un assuré contre les dommages d'un incendie causé par une marche accélérée et longtemps prolongée d'un

(1) Note du *J. des Assur.*, 1913-524.

Trib. civil, Dijon, 12 août 1903.

(2) Cass., 18 janvier 1870, S. 70-1-97, D. P., 71-1-54.

(3) Agnel et de Corny, *Manuel général des Assurances*, n° 41.

(4) Richard et Maucorps, *Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie*, n° 131.

(5) Lyon, 17 février 1882, S. 82-2-247 ; P. 82-1-1225.

moulin marchant à vide, alors surtout que le propriétaire savait parfaitement qu'il en pouvait résulter un sinistre (1).

La question de savoir s'il y a, ou non, faute lourde échappe au contrôle de la Cour de Cassation, parce qu'il s'agit d'une question de fait que les juges apprécient de façon absolument souveraine (2).

Il a été jugé qu'il y avait faute lourde dans le fait :

1°) de celui qui disposait ou faisait disposer près de sa cheminée une quantité considérable de matières combustibles, alors qu'il était prouvé [que l'incendie avait pris naissance vers le lieu où le dépôt était effectué (3) ;

2°) de celui qui, exerçant le métier de chauffeur d'une locomobile, a activé si violemment le feu que l'incendie des pailles et des gerbes qui l'entouraient était inévitable (4).

L'inobservation des lois et règlements constitue-t-elle une faute lourde ? C'est encore une question de fait qui a été diversement jugée (5).

Mais si dans la police existe une clause aux termes de laquelle l'assuré s'engage à observer les ordonnances et

(1) Rouen, 13 mai 1846, S. 47-2-368. Voir aussi Cass., 23 mars 1875, D. P., 1876-1-398 ; Paris, 23 août 1851, S. 51-2-645 ; et Cass., 18 janvier 1870, D. P. 1871-1-55.

(2) Cass., 18 avril 1882, S. 82-1-245 ; P. 82-1-601.

(3) Lyon, 11 octobre 1862, *J. Assur.*, 1863-20.

(4) Grenoble, 17 juin 1870, *J. Assur.*, 1871-170.

(5) Dans le sens de l'affirmative, Bourges, 11 août 1874, *J. Assur.*, 1874-447. Trib. civ. Brives, 31 janvier 1883, *J. Assur.*, 1883-172.

règlements, les juges doivent appliquer le contrat, déclarer l'assuré déchu au cas d'inobservation sans rechercher s'il s'agit ou non d'une faute lourde (1).

La Compagnie serait tenue de payer l'indemnité, si cette inobservation provenait d'un employé ayant désobéi aux ordres formels de son patron (2).

En tous cas, c'est à la Compagnie qu'il incombe de prouver la faute lourde (3).

Si l'incendie a été occasionné par le fait de personnes dont l'assuré est civilement responsable, l'assureur doit sa garantie à moins d'un défaut de surveillance équivalent à la faute lourde.

§ II. — *Des limites de la responsabilité de la Compagnie.*

I. La Compagnie est reponsable exclusivement jusqu'à concurrence de la somme fixée par la police ;

II. Elle ne répond que des dégâts directement occasionnés par l'incendie.

I En aucun cas, la Compagnie ne peut être tenue pour une somme supérieure à la somme assurée ; elle peut être tenue d'une somme moindre, si une partie seulement des

(1) Toulouse, 3 février 1886, *Rec. pér. Assur.*, 86-144 ; Lyon, 13 mai 1896, *J. Assur.*, 1897-46.

(2) Paris, 6 janvier 1888. *J. Assur.*, 1888-224, D. P., 1890-1-423, Cass., 21 déc. 1890, D. P., 1891-1-428. — Cass., 12 déc. 1893. S. 1896 1-91.

(3) Lyon, 23 juin 1863, S. 63-2-231. P. 64-315.

risques est atteinte par le feu. C'est là un principe d'équité et de logique. Faire payer à l'assureur une somme supérieure à celle qui a été stipulée serait le frustrer, puisque les primes à percevoir ont été calculées en proportion des sommes garanties.

Il peut arriver que la Compagnie ait à déboursier une somme inférieure à celle convenue, même dans un sinistre total : ce résultat se produit par application de la règle proportionnelle sur laquelle nous aurons à revenir.

II. La Compagnie ne répond que des dégâts occasionnés directement par l'incendie, c'est-à-dire : de la valeur des objets sinistrés, et des dégâts occasionnés par le sauvetage.

Parfois, il est difficile de se rendre compte si le dommage est le résultat direct de l'incendie : il s'agit de questions de fait livrées à l'appréciation des Tribunaux. Mais les détériorations survenues après l'expertise sont à la charge de l'assuré seul. La Compagnie ne répond pas des objets perdus ou volés pendant ou après le sinistre (art. 4, § 3, des Anciennes Conditions générales et art. 4, § 4, des Nouvelles Conditions générales) : le sinistre a été l'occasion, non la cause du vol. Les principes dicteraient cette solution, en l'absence d'une stipulation expresse (1).

La Compagnie garantit les dégâts résultant des mesures prises pour arrêter le feu (art. 30, § 1, des Anciennes Con-

(1) Boudousquié, n° 232.

ditions générales) : mesures de sauvetage ; ces mesures, aux termes des Anciennes Conditions générales, devaient avoir été prises par l'*autorité* ; les Nouvelles Conditions générales, art. 24, ne font pas de distinction à cet égard. Sous l'empire des Anciennes Conditions générales, parmi les mesures prises par l'assuré, de son chef, seuls, sont remboursés les frais de déplacement des objets mobiliers ; mais, d'après les Nouvelles Conditions générales, ces mesures doivent être *justifiées* et motivées.

La Compagnie rembourse les frais de fouille, de démolition que nécessite souvent l'expertise après sinistre (Nouvelles Conditions générales, art. 24). Les Anciennes Conditions générales, art. 25, § 4, font entrer ces dépenses dans le cadre de l'expertise, et, par suite, les parties les payent, chacune pour moitié.

Les frais exposés par l'assuré ne comprennent pas ceux de l'autorité, ni les gratifications aux pompiers et aux sauveteurs (art. 30, § 2, des Anciennes Conditions générales et art. 24, § 1, *in fine* Nouvelles Conditions générales).

Les frais de l'autorité incombent à l'administration (1).

Une fois l'expertise terminée, le sauvetage est aux risques et périls de l'assuré : si un mur vient à s'écrouler, le dégât n'incombe plus à la Compagnie (art. 34, § 1, Anciennes Conditions générales, art. 24, § 2, Nouvelles Conditions générales).

(1) Cass., 3 mars 1880, *J. Assur.*, 1880-170 ; S. 1880-1-219. — Rouen, 22 nov. 1886, *J. Assur.*, 1887-26. Cass., 4 déc. 1894, D. P. 1895-1-89.

L'assureur ne doit pas les frais de déménagement, de transport à la suite d'un sinistre (1).

SECTION IV

De la prime.

La stipulation d'une prime est une condition de la validité du contrat : la prime, c'est le prix moyennant lequel la Compagnie donne sa garantie.

Il suffit que le risque ait couru un instant pour que le droit à la totalité de la prime soit acquis à la Compagnie : le sinistre pouvait se produire en cet instant, auquel cas l'assureur eût été intégralement tenu (2).

L'assureur n'a pas de privilège pour le recouvrement de la prime (3) : les privilèges sont de droit étroit et le Code civil ne donne aucun privilège à l'assureur-incendie (Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Du nantiss., des Privilèges et Hyp.*, 2^e édition, t. I, n° 477 ; Cass., 26 janvier 1875, S. 87-2-21 ; Cambrai, 30 mai 1884, *Rec. Périod.*, 85-350. En sens contraire, Trib. Beaune, 25 août 1879,

(1) Trib. civ. Seine, 10 août 1893, *J. Assur.*, 1894-125. — Limoges, 11 nov. 1881, *J. Assur.*, 1882-15.

(2) Art. 351 et 354, C. comm., Paris, 11 déc. 1872, *J. Assur.*, 1873-373, Persil, n° 36 ; Grün et Joliat, 195.

(3) Pardessus, t. II, n° 964 ; Alauzet, t. II, n° 430. Voir notre article dans le journal *La semaine* du 9 juillet 1916.

J. Assur., 1880-379; Trib. Charleroi, 11 nov. 1869, B. de Marsangy, 3^e partie, 347).

Mais on reconnaît qu'après l'expertise acceptée, une fois le montant de l'indemnité liquidée, la Compagnie peut opérer la compensation des primes impayées (1).

Les taux de prime sont calculés sur des tarifs basés sur la classification des risques.

Les risques sont classés en risques *simples* et en risques *industriels*.

Les risques simples voient leur taux varier suivant les départements; en général, au contraire, le risque industriel de même *catégorie* est taxé de la même façon dans toute la France.

Les Compagnies sont maîtresses de leurs tarifs qui sont des tarifs *minima*; elles sont libres d'augmenter la prime, comme elles l'entendent, et de faire payer à des risques identiques des primes différentes. Et si un assuré, tarif en mains, prétendait avoir été taxé trop durement, il se verrait impuissant contre l'assureur: il importe de remarquer que les tarifs des Compagnies ne sont pas, comme ceux des chemins de fer, soumis à l'homologation et à l'approbation du pouvoir légal.

(1) Boudousquié, n° 289.

SECTION V

De l'indemnité.

La réparation des dommages causés par l'incendie s'effectue par le paiement d'une indemnité qui ne peut être supérieure à la somme assurée ou à la perte subie ; la Compagnie doit sa garantie jusqu'à concurrence de cette somme, et le sinistré ne peut trouver de bénéfices dans son contrat d'assurance.

L'indemnité peut être inférieure à la somme assurée et à la perte réellement éprouvée ; ce fait se produit en cas d'insuffisance d'assurance.

En principe, l'indemnité ne représente pas la chose détruite (1).

La loi de 1889 a établi une exception à ce principe.

(1) Cass., 20 déc. 1859, S. 60-1-24. — Douai, 3 janvier 1873, S. 73-2-274.

CHAPITRE III

FORME DU CONTRAT D'ASSURANCE

La rédaction d'un écrit n'est pas nécessaire, en matière d'assurance, à la validité intrinsèque de la convention : elle l'est seulement pour la preuve (1).

De deux choses l'une : ou l'existence du contrat est reconnue, et l'absence d'acte la constatant ne saurait être opposée (2) ; ou cette existence est niée formellement, et nous rentrons dans le droit commun. La preuve testimoniale sera admise jusqu'à 150 francs ; au delà de cette somme, un commencement de preuve par écrit, seul, permettra de l'administrer. Et ce commencement de preuve par écrit doit s'entendre selon l'art. 1347 du C. civil : il s'agira d'une police signée de l'agent et non revêtue de la signature de l'assuré, mais datée et contenant les mentions essentielles ordinaires : objets assurés, montant de l'assurance. Conformément à l'art. 1348 du C. civil, la

(1) Nancy, 24 janvier 1891. D. P. 92-2-19.

(2) Besançon, 7 nov. 1900, D. P. 1903-2-252.

perte du titre par cas fortuit, imprévu ou de force majeure, rendrait possible et sans restriction, la preuve par témoins. Quand l'assurance est un acte de commerce pour les deux parties (assureur et assuré), les règles concernant la preuve en matière *commerciale* s'appliquent ici parfaitement. C'est ainsi que la preuve testimoniale serait, alors, recevable même au-dessus de 150 francs. Et l'art. 332 du C. de commerce, qui décide que le contrat d'assurance sera rédigé par écrit s'applique exclusivement aux assurances *maritimes*.

Il s'agit de questions de principe, que la pratique modifie profondément.

Aux termes des Conditions générales anciennes, art. 6, il n'y a contrat d'assurance que, lorsque l'assuré a payé une première prime à la Compagnie et qu'en échange, celle-ci ou son agent lui a fait signer et remis une police. La signature du contrat par l'assuré engage *ipso facto* ce dernier, mais l'effet de la police ne commence jamais que le lendemain à midi, du jour où la prime a été payé : il en est de même pour tout avenant.

Les Nouvelles Conditions générales, art. 6, § 1 et 2, déclarent ne point connaître l'assurance verbale ; la police n'a d'effet que le lendemain à midi du jour où la police a été signée par les parties. Il est stipulé que le paiement de la prime a lieu, lors de la signature du contrat, à moins que, par convention contraire, l'effet de ce contrat ne soit différé. A défaut de paiement de la prime au jour convenu, il est loisible à la Compagnie de suspendre l'as-

sûrance par lettre recommandée, à 48 heures de date, sans préjudice de ses droits de poursuite et de résiliation.

« Sous l'empire de l'ancien texte, dit M. Droz (1), il est arrivé qu'un accord s'étant établi entre l'assureur et l'assuré, et une police ayant été revêtue de la signature de la Compagnie, l'agent de cette dernière a omis de remettre la police à l'intéressé et s'est abstenu, pendant un certain temps, de réclamer le versement de la première prime. Il est arrivé qu'un incendie ayant éclaté en cet état, la Compagnie a pu, en s'appuyant sur la convention, décliner sa responsabilité. La nouvelle police subordonne simplement l'exécution du contrat à la preuve de son existence, preuve qui doit être faite suivant les règles du droit commun. » La Compagnie est engagée, art. 7, non plus par la remise de la police et l'encaissement de la prime, mais par sa signature apposée sur la police. Au cas d'avenant, la modification a une assez grande importance : car les avenants demandés par des industriels et des commerçants nécessitent souvent l'autorisation spéciale de la Compagnie ; il s'écoule parfois un temps assez long entre la déclaration de l'assuré, la remise de l'avenant et le paiement de l'augmentation des primes. Le proposant pourra, suivant le droit commun, rapporter la preuve, si un incendie éclatait dans cet intervalle.

En tous cas, la police ne produit toujours son effet, que le lendemain à midi du jour où elle a été signée des

(1) Droz, *loc. cit.*, p. 41.

parties : c'est une Convention que nous estimons essentielle pour éviter les incertitudes sur des sinistres antérieurs au contrat, pour éviter la souscription de polices après sinistre.

Les polices, qui pourraient être établies par acte authentique, sont pratiquement rédigées par actes sous seings privés, et comme telles, pour les *Compagnies à primes fixes* soumises à la formalité concernant le nombre des originaux et la mention de ce nombre, le tout prescrit par l'art. 1325 du C. civil. Dans l'assurance Mutuelle, au contraire, la preuve du contrat peut résulter de deux écrits successifs : l'acte d'adhésion du sociétaire ; la police que ce dernier reçoit souvent ultérieurement et qui constate son acceptation au titre d'assuré.

Les clauses imprimées de la police forment la loi des parties, au même titre que celles manuscrites. Il a été jugé qu'au cas de contradiction entre les clauses imprimées et les clauses manuscrites, on doit donner la préférence à celles-ci (1).

La police doit être *datée*. Le défaut de date n'est pas en l'espèce une cause de nullité du contrat, mais il serait bien difficile de déterminer ses effets devant la quasi-impossibilité de rapporter la preuve, quant à l'origine des engagements des parties.

Le contrat, s'il est antidaté, couvre l'assuré à partir de cette date faussement donnée du consentement des

(1) Paris, 21 déc. 1889. D. P. 90-2-191.

parties ; si un sinistre se produisait le jour même où la police a été signée et rendue parfaite, la Compagnie ne pourrait invoquer le bénéfice de la clause suspendant l'effet pour 24 heures, mais à la condition que la date de la police ne soit pas celle de la *veille* du jour du sinistre (1). C'est donc la date indiquée dans le Contrat qui fait foi (art. 1322, C. civil) ; et elle acquiert date certaine contre les tiers, conformément à l'art. 1328 du C. civil.

La police doit mentionner les *noms, prénoms, profession, domicile* des parties, désigner les *choses assurées* : l'assurance d'une maison ne comporterait pas celle du mobilier.

La désignation d'un objet ne constitue pas une preuve de son existence : les Conditions générales le spécifient expressément ; les Compagnies ont voulu éviter des assurances de *spéculation*. Nous reviendrons sur ce point.

Les objets assurés sont *estimés* dans la police ; nous verrons que les évaluations ne lient point l'assureur, au cas de sinistre.

Les polices contiennent la *somme assurée* et fixent la *prime* à percevoir.

Les modifications au cours de la police sont constatées au moyen d'*avenants* soumis aux mêmes conditions que l'acte primitif. L'avenant est une feuille à intercaler dans le contrat. Mais les modifications pourraient avoir lieu sur

(1) Grenoble, 3 mars 1881, S. 82-2-98, P. 82-1-433.

la police même. Et il a été jugé, au moins une fois à notre connaissance, qu'en l'absence de toute constatation formelle, ces modifications pourraient s'établir par la production de pièces et correspondances échangées (1).

(1) Paris, 11 mars 1891, D. P. 91-2-392.

CHAPITRE IV

DES OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

SECTION PREMIÈRE

Obligations lors de la formation du contrat. Des réticences.

On peut résumer ces obligations dans la phrase suivante : l'assuré doit renseigner la Compagnie très exactement sur toutes les circonstances que les Conditions générales lui prescrivent impérieusement de faire connaître. En agissant autrement, l'assuré commet une réticence qui l'expose, au cas de sinistre, à se voir opposer la nullité. La réticence consiste, soit dans une omission, soit dans une déclaration fausse. Pour les déclarations expressément prévues au contrat, la nullité s'applique, sans que les juges aient le pouvoir d'apprécier leur influence sur le risque considéré (1).

(1) De Lalande et Couturier, n° 222.

Au contraire, en l'absence d'une prescription formelle, ce pouvoir leur appartient de rechercher si la réticence était, ou non, de nature à *diminuer* l'opinion du risque (1).

Les déclarations de l'assuré sont relatives : les unes, à la qualité en laquelle agit l'assuré ;

Les autres aux objets assurés, à leur situation ;

Les troisièmes, aux assurances contractées sur le même risque.

§ I. — *Déclarations relatives à la qualité de l'assuré.*

L'assuré doit indiquer s'il est propriétaire, en tout ou en partie, nu-propriétaire, usufruitier, locataire, dépositaire, administrateur, etc., s'il a été déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire (art. 9, § 1 et 16, § 2, Anciennes Conditions générales, art. 8, § 2, Nouvelles Conditions générales).

Ce sont des déclarations très importantes. Outre que le contrat d'assurance est un contrat *intuitu personæ*, les Compagnies ont le droit de savoir qui leur propose de se faire garantir. Telles personnes sont juridiquement incapables, telles autres n'ont pas un intérêt à la conservation du risque.

Notons, d'abord, une nouvelle différence quant à la déclaration relative à la faillite ou à la liquidation judiciaire,

(1) Cass., 24 février 1835, S. 35-1-179. Cass., 15 déc. 1884, S. 85-1-123 ; D. 85-1-421.

entre les Nouvelles et les Anciennes Conditions générales. Cette déclaration, les Anciennes Conditions générales l'exigeaient, quelle que fût l'ancienneté de la faillite ou de la liquidation judiciaire ; les Nouvelles Conditions générales maintiennent la déclaration, mais seulement pour les faillites et les liquidations judiciaires remontant à moins de trois ans.

Il a été jugé que la Compagnie n'est pas tenue des dommages résultant de l'incendie survenu pendant la fabrication d'un produit, lorsque, dans la police, l'assuré a pris la qualité de *marchand*, et non celle de fabricant (1).

Un assuré qui dissimule sa situation de *logeur* commet une réticence (2).

Mais il a été décidé que la dissimulation de la profession de l'assuré ne peut être opposée par la Compagnie, si cette profession était connue de l'agent qui a rédigé la police (3).

Est déchu de tout droit à l'indemnité en cas de sinistre, l'assuré qui a déclaré être seul propriétaire de la maison assurée, alors qu'il n'avait sur elle qu'un droit de co-propriété (4).

La veuve qui a déclaré être propriétaire des risques si-

(1) Cass., 5 janvier 1870, S. 1870-1-215 ; D. P. 1870-1-301 ; *J. Assur.*, 1870-455.

(2) Paris, 21 mars 1889, *J. Assur.*, 1889-266.

(3) Paris, 4 janvier 1891, *J. Assur.*, 1891-417. *Gaz. des Trib.*, 1894-592.

(4) Nancy, 26 juillet 1902, *Réc. Périod. des Assur.*, 1902-479.

nistrés n'a droit à aucune indemnité, lorsque ces risques appartenaient pour partie à ses enfants, les uns majeurs, les autres mineurs (1).

Les Nouvelles Conditions générales ne permettront plus, en tous les cas aux juges de décider une déchéance absolue.

Si la réticence de l'assuré (et les Nouvelles Conditions générales visent dans leur *art. 8* toutes les déclarations imposées à l'assuré, relatives à ses qualités et à la situation des risques) est constatée *avant tout sinistre*, la Compagnie a le droit de résilier la police par lettre recommandée à 8 jours de date. Si cette constatation a lieu *après sinistre*, une distinction s'impose :

Ou bien la réticence a été intentionnelle, auquel cas l'assuré est déchu de *tous droits* ;

Ou bien, l'assuré est de bonne foi, et l'indemnité sera réduite en proportion du taux de prime appliqué par rapport à celui qui était exigible d'après le tarif en vigueur, lors de la souscription du contrat. Quand l'omission, bien que sans influence sur le taux de prime, a cependant diminué l'opinion du risque, l'indemnité à revenir à l'assuré subit une réduction de 10 0/0 au moins et de 25 0/0 au plus (art. 9).

Les Anciennes Conditions générales, au contraire, prescrivaient ces déclarations sous peine de n'avoir droit, en cas de sinistre, à *aucune indemnité* (art. 9).

L'assuré doit indiquer s'il a, ou non, renoncé au re-

(1) Riom, 3 mai 1897, *J. Assur.*, 97-292.

cours éventuel contre tous garants ou responsables : c'est là un point important qui fixera la Compagnie sur son recours (art. 8, § 3, Nouvelles Conditions générales).

§ II. — *Déclarations relatives aux objets assurés et à leur situation.*

Les objets assurés doivent être exactement désignés, puisque le contrat porte sur ces objets mêmes. L'assuré doit mentionner : leur situation, la nature de leur construction et de leur couverture, l'affectation des bâtiments assurés ou renfermant les objets assurés ; s'ils sont ou non contigus, avec ou sans communication, à des constructions, denrées, marchandises, produits susceptibles d'aggraver les risques (art. 9, § 1, Anciennes Conditions générales, art. 8, § 4, Nouvelles Conditions générales).

Ce point est excessivement important, puisque la tarification, les mesures de réassurances, varient avec la catégorie des risques, et que les déclarations de l'assuré permettent la classification des risques garantis.

Toutes les déclarations sont, uniquement, enregistrées par l'agent : la police est rédigée d'après les déclarations de l'assurance art. 7, § 2, Anciennes Conditions générales et art. 8, Nouvelles Conditions générales. Il ne saurait en être autrement. Comme le fait remarquer un expert M. Vidière (1), les experts se spécialisent, tant est délicate la

(1) Vidière, *L'Assurance contre l'incendie*.

matière assurance-incendie ; ils ne peuvent prétendre tout connaître. La valeur des risques, leur situation ne peuvent qu'être données par l'assuré. Nul ne connaît mieux sa chose que le propriétaire ; et si l'agent devait contrôler, les Compagnies seraient contraintes, sans avantage pour quiconque, à tripler le nombre de leurs représentants.

Nous rappellerons, pour mémoire, la distinction déjà faite entre les Nouvelles et les Anciennes Conditions générales.

Sous l'empire des Anciennes (toujours en vigueur pour un grand nombre de contrats en cours lors de l'apparition des nouvelles, et que, malgré les avis réitérés des Compagnies, les assurés n'ont pas voulu, *à tort*, délaissier au profit des nouvelles), il a été jugé :

Que l'assuré est déchu de tous droits à l'indemnité quand il a faussement déclaré que sa maison était couverte en ardoises, alors qu'elle l'était pour partie en chaume (1).

Que l'assuré qui déclare sa maison séparée d'une grange par un *gros mur*, alors qu'il entre dans ce mur, moitié au moins de pans de bois, commet une réticence qui entraîne la déchéance (2). Et cette déchéance est indivisible ; elle porte sur les meubles et sur les immeubles.

Que l'assuré qui a faussement déclaré qu'il n'existait

(1) Pau, 18 mai 1887, *J. Assur.*, 1888-513 ; D. P. 88-2-225 ; Cass., 4 juillet 1883, *J. Assur.*, 1885-90 ; Bourges, 8 février 1886, *Rec. Périod.*, 1887-402.

(2) Agen, 23 avril 1893, *Rec. saint.*, 1894-139.

pas de scierie mécanique pour le bois est également déchu (1).

La déchéance ne saurait être opposée par la Compagnie, s'il était prouvé que son agent a inspecté le risque et établi lui-même la désignation des risques garantis (2).

Il existe *une* décision contraire ; même si la Compagnie, par son agent, avait vérifié les lieux, l'assuré serait déchu, alors qu'il est certain que l'assuré, avant de signer sa police, a *lu le contrat* (3).

Mais, il faut qu'il s'agisse de l'agent *mandataire* de la Compagnie, et non d'une tierce personne, intermédiaire ou courtier (4).

Le sous-agent n'est pas, lui non plus, mandataire de la Compagnie et ne saurait l'engager (5).

(1) Cass., 24 déc. 1894. D. P. 1895-1-260.

(2) Paris, 2 août 1844, D. P. 1845-2-8 ; Cass., 4 juillet 1883, S. 85-1-123. Cass., 28 mai 1888, S. 88-1-424 ; Cass., 25 juin 1889, D. P. 89-1-365 ; Cass., 24 mars 1896. *Rec. Period.* 1896-256 ; Cass., 7 mars 1898, *J. Assur.*, 1898-153.

(3) Lyon, 18 janvier 1898. *Rec. saint.*, 1898-362.

(4) Paris, 17 janvier 1867. D. P. 1869-2-70 ; Pau, 18 mai 1887, *J. Assur.*, 1888-513.

(5) Paris, 17 janvier 1867. D. P. 69-2-70 ; Trib. civil de Lyon, 16 mars 1888, *Rec. Period.*, 1889-539 ; Bourges, 22 février 1892, D. P. 1893-2-176 ; Grenoble, 21 juin 1892, *J. Assur.*, 1892-406.

§ III. — *Déclarations de l'assuré, relatives aux assurances déjà contractées sur le même risque.*

A) **Anciennes Conditions générales** (art. 10).

Lors de la souscription du contrat, l'assuré devait indiquer à la Compagnie, s'il avait fait garantir le risque, avant la date de la police ; indiquer les assurances qu'il avait souscrites à d'autres assureurs, soit sur les risques proposés, soit sur des objets faisant partie du même risque, et ce, sous peine de déchéance. Et la Compagnie stipulait qu'il n'y aurait entre elle et les autres assureurs aucune solidarité : l'indemnité lui incombant devant toujours être proportionnelle entre la somme couverte par elle et le chiffre total des assurances.

Il a été décidé qu'en présence de cette clause, si les autres assurances n'existaient plus au moment du sinistre, on ne produisait plus effet, les juges du fait pouvaient déclarer qu'il a été tacitement entendu que la société serait tenue de la totalité de l'indemnité (1).

B) **Nouvelles Conditions générales** (art. 22).

Les Nouvelles Conditions générales exigent simplement que l'assuré déclare la *co-assurance*, une fois le sinistre

(1) Trib. civ. de Saint-Etienne, 9 nov. 1896, *J. Assur.*, 1898-10. Cass., 6 mars 1899, *J. Assur.*, 1900-81.

survenu ; mais les Compagnies ont stipulé qu'elles pouvaient à tout moment demander à l'assuré s'il existait des co-assurances ; si l'assuré ne défère pas à la réquisition de la Compagnie, cette dernière pourra résilier la police à 45 jours de date par lettre recommandée ; la même faculté lui est réservée, si la Compagnie apprend l'existence de la co-assurance. Mais, du silence des textes nouveaux, on est obligé de déduire qu'une réponse inexacte de l'assuré, à moins de *fraude*, ne vicierait pas le contrat.

La déclaration qui nous occupe est parfaitement justifiée par l'intérêt de la Compagnie à connaître les assurances déjà existantes. Un assuré peut faire couvrir son risque par des Compagnies différentes, lorsque le montant total des assurances ne dépasse pas la valeur du risque. Mais, il peut advenir qu'un assuré souscrive plusieurs assurances, chacune pour la valeur totale de son risque ; il est évident que chacune ne saurait recevoir son exécution complète, puisque l'assuré en retirerait un bénéfice : il y aurait co-assurance entre les divers assureurs. C'est la solution pratique adoptée par les Compagnies : autrement l'art. 359 du C. de commerce pourrait faire décider que la première assurance en date doit seule jouer.

Quoiqu'il en soit, l'assureur a un grand intérêt à faire s'expliquer le proposant sur ce point : il verra s'il doit lui accorder ou lui refuser sa garantie.

Et les Nouvelles Conditions générales ont maintenu pour les assurances *cumulatives*, art. 22, l'obligation pour l'assuré de les déclarer lors de la *souscription* de la police,

et de les porter à la connaissance de la Compagnie au cours du contrat.

La Compagnie peut résilier la police dès qu'elle a connaissance du fait, avec préavis de 15 jours ; il est, en outre, stipulé que si ce délai de quinzaine excède la date de l'échéance de la prime, la Compagnie aura droit au quart de la prime.

En cas d'assurances cumulatives, les Nouvelles Conditions générales prévoient deux hypothèses :

Ou bien ces assurances ont été déclarées par l'assuré et les contrats produisent leur effet au marc le franc entre les assureurs existant réellement au jour du sinistre et garantissant le risque ;

Ou la déclaration n'a pas été faite et l'assuré sera considéré comme son propre assureur pour la part incombant aux contrats *caducs*.

SECTION II

Obligation de l'assuré au cours du Contrat.

§ I. — Paiement des primes.

L'assuré doit payer sa prime ; c'est une obligation fondamentale, cette prime étant le prix de l'assurance.

A moins de stipulation contraire, la première prime est payable, lors de la souscription de la police.

Sous l'empire des Anciennes Conditions générales, art. 12, la prime est portable. Pour que, de portable, la prime soit devenue quérable, il faudrait voir les juges du fond déclarer que le fait de la Compagnie d'avoir touché les primes au domicile de l'assuré, a eu pour résultat de déroger à la Convention originaire. A défaut de cette déclaration, l'assuré ne pourrait se prévaloir de l'usage où est la Compagnie de faire réclamer *officieusement* les primes par ses agents (1).

Et s'il est stipulé, dans la police, que même dans le cas où la Compagnie aurait fait réclamer officieusement les primes au domicile de l'assuré, celui-ci ne pourrait s'en prévaloir en faveur de la quérabilité, il s'agit, en l'espèce, d'une Convention licite et faisant la loi des parties (2).

Les Nouvelles Conditions générales, art. 10, admettent que les primes sont payables au *domicile* de l'assuré, à moins de stipulation contraire.

Quels sont les effets de non-paiement de la prime ?

La première prime est payable lors de la souscription de la police, et au lieu où le contrat a été signé. Si la po-

(1) Cass., 15 nov. 1852. S. 52-1-73. D. P. 1852-1-305 ; Rouen, 16 mars 1853, D. P. 1853-2-112. Cass., 16 déc. 1884. S. 85 1-121.

(2) Paris, 2 août 1883. S. 84-1-10. Toulouse, 11 mars 1885. *J. Assur.*, 86-120. Nancy, 17 octobre 1889. *J. Assur.*, 1890-130. Bourges, 7 nov. 1893. *J. Assur.*, 94-43. Agen, 25 juillet 1895. *J. Assur.*, 96-40. Toulouse, 19 mars 1896. *J. Assur.*, 96-533. *Contra*, Cass., 20 déc. 1887. D. P. 1888-1-16. Poitiers, 16 mai 1892. *Rec. Périod.*, 92-436.

lice était à effet différé, la première prime pourrait n'être payée que la veille du jour où l'assurance doit commencer : nous avons parlé de ce paiement pour les Nouvelles Conditions générales.

A) **Anciennes Conditions générales** (art. 12).

Les primes des années suivantes sont payées au comptant, à chacun des termes fixés par le contrat. Il est stipulé, de façon expresse, que la *seule échéance du terme* constitue l'assuré en demeure, sans qu'il soit besoin d'aucun autre acte. Et même, si la Compagnie avait fait présenter officieusement les quittances au domicile de l'assuré, ce dernier ne pourrait s'en prévaloir comme une dérogation à la règle qui précède ; il est, du reste, accordé un délai de grâce de 15 jours en général, à l'expiration duquel la Compagnie peut résilier le contrat.

Une fois ce délai expiré, si l'assuré n'a pas acquitté ses primes, l'assurance est *suspendue*, et l'assuré est déchu de tous droits à une indemnité quelconque.

La Compagnie n'en conserve pas moins le droit de poursuivre le recouvrement des primes échues. La police reprend son effet le lendemain à midi du jour où le paiement (en y ajoutant, le cas échéant, le remboursement des frais) a été effectué.

Mais l'assuré n'a pas le pouvoir de laisser ainsi suspendue, sans limitation de temps, la durée du contrat : le droit pour lui de faire reprendre effet à la police, au

moyen du paiement, n'existe que pendant un délai indiqué par les Conditions générales, à dater de l'échéance de la prime; passé ce délai, sans que le paiement ait eu lieu, le contrat est définitivement résilié de plein droit.

Au cas de poursuites, la police n'est résiliée qu'un an et demi (en général) après le dernier acte des poursuites.

Et le paiement de la prime échue, effectué pendant ou après le sinistre, ne donne à l'assuré aucun droit à l'indemnité.

Mais, en ce cas, si la Compagnie recevait le paiement en *toute connaissance de cause* et procédait, *sans réserves*, à l'expertise, elle ne serait pas recevable à invoquer la déchéance (1). Il importe donc que les agents précisent, en l'espèce, sur la quittance la date *exacte* du paiement.

La clause de la police qui prononce la suspension de l'assurance et la déchéance, au cas de non-paiement de la prime dans le délai imparti, est parfaitement valable (2).

Si la Compagnie a été dispensée de toute mise en demeure, la déchéance édictée contre l'assuré, qui n'a pas acquitté sa prime, est encourue par le seul fait de non-paiement (3).

(1) Agen, 5 déc. 1882. S. 83-2-222; P. 83-1-1113.

(2) Cass., 27 juin 1855, S. 56-142; D. P. 56-1-318; Cass., 16 juillet 1872, S. 73-1-383, D. P. 1873-1-98; *J. Assur.*, 74-89; Cass., 1^{er} déc. 1880, D. P. 81-1-112; Cass., 20 avril 1887, S. 87-1-381; D. P. 87-1-421; Dijon, 29 déc. 1885, D. P. 89-2-343. Trib. civ. Seine, 22 nov. 1894, *Rec. saint.*, 1895-603.

(3) Paris, 2 août 1883. Toulouse, 11 mars 1885, etc., précités.

B) Nouvelles Conditions générales (art. 10).

Les Nouvelles Conditions générales témoignent, une fois de plus, d'un bon vouloir à l'endroit de l'assuré.

Si la prime n'est pas payée à l'échéance, à la condition que 8 jours se soient écoulés depuis cette échéance, la Compagnie aura le droit de se dégager des obligations résultant pour elle du contrat. Elle adressera, à son assuré, au dernier domicile connu, une lettre recommandée ; cette lettre lui rappellera qu'il est en retard et qu'il doit s'acquitter, *maintenant*, au *siège* de l'Agence ; elle mentionnera : 1° que l'assuré bénéficiera, à dater de l'envoi de la dite lettre, d'un délai de 15 jours pour payer ; 2° le jour à partir duquel la garantie de la Compagnie ne jouera plus.

A l'expiration de ce délai, l'assuré est déchu, s'il ne s'est point acquitté. Et la Compagnie peut obtenir la résiliation de la police (par simple lettre recommandée), en conservant son droit au recouvrement judiciaire de la prime échue ; ou bien, elle peut rester dans cette sorte de *statu quo* : la police est suspendue quant au droit, en cas de sinistre, à une indemnité pour l'assuré ; mais la Compagnie n'ayant pas usé de son droit de résiliation, le contrat continuera son cours en ce qui concerne les primes dont le recouvrement pourra être poursuivi.

A première vue, il paraît y avoir quelque chose d'illlogique dans cette dernière proposition, l'un des contrac-

tants va toucher le prix de sa garantie alors que sa garantie n'existe plus.

M. Droz donne l'explication de cet article des Conditions générales : « La première idée qui vient, dit-il, est que l'unique sanction qui semblerait devoir s'attacher au non-paiement des primes, serait la résiliation avec dommages-intérêts. Mais il y aurait à cela un grave inconvénient pour les Compagnies. L'intervention des courtiers intéressés à ce qu'il y ait des résiliations incessantes, disposés parfois à indemniser l'assuré de la prime qu'il doit, en vue de transporter sa clientèle ailleurs, empêchent les Compagnies de se prêter à la résiliation des contrats, résiliation qui n'aurait pour sanction que des dommages-intérêts insuffisants et parfois irrecevables. Il y a des raisons pratiques qui, dans une certaine mesure, justifient une dérogation au principe du *do ut des*. L'allocation consentie à la Compagnie, sans que celle-ci doive rien en échange, paraît être pour celles-ci, dans l'état des coutumes actuelles, une sanction utile à la loyale exécution des contrats (1) ».

Durant les poursuites, l'assurance reste suspendue, et ne reprend son effet que le lendemain à midi du jour où la prime arriérée et les frais, y compris ceux de mise en demeure, auront été intégralement payés.

Nous ne trouvons plus de limitation à ce droit de suspension.

(1) Droz, p. 64.

La prime doit être payée par celui qui a souscrit le contrat, ou par celui au nom duquel il a été souscrit, en un mot par la personne à qui profite l'assurance.

La police a-t-elle été passée par un nu-propiétaire ? C'est à lui qu'incombe le paiement à moins de convention contraire. De même, le nu-propiétaire n'est pas obligé d'acquitter les primes d'une police souscrite par un usufruitier (1).

Si l'assuré vient à décéder, les polices stipulent que l'assurance continue de plein droit au profit des *héritiers* (Anciennes Conditions générales, art. 15) des *héritiers, légataires et donataires* (art. 12, § 1, Nouvelles Conditions générales), qui seront tenus solidairement au paiement des primes échues et à échoir, tant que l'héritier dans le lot duquel les objets sont tombés n'a pas fait transférer la police en son nom.

En cas de vente ou de donation des risques garantis :

Les Anciennes Conditions générales article, 16, § 1, décident que si, dans le mois, le nouveau propriétaire n'a pas fait par avenant transférer la police en son nom, celle-ci est résiliée de plein droit : et l'assuré doit, outre les primes échues, une indemnité égale à une prime annuelle. La Compagnie est, d'ailleurs, libre de ne pas accepter le nouveau propriétaire, et de résilier le contrat ;

Les Nouvelles Conditions générales imposent à l'assuré l'obligation de stipuler dans la *vente* que l'acquéreur con-

(1) De Lalande et Couturier, n° 329.

tinuera ce contrat, faute de quoi, et à moins que l'acquéreur n'ait consenti à cette continuation, le vendeur paiera à la Compagnie une indemnité égale à 20 0/0 des primes à échoir (art. 12, § 2).

Nous avons déjà traité cette question dans notre chap. II, section I.

En cas de faillite de l'assuré, si le syndic a fait transférer la police à son nom, c'est à lui, syndic, qu'il importe de payer les primes, et de les payer *intégralement*. C'est, en effet, un nouveau contrat qui se forme. La masse entendant bénéficier de la police doit en supporter les charges; elle devient *directement* débitrice; et les primes dont il s'agit ne subissent pas la loi du dividende; il n'est plus question de privilège (1).

Le contrat continuera-t-il? Oui, si l'assureur a consenti à le transférer au nom de syndic. Profite-t-il à la masse? S'il continue? Sans aucun doute; donc la masse doit fournir sa prestation (payer les primes) et les payer *intégralement*.

La même solution s'applique à la liquidation judiciaire (2).

La quittance est payable au lieu indiqué dans la police; à Paris, elle est signée du directeur et de son mandataire, en province, des agents.

(1) Cass, 16 avril 1904, S. 05-1-505. Paris, 31 mars 1908, S. 08-2-281.

(2) Voir notre article de *La Semaine* du 9 juillet 1916. Lyon-Caen et Renault, tome VII, n° 559.

Au cas de réduction sollicitée par l'assuré et acceptée par la Compagnie, elle ne saurait s'appliquer aux *primes échues*, à moins de ristourne consentie.

§ II. — *Déclarations des nouvelles assurances contractées par l'assuré.*

A) **Ancienne Conditions générales** (art. 15 bis).

A peine de déchéance, au cas de sinistre, l'assuré doit déclarer, par avenant, toutes les assurances qu'il pourra souscrire ultérieurement à d'autres assureurs, tant sur les objets garantis que sur ceux faisant partie du même risque. La Compagnie peut, lors de ces déclarations, résilier ce contrat, par lettre recommandée.

Une telle clause est parfaitement licite : la déchéance est encourue, même si la Compagnie n'en éprouve aucun préjudice. Les Tribunaux l'ont maintes fois jugé (1).

(1) Cass., 10 avril 1877, D. P. 1877-1-479 ; S. 1878-1-77 ; *J. Assur.*, 1878-201. Cass., 8 janvier 1878, S. 1878-1-446 ; D. P. 1878-1-223. Cass., 6 août 1884, S. 1885-1-213 ; D. P. 1885-1-75 ; *J. Assur.*, 85-153. Cass., 20 avril 1886, S. 1888-1-245 ; *J. Assur.*, 86-237. Riom, 28 mars 1888, *Rec. saint.*, 88 ; 237. Aix, 11 janvier 1889 ; *Rec. saint.*, 89-256. Paris, 29 nov. 1890 : *Rec. saint.*, 52-50. Trib. civ. Seine, 11 juin 1895 ; *Rec. saint.*, 95-394.

Voir pour les objets faisant partie du même risque, et assurés par une Caisse Départementale (véritables institutions d'Assurances mutuelles à primes fixes) :

Nancy, 4 juin 1898, S. 98-2-284. Lyon, 11 mars 1898, *J. Assur.*, 99-449. Cass., 20 déc. 1899, *J. Assur.*, 1900-145. *Rec. saint.*, 1900, 214, S. 1900-1-436 ; D. P. 1900-1-95.

La déclaration doit être *expressément* mentionnée si la police l'exige (1).

Cette déchéance est applicable dans le cas où l'assurance non déclarée serait expirée à l'époque du sinistre (2).

Elle porte même sur les risques qui ne se trouvaient pas compris dans la *police*, dont l'existence n'a pas été déclarée, car la police est, de sa nature, indivisible et chaque cause de nullité prévue entraîne la nullité du contrat *in integrum* (3).

Toute co-assurance doit être déclarée, portât-elle sur le chômage, quand le Contrat l'exige (4).

Si la police n'exigeait pas cette déclaration, la déchéance ne serait pas encourue, car le chômage constitue une stipulation indépendante de l'assurance contre l'incendie (5).

B) Nouvelles Conditions générales.

Nous renvoyons à cet égard à notre paragraphe III, de la section I du présent chapitre.

(1) Aix, 11 janvier 1889, *Rec.sainct.*, 89-256. Besançon, 14 mars 1902, *Rec. sainct.*, 1902 333. Alger, 26 juin 1902, *Rec. sainct.*, 1902-233.

(2) Paris, 17 janvier 1867, D. P. 89-2-70; Douai, 11 août 1870, *J. Assur.*, 70-115.

(3) Trib. civ. Seine, 7 avril 1887, *J. Assur.*, 1888-63; Trib. civ. Foix, 12 déc. 1891, *J. Assur.*, 1892-78.

(4) Amiens, 8 février 1889, *J. Assur.*, 89-194, D. P. 1892-1-49; Cass., 16 mars 1891, D. P. 1892-1-46.

(5) Aix, 20 janvier 1890, D. P. 90-2-169; S. 1889-2-77, D. P. 90-2-169; Cass., 7 août 1889, S. 90-1-207. D. P. 90-1-174.

§ III. — *Déclarations de changement de lieu du risque*

A) **Anciennes Conditions générales** (art. 17).

Avant de transporter les risques garantis dans des lieux autres que ceux désignés dans la police, comme aussi avant de transférer d'un lieu à un autre, l'effet de l'assurance des recours locatifs, des voisins, ou du propriétaire, de la foudre ou des explosions, l'assuré est tenu de le faire constater par avenant et de payer, le cas échéant, une surprime ; sinon, il est déchu de tous droits.

Cette déclaration est parfaitement justifiée : car le risque peut varier, changer même totalement, s'il est transporté en des lieux différents.

Si la Compagnie exige un supplément de prime, l'assuré a le droit de demander le résiliement ; mais avec paiement immédiat d'une indemnité (une prime en général).

La validité de cette clause est incontestable (1).

La déchéance est encourue alors même que antérieurement au sinistre, la Compagnie aurait fait encaisser la prime au domicile de l'assuré (2).

Et si la Compagnie exige un avenant, cet écrit ne serait pas remplacé par une déclaration verbale (3).

Mais il ne faudrait pas étendre, selon nous, les effets

(1) Cass., 4 août 1868, *J. Assur.*, 1869-21.

(2) Paris, 14 juin 1877, B. de Marsangy, 548 ; *J. Assur.*, 1878-5

(3) Nancy, 25 janvier 1901, *J. Assur.*, 1901-442.

de cette clause : l'assuré peut transporter, par exemple, les objets d'une *chambre dans une autre*, quand toutes les deux font partie du même appartement (1).

B) **Nouvelles Conditions générales** (art. 13).

L'assuré doit déclarer et faire constater, par avenant, le transport des risques assurés, dans les lieux autres que ceux visés dans le contrat, et le faire constater avant tout transport, sous peine de déchéance absolue.

Mais, en ce qui concerne le *meublier personnel*, si le transport ne remonte pas à plus de deux mois, et a eu lieu sur le territoire continental français, la déchéance entière n'existe pas : à la condition, pour l'assuré, de prouver que le risque nouveau n'est point passible d'une prime plus forte, d'après le tarif applicable quand la police a été souscrite. Si cette preuve est rapportée, l'indemnité subira une réduction de 25 0/0, sans que le total de la somme allouée puisse être supérieur à 20.000 francs.

Donc, pour tout autre risque que le meublier personnel, et pour ce dernier, si l'assuré ne rapporte pas la preuve dont nous venons de parler, la déchéance totale ou partielle est encourue, au cas de non-constatation de transfert par avenant, et avant tout transport.

La Compagnie a, du reste, le droit de résilier la police à 15 jours de date, ou d'exiger une surprime.

(1) Paris, 10 mars 1836 sous Cass., 12 juillet 1837. S. 38-1-129, P. 38-1-126.

Si le délai de quinzaine excédait la date de la prochaine échéance, la Compagnie aurait droit au quart de la prime.

L'assuré peut ne pas accepter la surprime demandée et obtenir la résiliation, moyennant le paiement des primes échues, et d'une indemnité égale à 20 0/0 de celles à échoir.

§ IV. — *Déclarations relatives aux circonstances qui peuvent aggraver le risque.*

Toutes les circonstances de nature à rendre plus lourde la responsabilité de la Compagnie doivent lui être indiquées : il lui appartiendra en toute connaissance de cause, soit de conserver le risque aggravé, sous sa garantie, avec ou sans augmentation de prime, soit de résilier le contrat, soit de réduire la part qu'elle avait, jusqu'ici, cru pouvoir conserver.

A) **Anciennes Conditions générales** (art. 18).

Les Conditions générales des polices mentionnent un certain nombre de faits considérés comme des aggravations de risque : ce sont, notamment des changements dans les constructions ou les couvertures, changements susceptibles d'accroître les chances d'incendie ; — l'établissement dans les bâtiments ou ceux contigus de fabriques, usines ou théâtres, ou de professions ou mani-

pulations augmentant les dangers du feu ; — l'introduction dans les lieux assurés de marchandises, denrées, produits ou objets quelconques qui aggravent les chances d'incendie.

S'agit-il d'une énumération limitative ? Nous ne le pensons pas : et en cas de contestation, les juges du fond ont plein pouvoir pour décider de l'aggravation.

Mais si le fait est expressément prévu, lors même qu'on prouverait que dans les circonstances où le feu s'est déclaré, l'aggravation n'a pu avoir aucune influence sur l'origine et le développement du sinistre, les juges du fond doivent appliquer la clause de déchéance (1).

Il appartient donc à l'assuré de faire connaître, par avenant, à la Compagnie, les circonstances aggravantes, et de payer, s'il y a lieu, un supplément de prime ; « faute de quoi, un sinistre survenant, il n'aurait droit à aucune indemnité ».

Les modifications aggravantes surviennent-elles dans la propriété contiguë, l'assuré sous la même sanction est tenu de les déclarer à la Compagnie par avenant (avec obligation de payer les primes additionnelles) — et dans le délai d'un mois (en général).

Quand la Compagnie est avertie des circonstances aggravantes, elle est libre de résilier le contrat ; de même si la Compagnie exige une surprime, l'assuré peut obtenir le résiliement, avec ou sans indemnité.

(1) Cass., 27 août 1878. S. 80-1-76.

Sont considérés comme aggravation de risques :

La vente et le dépôt d'huiles et essences minérales (1).

L'ouverture d'une communication entre divers bâtiments ne communiquant pas lors de la signature de la police (2).

La connaissance personnelle que l'agent aurait eue de l'aggravation ne pourrait équivaloir à la déclaration imposée à l'assuré (3).

Peu importe que l'aggravation ait disparu au moment du sinistre (4).

Mais il a été jugé que la déchéance ne saurait être opposée par la Compagnie, si l'agent a visité les lieux sous la conduite de l'assuré qui lui a fait connaître l'existence d'établissements voisins, et appelé son attention sur l'aggravation de risques pouvant en résulter (5).

B) Nouvelles Conditions générales (art. 13 bis).

Le nouveau texte énonce avec précision toutes les aggravations qui doivent être déclarées. M. Droz se croit autorisé à en conclure que : « l'assuré est exonéré de toute déclaration qui ne figure pas dans l'énonciation dont il s'agit (6) ».

(1) Agen, 18 février 1901, *Rec. Périod. saint.*, 1901-126.

(2) Trib. civ. Seine, 13 février 1891. *Rec. saint.*, 1891-94.

(3) Paris, 5 mai 1875, S. 75-2-214; Cass., 12 mars 1888. S., 88-1-261; Lyon, 23 janvier 1895, *J. Ass.*, 96-9.

(4) Cass., 5 août 1890, *Rec. saint.*, 1890-213.

(5) Paris, 9 mai 1902, *Rec. Périod. Saint.*, 1902-423.

(6) Droz, *loc. cit.*, p. 83.

Il est question :

1° De changement de construction ;

2° D'établissement dans les immeubles assurés ou ceux contigus, d'une fabrique, usine, salle de spectacle, d'une profession ou manipulation industrielle augmentant les dangers du feu :

3° De l'introduction dans les bâtiments assurés de denrées, marchandises, produits ou objets quelconques qui augmentent le danger du feu.

Ces aggravations ne doivent être déclarées que si elles sont susceptibles de donner lieu à une augmentation de primes.

Lorsque ces aggravations proviennent du fait de l'assuré, celui-ci doit en faire la déclaration préalable. L'agent qui connaît les tarifs lui indiquera si l'augmentation de primes existe (et par suite si la déclaration est de rigueur).

Proviennent-elles du fait d'un tiers ? L'assuré doit les indiquer aussitôt qu'il les connaît.

Quelle est la sanction de l'omission de déclaration ? Si l'omission est intentionnelle, la déchéance *absolue* est applicable.

Si l'omission n'est pas intentionnelle, et si l'aggravation constatée comportait une surprime, l'indemnité est réduite en proportion. La tarification de base est celle qui était en vigueur au moment de la souscription du contrat.

Le droit de résiliation de la part de la Compagnie et de l'assuré est exactement le même que pour le transfert ou transport des objets assurés.

§ V. — *Déclarations relatives aux mutations de propriété.*

L'assureur a le plus grand intérêt à connaître la personne même de ses assurés ; nous avons vu, en effet, combien était important le risque *subjectif*. Si cette personne vient à changer, la Compagnie doit en être informée.

En cas de vente (ou de donation), pour les Anciennes Conditions générales, nous avons parlé des déclarations imposées au nouveau propriétaire (chap. II, section I).

Au cas de décès de l'assuré, les Anciennes Conditions générales, art. 15, stipulent que l'assurance continue de plein droit au profit des héritiers jusqu'au jour où celui, dans le lot duquel ont été mis les risques garantis, en a fait la déclaration. Il en est de même dans les Nouvelles Conditions générales qui assimilent cependant la donation à la succession (art. 12, § 1).

§ VI. — *Faillite ou liquidation de l'Assuré.*

A) **Anciennes Conditions générales** (art. 16, § 2).

La déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire doit être faite dans le délai d'un mois et par avenant, à peine de déchéance. Cette déclaration incombe au failli ou à ses ayants cause ; la déchéance est opposable au

syndic, et la publicité qui entoure le jugement déclaratif ne saurait faire présumer nécessairement que la Compagnie a connu la faillite, car aucun acte spécial ne donne à cette publicité un pareil effet ; en tous cas, cette prétendue présomption légale ne saurait prévaloir contre les termes de la *police*.

Il importe peu que la Compagnie continue à percevoir les primes, s'il n'est pas établi qu'elle ait connu la situation (1).

Mais une simple suspension *momentanée* de paiement, même s'il y a eu protêts, si elle n'a pas entraîné l'interruption des opérations commerciales, n'entraîne pas la déchéance (2).

La Compagnie a le droit de résilier la police quand l'assuré lui déclare qu'il est en faillite.

B) **Nouvelles Conditions générales** (art. 12, § 5).

En cas de faillite et de liquidation judiciaire de l'assuré, la Compagnie a le droit de résilier la police et ce résiliement produire effet 15 jours après envoi d'une lettre recommandée. L'assuré n'est plus obligé à faire de déclaration ; on a estimé, dit M. Droz, que cet événement a une suffisante publicité pour être connue des

(1) Bordeaux, 23 août 1876. D. P., 78-2-52. Trib. Civ. Seine, 26 mars 1884, *J. Assur.*, 84-256. Paris, 17 nov. 1886, *J. Assur.*, 87-78.

(2) Besançon, 26 juillet 1895, *J. Assur.*, 96-122 ; S. 96-2-133. D. P., 96-2-55.

assureurs ; si la Compagnie use de son droit de résiliation, elle conserve les primes échues et payées ; et si le délai excédait l'échéance de la prime la plus proche, le quart de la prime serait dû à la Compagnie.

Les saisies mobilière et immobilière sont comprises dans le même article que la faillite et la liquidation judiciaire, et soumises aux mêmes règles.

§ VII. — *Réductions de l'Assurance.*

A) **Anciennes Conditions générales** (art. 21).

Les Anciennes Conditions générales étaient très rigoureuses, à cet égard. Elles donnaient à la Compagnie le droit en tout temps et à son gré de réduire le montant de l'assurance portant sur des marchandises, fabriques, usines, mobilier industriel, récoltes ou autres objets sujets à varier ou changer. Si l'assuré ne consentait pas à ces réductions, la Compagnie pouvait résilier la police en tout ou en partie.

Et pourtant, cette clause se justifiait très bien. Les fraudes sont nombreuses sur les risques en question ; un assuré peut exagérer sciemment son assurance afin d'obtenir une forte indemnité si la Compagnie ne peut, après le sinistre, arriver à connaître la valeur réelle des objets garantis. De même, l'assuré peut faire garantir ces risques pour leur réelle valeur et les faire disparaître, et réclamer, au cas de sinistre, une indemnité portant sur ces objets.

La jurisprudence avait admis la validité de cette clause (1).

Mais cette clause doit être interprétée de bonne foi et ne saurait autoriser la Compagnie à dépasser les limites au delà desquelles les risques cesseraient d'être couverts, en réalité (C. Civ., 1134, 1170, 1174).

La Compagnie, au cas de réduction ou de résiliation, dans cette espèce, restitue la prime payée dans la proportion du temps restant à courir et de la diminution effectuée sur la somme assurée.

B) Nouvelles Conditions générales (art. 15).

Cette clause n'existe plus dans les Nouvelles Conditions générales.

Si le risque *disparaît* totalement, la police cesse de produire effet et la Compagnie touchera, outre les primes échues, une indemnité égale à 20 0/0, sur celles restant à échoir. Le risque peut disparaître, par « cessation de commerce, dissolution de société, vente mobilière après décès, faillite ou liquidation judiciaire », disent les Nouvelles Conditions générales. Ce sont là, simplement, des exemples auxquels il ne faut pas donner « une portée trop compréhensive ; la dissolution de la société, la faillite, la liquidation judiciaire (notamment en cas de

(1) Paris, 11 février 1846, S. P., 46 1-628. — Rennes, 25 juin 1871, S. 71-2-275. — Toulouse, 28 avril 1885 sous Cass., 21 février 1887, S. 87-1-273.

Concordat) ne font pas nécessairement cesser l'assurance. Celle-ci peut continuer si, d'une part, il subsiste des risques assurables, si, d'autre part, la Compagnie n'use pas des facultés de résiliation. Notre texte n'est applicable qu'en cas de disparition du risque (1) ».

Si le risque est simplement *diminué*, soit par suite de diminution des sommes assurées, soit par suite de la disparition d'une circonstance aggravante, les primes peuvent être réduites par avenant, et moyennant paiement par l'assuré d'une indemnité de 20 0/0 sur les primes à échoir, indemnité calculée sur le montant de la réduction d'après le tarif en vigueur, lors de la souscription de la police.

Il est à remarquer que l'art. 15 que nous venons d'analyser contient le mot *peuvent*. La Compagnie a-t-elle le droit de refuser la réduction ? M. Droz répond par la négative. Son avis est précieux, puisque M. Droz a collaboré à la confection des Nouvelles Conditions générales. Pourtant, il eût été simple d'insérer le mot *doivent*, qui n'a pas le même sens.

(1) Droz. *loc. cit.*, p. 91.

CHAPITRE V

FIN DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat d'assurance peut prendre fin par l'arrivée du terme convenu : les polices sont faites pour 10 ans en général, mais aussi pour 1 an, 5 ans, 6 mois. Toute durée fixée par la Convention est légale ; et le jour où expire la police, le contrat est terminé, expiré. Parfois, les polices contiennent la clause de *tacite reconduction*, c'est-à-dire une clause aux termes de laquelle, si l'assuré ou la Compagnie n'ont pas, dans un délai préfixe, dénoncé le contrat, ce dernier continue à courir pour une même période de temps.

Il est des Compagnies qui donnent à leurs polices à tacite reconduction une *couleur* différente, et impriment en *gros caractères* la clause dont il s'agit, de manière à attirer l'attention de l'assuré ; on ne peut que les féliciter de cet usage.

La clause de tacite reconduction est valable (1).

(1) Cass., 23 février 1865, S. 69-1-199 ; Trib. Civ. Seine'

Mais il faut que son emploi soit autorisé par les statuts de la Compagnie (1).

L'arrivée du sinistre ne met fin au contrat qu'autant que le risque disparaît *totalelement*.

L'assurance prend fin, par la résiliation du contrat soit de la part de l'assuré, soit de la part de la Compagnie. Nous avons indiqué les principaux cas de résiliation.

18 juillet 1851 ; B. de Marangy, 2-22 ; Sic Grün et Joliat, n° 53 ; Alauzet, t. II, n° 523, *J. Assur.*, 1865-357.

(1) Agen, 14 mai 1865, B. de M., 2-300.

TITRE II

Du règlement des Sinistres.

CHAPITRE PREMIER

DES OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN CAS DE SINISTRE

En cas d'incendie, l'assuré doit user de tous les moyens en son pouvoir pour arrêter les progrès du feu, pour sauver les objets et arriver à les conserver. Les Anciennes, art. 22, et les Nouvelles Conditions générales, art. 16, contiennent, à cet égard, des stipulations expresses et nécessaires. Le soin de veiller à la chose ne s'arrête pas à l'instant où le sinistre éclate ; et pour stimuler l'assuré, les Compagnies s'engagent à lui tenir compte, dans le règlement des frais de déplacements et de dégâts, de tous ceux occasionnés pour atténuer le dommage.

L'inaction injustifiée de l'assuré entraînerait-elle, pour lui, la déchéance ? (si rien n'a été stipulé, en vue de cette hypothèse, dans la police.)

L'affirmative a été soutenue (1). On s'est basé sur les articles 1382 du C. civil et 475, alinéa 12, du C. pénal. La jurisprudence a même appliqué cette théorie (2).

On ne saurait admettre cette thèse.

L'art. 1382 vise un fait positif, non une simple inaction.

L'art. 475 du C. pénal édicte une peine de simple police contre ceux qui, légalement requis de prêter leur concours dans un incendie, auront refusé de le faire. De ce texte, ne peut se déduire aucune responsabilité civile.

Si l'assuré ne prend pas les mesures propres à arrêter les progrès du feu, la Compagnie a un recours contre lui, en *dommages-intérêts*, soit en vertu de l'art. 1383 du C. civil, soit en vertu de l'art. 1142 du même Code ; c'est la seule sanction juridique qui, en l'espèce, soit possible contre lui ; les dommages-intérêts sont en proportion du préjudice causé à la Compagnie ; ils peuvent être de la totalité de l'indemnité, auquel cas, la Compagnie opérerait la compensation (3).

Toutefois, si la déchéance était formellement insérée dans les polices, les tribunaux devraient la prononcer.

L'art. 1382 s'appliquerait si l'assuré avait *empêché* d'arrêter les progrès du feu par ses agissements (4).

Certaines obligations particulières sont, en outre, im-

(1) Persil, n° 168.

(2) Agen, 19 nov. 1852, B. de M., 2-141.

(3) Agnel et de Corny, n° 146. — Alauzet, t. II, n° 506.

(4) Caen, 24 mars 1862, B. de Marsangy, 2-259.

posées à l'assuré, et sous peine de déchéance, sauf le cas d'impossibilité constatée.

Aux termes des Anciennes Conditions générales, art. 22, il doit :

1° Avertir immédiatement de l'incendie l'agence où la police a été souscrite ou versée ;

2° Faire à ses frais la déclaration du sinistre devant le Juge de Paix du Canton, en mentionnant les circonstances dans lesquelles il s'est produit, ses causes connues ou présumées, ainsi que le montant approximatif des dommages ;

3° Fournir un état estimatif certifié par lui des objets détruits, sauvés ou avariés ;

4° Transmettre cet état à l'agence, dans les 15 jours de l'incendie, ainsi qu'une expédition de la déclaration d'incendie.

Les Nouvelles Conditions générales, art. 16, ont simplifié ces formalités. L'assuré donne, *dès qu'il en a connaissance*, avis du sinistre par écrit, à l'agence, fait parvenir, dans le *plus bref délai possible*, à la dite Agence, une déclaration qui contient les mêmes indications que celle jadis obligatoirement faite à la Justice de Paix ; il fournit dans le délai de 15 jours un état estimatif certifié des objet sauvés et détruits.

La peine, en cas d'inobservation de ces prescriptions, n'est plus la déchéance, mais le droit pour la Compagnie à une indemnité proportionnée au dommage que lui aura occasionné ce retard.

Il est à remarquer que les Nouvelles Conditions générales ne parlent plus de déchéance, à l'encontre de l'assuré qui ne prend pas toutes les mesures pour arrêter le feu ; nous retombons dans le droit commun ; il y aurait lieu, le cas échéant, à l'application des art. 1382, 1383 ou 1142 du C. civil.

CHAPITRE II

COMMENT A LIEU LE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

La Compagnie se voit saisie de la demande d'indemnité par la remise de la déclaration d'incendie, et l'envoi de l'état estimatif. Il est donc nécessaire de fixer le montant de cette indemnité, sauf le cas où l'assureur invoque la nullité du contrat ou une cause de déchéance. C'est alors à l'assuré qu'il appartient d'actionner la Compagnie, et on plaidera sur l'exception invoquée.

Ce cas, mis à part, la Compagnie doit immédiatement prendre toutes ses mesures pour satisfaire à son obligation de payer l'indemnité.

SECTION PREMIÈRE

Diverses sortes de règlement.

L'indemnité peut être fixée de trois manières (art. 25, Anciennes Conditions générales et 17, Nouvelles Conditions générales) bien différentes :

De gré à gré, d'un commun accord entre les parties, et sans qu'on procède à une expertise régulière. En pratique, ce mode est usité pour les petits sinistres, c'est-à-dire pour ceux dont l'importance n'excède pas, en général, le chiffre de *trois cents francs*.

Si cet accord amiable n'intervient pas, si le montant des dommages dépasse la somme de 300 francs, il est procédé à une expertise amiable, mais régulière et contradictoire. Chacune des parties désigne un expert. Les deux experts peuvent ne pas s'entendre ; ils choisissent, alors, un troisième expert, et tous les trois opèrent en commun à la majorité des voix. Les Anciennes Conditions générales décident que le tiers-expert peut être choisi, à la demande de l'une des parties, ou à la demande des deux, hors du lieu où réside l'assuré, art. 25, § 1 : c'est une mesure de précaution contre la partialité toujours possible. Les Nouvelles Conditions générales ne contiennent plus cette stipulation.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, il est désigné d'office « à la requête de la partie la plus diligente, par le président du Tribunal de Commerce et à défaut par le président du Tribunal de première Instance du lieu où la police a été souscrite ou versée (1) » (Anciennes Conditions générales, art. 25, § 2).

(1) Une police souscrite à l'agent de Toulouse peut, pour certains motifs (changement de résidence de l'assuré par exemple), être retirée de cette agence pour être « versée » dans l'agence de Tulle, c'est-à-dire qu'elle appartiendra à cette dernière agence.

« L'expert ou le tiers-expert est nommé par les dits Présidents, mais par les Présidents des Tribunaux de l'arrondissement où le sinistre s'est produit. Cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties, ou d'une seulement, l'autre partie ayant été convoquée par lettre recommandée. » (Nouvelles Conditions générales, art. 17, § 3).

La nécessité de prévenir l'autre partie évitera un abus qui pourrait consister en une présentation rapide de la requête par l'une des parties, à l'insu de l'autre : auquel cas cette dernière, empêchée par ignorance des faits de comparaître, ne peut pas discuter de l'expert proposé.

« Le Président auquel est dévolu le choix du tiers-expert ne fait pas œuvre judiciaire. Il est appelé à faire ce choix, comme pourrait l'être le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats, ou le Président de la Chambre syndicale ; et il est sans exemple qu'il ait refusé de faire l'indication qui lui est demandée (1). »

L'expertise amiable est obligatoire, (art. 26, Anciennes Conditions générales et 18, Nouvelles Conditions générales) ; mais les parties sont parfaitement libres de n'en pas accepter les conclusions, qu'il y ait eu unanimité dans les décisions prises, ou que des divergences se soient élevées entre les experts.

Les Anciennes Conditions générales décidaient parfois

(1) Droz, p. 97.

que l'assuré était non recevable à intenter en justice une action judiciaire, jusqu'à ce que les experts aient arrêté leur avis. C'était une stipulation un peu rigoureuse, car un seul expert pouvait indéfiniment et impunément retarder le règlement. D'autre part, l'assuré se voyait, de la sorte, privé du capital dont les intérêts ne pouvaient courir, même au cas de retard prolongé.

D'après les Nouvelles Conditions générales, art. 18 :

1° Si dans les 3 mois, à compter de la remise de l'état des pertes, l'expertise n'est pas terminée, une simple sommation rendra exigibles les intérêts ;

2° Si l'expertise n'est pas terminée dans les 6 mois, chacune des parties pourra procéder judiciairement.

Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert ; ceux du troisième expert sont supportés moitié par la Compagnie, moitié par l'assuré (art. 25, § 4, Anciennes Conditions générales et art. 17, § 4). Nouvelles Conditions générales.

Les parties doivent assister à l'expertise pour fournir aux experts tous renseignements utiles. Lorsque l'immeuble est occupé par des locataires, il importe que le propriétaire ou son assureur subrogé fasse sommation à ceux-ci, de même qu'à leurs garants, d'assister aux opérations. Cette formalité est considérable d'importance ; si le locataire est reconnu responsable du sinistre, l'expertise lui sera opposable (1).

La même observation s'applique aux voisins, et à tous

(1) Caen, 10 déc. 1861, *J. Assur.*, 62-1-45.

tiers quelconques, quand on suppose que la responsabilité du sinistre leur peut incomber.

Le fait par l'assureur de procéder à l'expertise lui enlève-t-il le droit d'opposer la déchéance encourue ? Certainement non, si la Compagnie fait insérer des réserves. Au cas où la Compagnie n'aurait point stipulé de réserves, la solution à donner est plus délicate. La déchéance ne serait plus opposable, si la Compagnie connaissait ou pouvait facilement connaître la cause de déchéance *avant le sinistre* ; il s'agit, du reste, d'une question d'espèce dont les Tribunaux décideraient selon qu'ils verraient ou non une renonciation implicite de la part de l'assureur dans son intervention.

Mais, si l'expertise seule était susceptible de révéler la déchéance (réticence commise par l'assuré), la Compagnie ne saurait être considérée comme renonçant à son droit d'exercer la déchéance, parce qu'elle a concouru au règlement (1).

L'expertise judiciaire est soumise à des règles identiques à celles de l'expertise amiable : sauf en ce qui concerne la nomination de l'expert, que le Tribunal fait d'office, à la place de la partie qui se refuse à choisir.

(1) De Lalande et Couturier, n° 809. — Agnel et de Corny, n° 153.

SECTION II

Comment l'indemnité est évaluée.

Une remarque capitale domine cette évaluation, à savoir que l'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré ; le but de l'assurance est, en effet, seulement de réparer les pertes réelles qu'il a subies ; s'il en était autrement, l'assurance deviendrait de la spéculation. Aussi, pour empêcher tout calcul déshonnête, est-il mentionné dans les polices qu'aucun chiffre énoncé dans le contrat ne peut être regardé comme preuve de l'existence ou de la valeur des risques atteints : cette existence, cette valeur, l'assuré doit en justifier par tous les moyens en son pouvoir ; les experts contrôlent ses déclarations, par l'interrogatoire des personnes, la vérification de comptabilité, l'examen des décombres (art. 7, § 1, Anciennes Conditions générales et art. 19, Nouvelles Conditions générales).

L'évaluation de l'indemnité comporte diverses opérations : fixation de la valeur des objets assurés avant le sinistre ;

Fixation de la valeur des objets sauvés ;

Déduction de la seconde de ces sommes de la première pour obtenir le montant de la perte.

§ I. — *Evaluation des objets assurés.* •

Cette opération est très difficile puisqu'elle porte sur des risques partiellement et parfois en totalité détruits. « Mais sa nécessité est évidente ; c'est en comparant la valeur de ce qui a été sauvé avec la valeur de ce qui existait avant l'incendie, qu'on peut se faire une idée exacte du dommage subi par l'assuré. Les Compagnies seraient à la merci de ce dernier, si elles ne cherchaient pas à se rendre compte de la consistance réelle, à l'époque du sinistre, des objets qu'elles ont garantis (1). »

Ce n'est point dire qu'en toute hypothèse, on procède à cette opération. Quand le dommage est peu important, quand la somme assurée est notoirement supérieure au préjudice, les experts évaluent purement et simplement les risques atteints. Voici un bâtiment dont la toiture seule a été partiellement détruite : on estimera à combien s'élèveront les réparations à effectuer, et cette somme formera l'indemnité.

Mais dans un sinistre important, il est essentiel d'évaluer les objets incendiés.

Pour arriver à s'éclairer sur ce point, les experts se baseront sur les déclarations de l'assuré contenues dans la police et dans l'état estimatif.

L'état, s'il est sincère, est le meilleur moyen, pour

(1) Rep. général, n° 370.

eux, de se faire une idée. Qui, mieux que l'assuré, peut connaître ses pertes? Une exagération des dommages faite de mauvaise foi, entraînera la déchéance.

Les évaluations de la police ne peuvent, en aucune manière, obliger la Compagnie : le contrat d'assurance est rédigé d'après les déclarations de l'assuré, et toutes les Conditions générales décident que la somme garantie ne peut être considérée comme preuve de la valeur, non plus que de l'existence des objets (art. 7, § 2, Anciennes Conditions générales et art. 19, § 1, Nouvelles Conditions générales). Cette clause évite des collusions entre agents et assurés : les premiers, pour percevoir de plus fortes commissions, feraient attribuer une majoration de valeurs aux objets garantis, ou assurer des risques supposés ; les seconds se prêteraient à cette combinaison dans l'espoir de toucher une indemnité plus forte.

Les experts contrôleront, comme nous l'avons indiqué, les évaluations de l'assuré, par l'audition de témoins, la présentation de titres, etc.

L'examen des décombres et du lieu du sinistre leur sera très utile pour éclairer leur religion : la grandeur des locaux est un indice de la quantité des marchandises qui pouvaient s'y trouver, etc.

Les objets sauvés sont susceptibles, par comparaison avec les mêmes qui ont été brûlés, de fixer l'idée des experts sur la valeur intrinsèque.

Comment doit-on estimer la valeur des objets? Les Conditions générales l'indiquent.

Les bâtiments, y compris les caves et fondations, mais en excluant la valeur du sol, sont estimés d'après leur valeur réelle comme prix de construction normale au jour du sinistre, en déduisant la vétusté (art. 27, § 1, Anciennes Conditions générales et art. 19 *a*, Nouvelles Conditions générales).

Les Nouvelles Conditions générales ajoutent : « Toutefois, s'il s'agit de menues réparations, il ne sera pas tenu compte de la vétusté ».

Les Anciennes Conditions générales stipulent : « Toutefois, s'il est bien établi que la valeur vénale, la veille de l'incendie, était inférieure au résultat ainsi obtenu, c'est cette valeur vénale qui servirait de base à l'évaluation ».

En ce qui concerne les bâtiments édifiés sur le terrain d'autrui, nous croyons devoir citer le commentaire très clair de M. Droz :

« Il est devenu fréquent que de simples locataires du sol bâtissent des immeubles sur le sol occupé par eux, soit qu'ils aient obtenu du propriétaire une promesse de vente, soit qu'ils entendent subir à l'expiration du bail l'aléa prévu par l'article 555 du Code civil. Aux termes de cet article, tel que la jurisprudence l'interprète, le locataire doit, si le propriétaire l'exige, enlever ses constructions à la fin du bail et n'a droit au remboursement des matériaux et de la main-d'œuvre, que si le propriétaire entend conserver les constructions. Cette situation a depuis un certain temps inquiété les Compagnies d'Assurance. Elles estiment que certains spéculateurs qui

ont construit sur un sol qu'ils détiennent en qualité de locataires, peuvent s'être trompés dans leur opération et ont intérêt à percevoir une indemnité qui représente la valeur de leurs constructions, plutôt que de réaliser l'achat des terrains dont l'option leur a été consentie. Elles estiment, à plus forte raison, que le locataire, qui n'a stipulé aucune promesse de vente, peut avoir plus d'avantage à avoir une action contre elles qu'à subir la loi de son bailleur. En conséquence, elle ont insisté pour que fût insérée, dans la nouvelle police, une clause aux termes de laquelle elles ne devront l'indemnité qu'en cas de reconstruction qui serait entreprise, dans le délai d'un an à partir de la clôture de l'expertise, la dite indemnité devant être versée au fur et à mesure de l'exécution des travaux. En cas de non-reconstruction, l'assuré n'aura droit qu'à la valeur des matériaux évalués comme matériaux de démolition. Qu'est-ce que cela signifie? L'assuré devant nécessairement conserver le sauvetage (on verra sous l'article 24 que jamais il ne peut être fait aucun délaissement) il faudra évaluer la valeur des matériaux dont se composait la construction, c'est d'après cette évaluation que sera fixé le montant du risque, déduction faite de la plus-value que la main-d'œuvre et le travail d'architecte auraient incorporée à ces matériaux. Toutefois, il a été consenti une exception à cette règle. Au cas où il serait démontré par un acte ayant date certaine avant le sinistre, que le constructeur a vis-à-vis de son bailleur un droit acquis au remboursement des construc-

tions dont celui-ci devra en fin de bail (moyennant un prix à forfait ou à dire d'experts) accepter la remise, la non-reconstruction ne pourrait être un empêchement à ce que le locataire se fit rembourser par la Compagnie de la valeur des constructions incendiées, dans la limite où le propriétaire s'est obligé. Cette dernière disposition dérive du principe que l'incendie ne peut être une cause de bénéfice (1). »

Les objets mobiliers et le matériel industriel sont estimés d'après leur valeur au jour du sinistre.

Pour les matières premières, denrées et marchandises, dont l'estimation doit (art. 27, § 2, Anciennes Conditions générales) avoir lieu d'après le cours du jour du sinistre, les Nouvelles Conditions générales (art. 19, § c) ont décidé que :

- 1° Elles seront évaluées au cours de la veille du sinistre ;
- 2° Dans cette évaluation, on comprendra les frais de transport.

Chez les fabricants et les fournisseurs, les marchandises fabriquées ou en voie de fabrication sont estimées à l'état brut, au cours d'achat du jour du sinistre, des matières premières augmentées des frais ordinaires de fabrication déjà faits ; toutefois si, par suite de circonstances quelconques, le prix de revient dépassait le prix de vente du cours du jour, celui-ci serait appliqué sous la déduction des frais restant à faire (art. 27, § 2).

(1) Droz, *loc. cit.*, p. 104-105 sous art. 19, § a. Nouvelles Conditions générales.

D'après les Nouvelles Conditions générales (art. 19, § d), pour obtenir l'évaluation de ces objets, on ajoutera la portion des frais généraux proportionnelle à l'importance des dits objets.

« Ces modifications, dit M. Droz, ne peuvent qu'être favorables aux assurés (1). »

§ II. — *Evaluation du sauvetage.*

Les exports procèdent alors à l'évaluation des objets épargnés par le feu : la valeur de ces risques qui ont été préservés, voire endommagés, constitue le *sauvetage*. Cette opération ne présente aucune difficulté, attendu que les objets dont il s'agit se trouvent sous la main des experts.

L'assuré reste propriétaire des objets sauvés : il a seul qualité pour diriger le sauvetage ; c'est à lui qu'incombe le soin d'exécuter les travaux nécessaires pour conserver à ces objets toute leur valeur. Mais si la Compagnie avait complètement dirigé le sauvetage, elle serait responsable de tout préjudice causé par sa faute (2).

De plus, aucun délaissement total ou partiel ne peut être fait par l'assuré (art. 31, § 2, Anciennes Conditions générales et art. 24, § 3, Nouvelles Conditions générales). Donc, la Compagnie n'est pas obligée, au cas où l'assuré

(1) Droz, 106.

(2) Cass., 13 janvier 1873, *J. Assur.*, 73-213 ; S. 73-1-70 ; D. P., 73-1-157.

jugerait opportun de le faire, d'accepter tout ou partie du sauvetage, contre paiement par elle de la valeur des choses assurées.

Le contrat d'assurance contre l'incendie est un contrat d'indemnité : aussi la Compagnie doit-elle indemniser l'assuré de ses pertes réelles, c'est-à-dire de tout ce qui n'a pas été sauvé, dans les proportions de la somme assurée. S'il y a des objets sauvés, c'est à l'assuré qu'ils reviennent.

Cette clause se comprend très bien. Comment les Compagnies arriveraient-elles à se défaire de ces laissés pour compte ?

Aux termes des Anciennés Conditions générales, art. 34, § 3, la Compagnie a le droit de reprendre en totalité ou en partie pour le montant de leur estimation, les objets avariés, et les matériaux provenant des bâtiments atteints par le sinistre. C'est une mesure de sage prévoyance, au cas d'estimation trop faible du sauvetage.

Les Nouvelles Conditions générales ne reproduisent pas cette stipulation ; elles ont voulu placer les parties sur un terrain d'absolue égalité ; le délaissement n'est pas opposable à l'assureur ; ce dernier ne doit pas pouvoir l'imposer à l'assuré.

La vente aux enchères du matériel et des marchandises peut être demandée par la Compagnie, si un accord immédiat n'intervient pas sur leur estimation ou leur vente amiable. On ne doit estimer comme sauvetage que les objets sauvés, et on ne doit pas tenir compte des res-

sources de l'assuré, ressources qui pourraient atténuer ses pertes (1).

§ III. — *Fixation du chiffre des pertes et de l'indemnité.*

Nous connaissons la valeur des risques ; nous connaissons la valeur du sauvetage. La perte subie s'obtiendra par une simple soustraction.

Les objets valaient	50.000
Le sauvetage est de	10.000
La perte s'établit ainsi	40.000

Mais la Compagnie n'est pas toujours tenue de payer le montant de la perte. L'indemnité ne sera égale à la perte que si l'assurance n'est pas inférieure à la valeur des risques.

Si l'assurance est inférieure à cette valeur, l'indemnité sera moindre que le dommage réel : il y aura application de la *règle proportionnelle*.

Supposons une personne qui a fait garantir pour 50.000 francs un bâtiment qui valait 100.000 francs. Le bâtiment est totalement détruit ; la Compagnie paiera 50.000 francs. Mais, si le bâtiment ne subit des dégâts que jusqu'à concurrence de 50.000 francs, la Compagnie ne devra que 25.000 francs.

« Les contractants sont à l'égard des risques dans les

(1) Droits d'usage dans les Forêts, Cass., 1^{er} mai 1869, S. 69-1-342.

mêmes rapports que deux co-propriétaires d'une chose indivise, dont le droit s'étend à chacune des parties de la chose, jusqu'à ce qu'un acte de partage ait fait cesser l'indivision en assignant à chacun une part déterminée. Si la chose est détruite en partie avant le partage, il est évident que l'un des co-propriétaires ne peut mettre la perte exclusivement à la charge de l'autre, et que tous deux sont tenus de la supporter en commun proportionnellement à la quotité de leurs droits indivis (1). »

Selon les Anciennes Conditions générales, s'il résulte de l'estimation de gré à gré, ou de l'expertise que la valeur des objets assurés excédait au jour du sinistre la somme garantie par la police, l'assuré supporte, comme étant son propre assureur pour cet excédent, sa part de dommages au marc le franc.

Comme le dit le *Répertoire général du Droit*, n° 399 : « le principe sur lequel repose la règle proportionnelle est très équitable. Quand on assure une somme quelconque sur un ensemble d'objets, l'assurance porte sur le tout, et non sur une partie déterminée de ces objets. Si l'assurance ne couvre pas la totalité du risque, elle ne le couvre que dans la proportion de la valeur assurée avec la valeur réelle des objets en risque. On ne peut raisonnablement soutenir, en cas de sinistre, que la partie proportionnelle garantie par l'assurance a seule brûlé ; il en résulte que la Compagnie ne doit pas *seule* supporter le

(1) Pardessus, t. III, n° 760.

dommage. Or, la partie proportionnelle des objets qui n'était point couverte par l'assurance était aux risques de l'assuré : c'est donc celui-ci qui doit prendre à sa charge la fraction du dommage dont l'assureur n'est pas responsable ».

On a prétendu détruire le principe de la règle proportionnelle, en disant que la Compagnie devait payer, au moins jusqu'à concurrence de la somme assurée. Ce qui revient à dire que, dans une assurance insuffisante, si la destruction par incendie était partielle, la Compagnie réparerait la totalité du dommage.

Il n'est pas, croyons-nous, inopportun de donner un exemple de règle proportionnelle.

Un immeuble valait.	150.000
Il est assuré pour	100.000
Il y a du sauvetage pour	60.000
La perte est de	90.000

La répartition des dommages peut être effectuée de diverses façons : par algèbre, ou par règle de trois.

Si pour 150.000 fr. il y a une perte de $\frac{90.000 \times 100.000}{150.000}$
 Pour 1 fr. la perte sera 150.000 fois
 moindre.

Et pour 100.000 fr., 100.000 fois plus forte :
 $\frac{90.000 \times 100.000}{150.000} = 60.000$ fr. à la charge de la Compagnie.

Cette dernière manière d'opérer est plus claire.

Les 30.000 francs qui restent sont à la charge de l'assuré.

On peut, avec le même exemple, montrer que la Compagnie voit son contrat jouer intégralement.

L'assuré est resté son propre assureur pour $1/3$; il participera dans cette proportion de $1/3$ aux pertes et au sauvetage.

Voici le calcul :

Perte pour l'assureur : $2/3$ de 90.000 =	60.000
» » l'assuré : $1/3$ de 90.000 =	30.000
Sauvetage pour la Cie : $2/3$ de 60.000 =	40.000
» » l'assuré : $1/3$ de 60.000 =	20.000
Total égal à la valeur du bâtiment =	150.000

La règle proportionnelle peut être rendue par cette formule

L'assureur paiera en argent =	60.000
» En sauvetage =	40.000
Total égal à son assurance =	100.000

$$\frac{V}{A} = \frac{P}{X} \text{ d'où } X = \frac{A \times P}{V}$$

A est la somme assurée,

V la valeur des objets garantis dans la police,

P la perte.

Dans les Nouvelles Conditions générales, la règle proportionnelle existe, avec cette addition : quand la police comporte plusieurs articles afférents à des objets de même nature, faisant partie du même risque (établissement) incendié, tarifés au même taux, la règle proportionnelle

n'est applicable que s'il y a insuffisance sur le total des capitaux (art. 21, § 2).

Il s'agit d'un virement de capitaux dans des conditions déterminées, qui pourra éviter l'application de la règle proportionnelle dans bien des cas ou une erreur d'estimation portait sur un ou deux articles.

L'assurance des risques locatifs est soumise à l'application de cette règle (art. 37 : Anciennes Conditions générales et 21, Nouvelles Conditions générales).

Quand un seul locataire détient les bâtiments, la somme assurée doit être égale au moins à la valeur *totale* des dits bâtiments ; sinon, il y a application de la règle proportionnelle.

Au cas de pluralité de locataires, l'assurance des risques locatifs, portant sur *15 fois* la valeur du loyer, couvre le locataire, sans application de la règle proportionnelle.

Au cas contraire, le dommage est réglé dans la proportion entre la somme assurée et le montant de *15 années* de loyers.

Cette règle de quinze fois la valeur des loyers peut être, au cas de responsabilité personnelle d'un locataire, bien insuffisante surtout à Paris. Aussi, les Compagnies, dans les Nouvelles Conditions générales, avertissent les assurés qu'ils peuvent contracter une assurance complémentaire de risques locatifs, assurance non soumise à la règle proportionnelle.

Les assurances de recours des voisins et de co-locataires n'y sont pas soumises non plus : c'est, qu'en effet, il est

impossible, par avance, de connaître l'étendue de la responsabilité qu'on peut, de ce chef, encourir ; et on ne saurait reprocher à un assuré une insuffisance pour une somme qu'il ne peut déterminer.

Au cas d'assurances multiples et de co-assurances, les Anciennes Conditions générales prescrivent que l'indemnité à la charge de la Compagnie n'existera que dans la proportion entre la somme couverte par elle et le chiffre total des assurances, sauf à l'assuré à se pourvoir contre les autres assureurs, art. 29 : la règle proportionnelle est applicable en l'espèce.

Supposons un immeuble valant . . .	200.000
Il est assuré pour . . .	150.000

à trois Compagnies :

Savoir à la 1 ^{re} pour.	75.000
» à la 2 ^e »	50.000
» à la 3 ^e »	<u>25.000</u>
	150.000

La perte est de : 100.000 francs.

$$\text{La 1^{re} paiera : } \frac{100\,000 \times 75.000}{200.000} = 37.500 \text{ francs.}$$

$$\text{La 2^e paiera : } \frac{100.000 \times 50.000}{200.000} = 25.000 \text{ francs.}$$

$$\text{La 3^e paiera : } \frac{100.000 \times 25.000}{200\,000} = 12.500 \text{ francs.}$$

Nous rappelons ce que nous avons dit des assurances multiples dans les Nouvelles Conditions générales, en ajoutant que la règle proportionnelle leur est applicable.

L'exagération des dommages, la dissimulation des objets sauvés, entraînent la déchéance, s'il y a mauvaise foi de l'assuré (1).

La déchéance s'applique, même lorsque la dissimulation ou l'exagération ne constituent pas le délit de tentative d'escroquerie, et que l'assuré a été acquitté par la juridiction correctionnelle (2).

Car il a été jugé que se rendait coupable du délit d'escroquerie, prévu par l'art. 405 du C. pénal, l'assuré sinistré qui présentait un état mensonger des dommages et dissimulait le sauvetage (3).

La déchéance est indivisible et s'étend à tous les objets garantis par la police (4).

La production de factures, quittances, œuvre frauduleuse de tiers est un délit d'escroquerie tant pour l'assuré que pour les complices, qui savaient les uns et les autres que les titres devaient être produits pour faire croire à l'existence de marchandises d'un prix se rapprochant de celui porté aux dites pièces (5).

(1) Cass., 27 déc. 1887. S. 90-1-125.

(2) Cass., 28 nov. 1893, *J. Assur.*, 1894-41. — Agen, 28 avril 1893, *Rec. saint.*, 1894-139.

(3) Agen, 14 juin 1871 ; B. de M., 369 ; S. 71-2-177. — Cass., 6 mars 1886. S. 86-1-444.

(4) Cass., 5 février 1856. S. 56-1-451 ; D. P., 56-1-344. — Cass., 11 mai 1869. S. 69-1-293 ; D. P., 69-1-418. — Limoges, 3 août 1883, *J. Assur.*, 84-293. — Riom, 3 janvier 1891, *J. Assur.*, 91-409. — Nîmes, 15 mars 1892, D. P., 94-1-397. — Rouen, 5 mai 1897, *J. Assur.*, 1898-153.

(5) Cass., 6 mars 1886, précité. — Cass., 10 déc. 1891, D. P., 92-1-252. Bordeaux, 2 mai 1890. S. 92-2-217 ; *J. Assur.*, 1891-3.

CHAPITRE III

QUE REPRÉSENTE L'INDEMNITÉ D'ASSURANCE ?

L'indemnité représente le *dommage éprouvé* par l'assuré, et non l'objet sinistré. La demande en indemnité n'a pas pour but d'obtenir le paiement d'une somme d'argent équivalente à un corps déterminé, dont par exemple, l'assuré se serait dessaisi au profit de la Compagnie : cette indemnité n'est pas le prix de l'objet. Bien au contraire, l'assuré conserve, intégral, son droit de propriété sur les objets assurés et atteints. En réclamant l'indemnité, l'assuré demande la *réparation d'un préjudice*, dont la Compagnie avait assumé la charge, contre paiement d'une prime annuelle (1).

La thèse contraire a été soutenue. On a dit : l'indemnité ne peut être considérée comme l'équivalent des primes

(1) Ruben de Couder, n° 226 ; de Lalande et Couturier, n° 147 ; Cass., 28 juin 1831. S. 31-1-292 ; Douai, 3 janvier 1873. S. 73-1-274.

payées ; elle est, la plupart du temps, de beaucoup supérieure à ces primes ; il n'existe pas d'échange de somme à somme ; quoiqu'il advienne, on paye les primes, tandis que l'indemnité n'est versée que s'il y a sinistre ; elle peut n'être jamais décaissée par l'assureur. Par suite, ce qui est fourni en retour des primes, c'est la chance, pour l'assuré, de conserver son bien, et l'obligation pour la Compagnie de verser la représentation des risques par elle garantis.

Si, en principe, l'indemnité n'égale pas les primes, ces dernières sont toujours en proportion des sommes assurées ; elles sont proportionnelles à l'indemnité éventuelle, elles sont le prix de l'*aléa* que la Compagnie accepte. Et ce n'est point parce que les primes ne sont pas égales à l'indemnité, que l'indemnité est la représentation de l'objet assuré (1).

La loi du 19 février 1889 considère, il est vrai, l'indemnité comme subrogée à la chose détruite au point de vue hypothécaire. C'est une loi spéciale ; tant que le principe qu'elle contient n'aura pas été *généralisé* par le législateur, on ne pourra soutenir que l'indemnité représente le risque.

Il a été jugé que l'indemnité payée par la Compagnie pour l'immeuble dotal n'est point dotale (2).

(1) De Lalande, n° 148.

(2) Pau, 31 mai 1893, D. 95-2-10 ; Nîmes, 20 juin 1860, *J. Assur.*, 61-369 ; Riom, 12 nov. 1894, B. de M. 2-392. Voir notre article dans *La Semaine* du 16 juillet 1916.

Mais, à notre sens, si tous les biens présents et à venir, meubles et immeubles étaient dotaux, l'indemnité serait dotale, non plus comme représentant l'immeuble mais comme meuble incorporel échéant à la femme.

Entre époux, l'indemnité prend la place du bien détruit ; il serait immoral que l'un d'entre eux eût intérêt à faire brûler le risque qui ne lui est pas propre et à s'enrichir, ainsi, au détriment de son conjoint. C'est ce qui arriverait, si l'indemnité tombait en communauté. Ainsi on a jugé que la femme, même renonçante à la communauté a, seule, droit à l'indemnité payée par suite d'un sinistre sur un bien qui lui est propre (1).

C'est une exception admise par la jurisprudence, au principe que nous soutenons. L'*indemnité* est la compensation de la prime (2).

Et le droit de retour stipulé dans un contrat de mariage ne s'exerce pas sur elle, si l'immeuble a péri, sur lequel portait le droit de retour. Le donateur, sans condition, ne peut exiger qu'elle soit employée à la réédification de ce bâtiment (3).

L'arrêt du Conseil d'Etat du 10 juin 1914 ne modifie pas notre opinion. Il admet qu'au cas d'incendie d'une Eglise, l'indemnité doit être employée à la reconstruction

(1) Bordeaux, 19 mars 1857, D. 58-2-61 ; Laurent, t. XXI, n° 285.

(2) Cass., 28 juin 1831. S. 1831-1-291.

(3) Nîmes, 20 juin 1860, *J. Assur.* 1861-369 ; S. 1861-2-358.

de cette Eglise. Le Conseil d'Etat a devancé le législateur ; mais son arrêt est critiquable.

L'indemnité est *mobilière* ; avant la loi de 1889, on en déduisait qu'elle tombait dans le patrimoine du débiteur assuré, et devenait le gage commun de tous les créanciers.

CHAPITRE IV

ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ

L'indemnité n'est due par la Compagnie qu'autant que celui qui la réclame prouve qu'il a qualité pour la recevoir. Le souscripteur, propriétaire des risques, est seul attributaire, à moins de cession régulière, à moins d'opposition connue de la Compagnie.

Les successeurs à titre universel ou à titre particulier ont droit à l'indemnité, dans les conditions que nous avons indiquées (décès, donation).

Même si l'acquéreur d'un immeuble a formé une demande en résolution de la vente, il peut contracter assurance pour cet immeuble, puisque la perte serait pour lui; dans le cas où la résolution de la vente serait prononcée, le bénéfice de l'assurance passerait au vendeur réintégré (1).

On peut appliquer les dispositions de l'arrêt qui précède à la vente à réméré (2).

(1) Cass., 11 février 1868, S. 68-1-180.

(2) Amiens, 21 mai 1823 et Paris, 30 juillet 1835. D. P., 1847-338 et 339.

L'adjudication sur folle enchère enlève au fol enchérisseur la propriété de l'immeuble adjugé, à dater du jugement d'adjudication, non point à partir de sa signification. Et, si dans l'espace de temps qui s'écoule entre le jugement et sa signification, le bâtiment est détruit par le feu, l'indemnité appartient à l'adjudicataire : elle n'est pas attribuée au fol enchérisseur (1).

L'immeuble est-il consumé avant le jugement de folle enchère, l'indemnité appartient au fol enchérisseur (2).

Le locataire qui s'est réservé, dans le bail, le droit d'acquérir, à la fin de sa jouissance, le bâtiment, l'immeuble loués, peut les faire assurer pour son compte, sous réserves de la ratification postérieure du contrat par le propriétaire (même après l'incendie) : c'est au propriétaire que revient l'indemnité. Si ce dernier ne donnait point sa ratification, le contrat serait résolu, au jour de sa passation (3).

Les assurances contractées pour le compte de qui il appartiendra, profitent aux tiers propriétaires des risques sinistrés : elles leur confèrent une action directe contre l'assureur (4).

(1) Cass., 5 février 1856, S. 56-1-451, D. P., 1856-1-334.

(1) Cass., 3 juin 1893, D. P., 1894-1-118.

(3) Cass., 7 mars 1842, S. 43-1-307.

(4) Cass., 18 mars 1890, *J. Assur.* 1890-205. S. 1893-1-139 ; D. P., 1890-1-411. — Trib. civ. Seine, 14 juin 1890, *Rec. suinct.*, 1890-299, *J. Assur.*, 1891-3. — Baudry, *Des oblig.*, n° 160 ; Colmet de Sauterre, t. V, n° 33 bis ; Aubry et Rau, t. IV, p. 312 ; Demolombe, t. XXIV, n° 255 ; Larombière, t. I, p. 124. Notre article dans *La Semaine* des 18 et 26 nov. 1916.

Les polices stipulent que le *règlement* s'effectue toujours avec le signataire et que les exceptions qui lui sont opposées s'appliquent aux tiers (art. 9, § 2, Anciennes Conditions générales et 23, Nouvelles Conditions générales).

Mais encore importe-t-il, quant au paiement, que les tiers se fassent connaître : dans le cas contraire, et en l'absence de toute opposition, la Compagnie serait valablement déchargée par le paiement entre les mains de son assuré.

Nous avons vu dans quelles conditions les Compagnies acceptaient la garantie des nu-propriétaires et des usufruitiers ; l'indemnité, quel que soit le souscripteur de ces deux personnes, n'est par elle versée que contre leur quittance *collective*. La clause stipulant cette quittance collective est toujours insérée dans les conditions particulières.

En l'absence de cette clause formelle, une distinction s'imposerait :

A) L'assurance a-t-elle été souscrite avant la constitution de l'usufruit ?

A la condition, si les polices l'exigent, que les déclarations aient été faites au cas de mutation de propriété, l'usufruitier et le nu-propriétaire auraient droit à l'indemnité proportionnellement au dommage subi par chacun d'eux.

B) L'assurance a-t-elle été souscrite après la constitution d'usufruit ?

Si l'assurance a été contractée par l'usufruitier seul, ce

dernier aurait seul droit à l'indemnité, même si l'assurance avait porté sur la valeur totale du risque : la Compagnie, en effet, ne connaît que lui, elle n'a de liens juridiques qu'avec lui (1).

Il a été soutenu que le capital, en ce cas, doit être remis au nu-propiétaire, une fois l'usufruit expiré, et que l'intérêt seul de l'indemnité revenait à l'usufruitier (2). — N'est-ce pas perdre de vue que le nu-propiétaire est un tiers pour la Compagnie qui ne le connaît pas. Il n'est pas ici question de régler les rapports des deux parties : nu-propiétaire et usufruitier.

Si le nu-propiétaire seul a souscrit la police, il a droit exclusivement à l'indemnité, et dans les proportions de la valeur de son droit. Même dans le cas où l'assurance couvrirait la totalité du risque, on ne saurait dire que la Compagnie ayant touché les primes, en conséquence, ne verse qu'une indemnité partielle. L'assuré aura fait garantir une somme trop forte, et c'est l'application toute simple des règles ordinaires : il ne saurait retirer de l'assurance un bénéfice (3).

Il semble que doivent être modifiées ces solutions, quand les primes ont été payées par les deux parties, et que la Compagnie a eu connaissance de la situation, en délivrant la quittance au nom des deux (4).

(1) De Lalande et Couturier, 410 et 411.

(2) Laurent, t. I, n° 530.

(8) Besançon, 26 février 1856, S. 56-2-308.

(4) De Lalande et Couturier, 412.

La fixation de l'indemnité, en dehors de toute clause, est faite de la façon suivante : on estime la valeur de la pleine propriété, et on en déduit celle de l'usufruit calculée soit sur les tables de mortalité, eu égard à l'âge de l'assuré, soit d'après le temps restant à courir jusqu'à l'extinction de l'usufruit, si ce dernier doit cesser à une date déterminée.

L'indemnité se rapportant à des biens communs, durant la communauté, tombe dans l'actif de la communauté.

Si l'incendie du bien commun se produit après la dissolution de la communauté, *avant sa liquidation*, chacun des époux a droit à cette indemnité, droit proportionnel à sa part de communauté. Et si, par exemple, en ce cas, le mari avait mis le feu, la déchéance qui lui est opposable ne le serait pas à la femme : ce crime est un fait de force majeure à son égard. La Compagnie lui paierait sa part, sauf à exercer un recours contre le mari ; la Compagnie ne saurait prétendre que la créance de la femme est subordonnée à la liquidation (1).

Avant la loi du 19 février 1889, l'indemnité tombait dans le patrimoine du débiteur et devenait le gage commun des créanciers (art. 2092, C. civil) : n'étant pas la représentation de la chose, tous les droits de préférence disparaissaient avec le risque (2) : de même, le propriétaire, le voisin ou le tiers lésé n'était point préféré.

(1) Nancy, 30 mai 1856, S. 56-2-217.

(2) Cass., 28 juin 1831, S. 31-1-291 ; Bordeaux, 30 mai 1877, J. Assur., 79-51.

Les créanciers inscrits, pour pallier à ce résultat, se faisaient consentir, dans l'acte d'obligation, une cession expresse de l'indemnité d'assurance ; ils signifiaient ce transport à la Compagnie, en conformité de l'art. 1690 du Code civil.

Les propriétaires usaient d'un moyen détourné ; l'assurance du risque locatif a pour effet de garantir l'*action éventuelle* du bailleur qui est donc libre de la faire naître.

Les propriétaires s'adressaient à l'assureur du locataire ; ils lui promettaient de ne pas user de leur droit, et la Compagnie leur versait une partie de l'indemnité. De la sorte, la Compagnie versait seulement une partie de l'indemnité, alors que l'action du propriétaire aurait pu l'obliger à se libérer totalement entre les mains de ce dernier qui, lui-même, touchait une somme supérieure à celle lui revenant dans le cas de distribution au marc le franc (1). Cette transaction avait été sanctionnée.

Aujourd'hui, grâce à la loi du 19 février 1889 la subrogation est de droit, pour les créanciers privilégiés et hypothécaires : une simple opposition arrête le versement de l'indemnité entre les mains de leur débiteur ; il en est de même pour les indemnités dues par le locataire et le voisin.

Une loi du 23 mai 1913 (alinéa 8 ajouté à l'art. 2102 du Code civil, a créé un privilège au projet de la per-

(1) Cass., 5 février 1878, D. 78-1-161.

sonne lésée ou de ses ayants droit, en cas d'assurance de responsabilité.

Est privilégiée : « La créance née d'un accident (et l'incendie est compris dans ce terme général d'accident), au projet des tiers lésés pour cet accident ou de leurs ayants droit sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît qu'a été reconnu judiciairement débiteur à raison de la convention d'assurance.

« Aucun paiement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés n'auront pas été désintéressés. »

CHAPITRE V

QUI PEUT EXERCER L'ACTION EN PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ ?

La femme mariée ne peut réclamer en *justice* le paiement, sans l'assistance de son mari. Il en est ainsi, même en cas de séparations de biens (1). En ce cas, le mineur non émancipé doit être représenté par son tuteur.

Toutefois, il peut être procédé à un règlement *amiable* avec la femme séparée de biens, et la femme dotale pour ses paraphernaux (2).

On a soutenu qu'il était impossible à la femme d'accepter l'expertise sans l'autorisation de son mari, la reconnaissance de l'exactitude des appréciations des experts, étant, disait-on, une *transaction*.

La Cour de Toulouse a fait justice d'une telle assimilation. La transaction suppose un abandon au moins partiel d'un droit prétendu ; et l'acceptation du travail des experts implique uniquement, de la part de l'assuré, la reconnais-

(1) Cass., 13 nov. 1844, S. 45-1-45.

(2) Toulouse, 4 mars 1895, *Rec. périod.*, 1895-449.

sance de la régularité, de l'exactitude de ce travail fixant le quantum des dommages. La femme dotale a, quant à ses biens paraphernaux, la même capacité que la femme séparée de biens ; or cette dernière peut parfaitement procéder à un règlement amiable.

Et la Cour donnait cet argument d'une logique serrée. La femme, quant à ses biens paraphernaux, ayant qualité pour contracter une assurance-incendie, doit pouvoir faire les actes qui sont la conséquence, l'exécution de la police souscrite : l'expertise amiable à n'en pas douter figure au nombre de ces actes. Puis, le droit à l'indemnité n'est-il pas une créance, un capital mobilier ? Et la femme séparée quant à ses biens paraphernaux, n'a-t-elle pas le droit de toucher ses créances, ses capitaux mobiliers et de donner quittance ! Nous supposons, bien entendu, un règlement *amiable*.

La Compagnie peut-elle exiger la justification de remploi quand il s'agit d'un immeuble dotal ?

La question est très délicate, et la jurisprudence est très divisée. En principe, l'indemnité ne représente pas l'objet détruit ; l'incendie n'est pas une aliénation et la loi ne prescrit le remploi que dans cette hypothèse (1).

La Compagnie n'aurait donc pas à se préoccuper du remploi ; le contraire a, cependant, été jugé (2).

Et devant la tendance de la jurisprudence à admettre la représentation des biens par l'indemnité, les Compagnies

(1) Trib. civ. Bordeaux, 3 mai 1859, B. de M., 3-75.

(2) Lyon, 31 août 1850, B. de M., 3-83 (Voir chap. in).

doivent prendre toutes précautions en présence du régime dotal.

En cas de doute et de résistance de la part des assurés, selon nous, elles agiraient prudemment en payant entre les mains d'un administrateur-séquestre judiciaire.

Au cas de décès de l'assuré, la Compagnie a le droit absolu d'exiger la production de tous titres justificatifs : actes de notoriété, intitulés d'inventaire, et d'exiger la signature de tous les ayants droits ou de consigner.

Au cas de faillite ou de liquidation judiciaire, c'est au syndic ou au liquidateur qu'il appartient de toucher l'indemnité d'assurance.

Quand la Compagnie est saisie d'oppositions, elle ne peut verser l'indemnité que s'il y a mainlevée de ces oppositions, à la condition que les créanciers et l'assuré soient d'accord sur le montant des créances, et que le total des créances n'absorbe par le total de l'indemnité ; de même, tous les créanciers peuvent intervenir à la quittance pour approuver le paiement.

S'il s'élève des contestations, la Compagnie n'a pas à se faire juge du montant des créances, ni du rang ou du mérite des oppositions ; elle a le droit, en conséquence, de consigner, et sa consignation devra être précédée d'offres réelles, la loi ne la dispensant pas de cette formalité. Les offres réelles ne sont pas inutiles, puisque l'assuré pourrait avoir les mainlevées en tous cas, la signification dont il s'agit l'obligera à motiver son refus d'accepter l'indemnité.

La Compagnie a-t-elle la faculté de conserver par devers elle l'indemnité, sans consigner ? Répondre affirmativement serait admettre une solution peu équitable ; il nous paraît qu'à première réquisition il importe à l'assureur de consigner.

CHAPITRE VI

LIEU ET ÉPOQUE DU PAIEMENT

D'après les Conditions générales des polices, le paiement s'effectue à l'agence où le contrat a été souscrit ou transféré (art. 33, Anciennes Conditions générales et 25, des Nouvelles Conditions générales).

Les Compagnies s'empressent de payer, aussitôt le montant de l'indemnité fixé, aussitôt toutes les pièces justificatives fournies par l'assuré.

Il faut, pourtant, prévoir la mauvaise volonté de l'assureur à s'acquitter, et se demander si l'assuré a des moyens légaux pour le contraindre à s'exécuter. Nous croyons que si la discussion portait, non sur le principe mais sur le *quantum* de l'indemnité, l'assuré pourrait obtenir le versement d'une portion de cette indemnité (1).

Le retard non motivé est blâmable et il expose la Compagnie de mauvaise foi à payer des dommages-intérêts, distincts des intérêts méritoires qui courent, à dater

(1) De Lalande et Couturier, n° 526.

de la sommation (1) (art. 1153, Code civil, loi du 7 avril 1900).

Le fait par l'assuré de toucher le montant de son indemnité, sans faire de réserves, implique sa renonciation à toutes sommes quelconques relatives au même sinistre. Il en serait autrement si sa prétention portait sur une rectification pour erreur dans les calculs (2).

Mais si, par exemple, l'assurance garantissait à la fois du mobilier et du recours de voisinage, la quittance sans réserves de l'assuré relative au mobilier ne mettrait pas la Compagnie à l'abri d'une action pour les risques de voisinage. Il s'agit de deux risques distincts, de deux assurances différentes ; et les voisins ne peuvent attaquer l'assuré que plus tard ; à ce moment, la Compagnie lui devra garantie, de ce chef, le cas échéant et dans les limites du contrat.

La Compagnie, qui a payé sans réserves, a perdu *ipso facto* tous droits à opposer des exceptions contre l'action de son assuré ; elle pourrait, seulement, au cas de fraude ou d'erreur, alléguer qu'il y a eu, de sa part, paiement de l'indu.

(1) Voir Cass., 19 juillet 1852, S. 53-1-33. — Cass., 21 avril 1880, S. 81-1-123. — Cass., 15 mars 1881, S. 81-1-464. — Nancy, 23 juin 1873, S. 73-2-206.

(2) Cass., 19 juillet 1852, S. 53-1-33.

CHAPITRE VII

PRESCRIPTION DE L'ACTION EN PAIEMENT D'INDEMNITÉ

Il importe, en matière de sinistre-incendie, que le règlement soit rapidement effectué : les traces des dégâts pourraient avoir disparu, l'évaluation des dommages serait très difficile, si les assurés pouvaient n'actionner la Compagnie qu'un temps très long après ce sinistre.

Les Anciennes Conditions générales décident que les dommages doivent être réclamés en justice par l'assuré, dans un délai de *six mois* (en général), à dater du jour de l'incendie ou des dernières poursuites. Une fois ce délai expiré, l'action est prescrite et la Compagnie n'est plus tenue (art. 36).

Les Nouvelles Conditions générales ont apporté des modifications. L'action ne se prescrit que par *un an*, à compter soit du sinistre, si celui-ci n'a pas été déclaré à la Compagnie ; soit de la clôture de l'opération d'expertise, et, dans tous les cas, de tout acte interruptif de prescription, selon les art. 2241 et suivants du C. civil (art. 29).

Ce délai court à dater du jour où l'assuré ou son représentant (celui qui gèrait la chose) aura eu connaissance de l'incendie ; il court contre les mineurs et tous incapables. Si la Compagnie accepte le règlement, la prescription se transforme en une prescription de *trente ans* à dater de cette acceptation.

Si l'action de l'assuré a pour cause le recours d'un tiers (tout recours garanti par la police), le délai ne court que du jour où le tiers actionne l'assuré.

Ces clauses régissant la prescription, et notamment sa durée, sont licites (1).

Mais la déchéance résultant de cette prescription ne saurait être opposée à l'assuré, lorsque la Compagnie a reconnu le principe de sa dette et retardé les poursuites de l'assuré (2).

Les mots « à dater des dernières poursuites », employés par les Ancienne Conditions générales, veulent dire que l'action doit être intentée dans les six mois du sinistre ou des réclamations ou poursuites extrajudiciaires qui suivent immédiatement le sinistre (3) ; ils doivent être entendus dans le sens de poursuites de l'assuré ou d'un tiers l'ac-

(1) Cass., 1^{er} février 1853-1-892 ; D. P. 53-1-77 ; *J. Assur.*, 53-77. Cass., 16 janvier 1865, *J. Assur.*, 1865-119 ; S. 65-1-80 ; Cass., 6 août 1874, B. de M., 1-158 ; Cass., 1^{er} mai 1897, S. 98-1-219.

(2) Paris, 28 nov. 1889, S. 91-2-77 ; D. P. 90-2-191 ; *J. Assur.*, 90-149, *Rec. saint.*, 1890-44.

(3) Cass., 26 avril 1892, *J. Assur.*, 1892-214 ; S. 92-1-304.

tionnant ; mais la jurisprudence n'a jamais tranché nettement la difficulté (1).

Les Nouvelles Conditions générales sont très claires à cet égard.

Sous l'empire des Anciennes, il a été jugé que constituaient des actes interruptifs de prescription :

Une citation en conciliation devant le Juge de Paix, à la requête de l'assuré, suivie d'un ajournement en paiement dans le mois à partir de la date du procès-verbal de non-conciliation (art. 57, C. Pr. Civile) (2) ;

Les pourparlers amiables (3).

N'interrompent pas la prescription :

Une citation en référé (4) ;

La nomination d'experts amiables (5) ;

Une instruction criminelle dirigée contre inconnu non plus que la détention de l'assuré prévenu d'incendie volontaire, détention qui ne l'empêche pas d'actionner la

(1) Cass., 6 août 1874 ; B. de M., 1-158.

(2) Douai, 4 déc. 1893, S. 94-2-142.

(3) Trib. civ. Seine, 17 juillet 1883, S. 86-2-49.

Trib. civ. Seine, 6 février 1887, *Rec. saint.*, 87-177. Grenoble, 7 nov. 1887, *Rec. saint.*, 1888-429. Trib. civ. Lyon, 13 juin 1893, *Rec. saint.*, 1894-19.

(4) Cass., 5 juin 1883, S. 1884-1, *Rec. saint.*, D. P. 1883-373.

(5) Trib. civ. Belfort, 4 déc. 1888, *J. Assur.*, 1889-67.

Contra : de nombreux jugements, notamment Besançon, 18 mars 1887, *J. Assur.*, 87-187, S. 90-2-77 ; Douai, 4 déc. 1893, S. 94-2-142 ; Paris, 20 juin 1894, S. 95-2-168 ; D. P. 1895-2-72.

Compagnie, sauf au juge à surseoir : le criminel tenant le civil en état (1).

Les Nouvelles Conditions générales se réfèrent, à cet égard, purement et simplement au Code civil.

(1) Toulouse, 4 juin 1888, S. 1890-2-77 ; *J. Assur.*, 88-516.

CHAPITRE VIII

DE LA RÉSILIATION APRÈS SINISTRE ET DE LA CESSION DE DROITS

A) Anciennes Conditions générales.

La Compagnie, après un sinistre déclaré ou non, peut, quelle que soit son importance, résilier la police atteinte et sans restitution de prime (art. 34).

(Ce droit de résiliation, quelles que soient d'ailleurs les Conditions générales, ne saurait pas ne pas exister ; en effet, le risque a été modifié par le sinistre, et la Compagnie peut ne plus vouloir assurer, les conditions étant changées ; d'autre part le sinistre a peut-être montré à l'assureur, que l'assuré ne justifiait pas de son aptitude à être assuré ; la Compagnie avait peut-être mal jugé du risque et de l'assuré.)

La Compagnie peut résilier toute les autres polices de l'assuré, mais en remboursant au prorata du temps restant à courir pour finir l'année d'assurance, les primes afférentes à ces polices sauf au cas d'exagération des dommages, de détournements, dissimulation, ou de sinistre volontaire.

B) **Nouvelles Conditions générales** (art. 26).

La Compagnie a le même droit ; mais elle est tenue à consentir ristourne, si les indemnités payées pendant l'annuité sont inférieures au prorata de prime qui reste à courir (pour la police sinistrée) ; elle fait ristourne pour les autres polices.

Ce résiliement est à effet de 15 jours à dater de l'envoi d'une lettre recommandée, excepté dans le cas d'exagération de dommage, de détournement etc... : si ce délai excédait la date de la prochaine prime, le quart de cette prime serait acquis à la Compagnie. Il y aura, dorénavant, réciprocité de droits : l'assuré peut résilier, dans les mêmes conditions, que la Compagnie, si cette dernière use de son droit, moyennant le paiement d'une indemnité de 20 0/0 des primes restant à échoir.

Cette faculté se produit, au cas où la Compagnie résilierait le seul contrat atteint, l'assuré peut résilier les autres polices souscrites par lui.

Aux termes des Conditions générales de la police, la Compagnie devient cessionnaire (et non subrogée, comme disaient à tort les Anciennes Conditions générales) des droits de l'assuré contre tous tiers responsables et contre leurs assureurs. Les Anciennes Conditions générales, art. 35, parlaient de tous *garants* ; ce terme ayant disparu dans les Nouvelles Conditions générales, art. 27, nous estimons, par exemple, que la Compagnie n'est pas, sous

leur empire, cessionnaire, de par la police, à l'encontre d'un co-assureur dont la quote-part serait payée par la Compagnie : ce qui se produit dans le cas où un tiers a fait assurer pour compte des marchandises ne lui appartenant pas, et déjà couvertes au nom de leur propriétaire, par une Compagnie différente : ce tiers n'est pas reconnu responsable du sinistre, supposons-nous ; donc les deux assureurs viennent en co-assurance sur ces marchandises. L'assureur pour compte refuse d'intervenir au paiement, et la Compagnie indemnise totalement son assuré : le propriétaire. Jadis, il y avait *cession*. On arrivera, dans la pratique, à tourner la difficulté par un paiement constituant une simple avance de fonds, pour la co-assurance incombant à l'assureur pour compte ; le propriétaire s'engagera à intenter une action contre lesdits assureurs pour compte, action qui, par des contre-lettres, peut être exercée sous le couvert de la Compagnie.

Il est évident que la cession ne joue que jusqu'à concurrence des sommes payées.

Les Compagnies renoncent au recours (art. 27, § 3, Nouvelles Conditions générales) contre toutes personnes dont l'assuré est civilement responsable, le cas de malveillance excepté ; de même, elles renoncent avec ou sans surprime, à exercer leur recours mais pour le cas seulement où le tiers responsable ne serait pas garanti pour sa responsabilité : s'il était garanti, l'action s'exercerait seulement jusqu'à concurrence de cette assurance de garantie.

Cette cession est une cession de droits éventuels, et comme telle soumise à l'événement seul de l'incendie. Par suite, une saisie-arrêt est valablement pratiquée par l'assureur du propriétaire, entre les mains de l'assureur du locataire, même si le propriétaire n'est pas encore indemnisé (1).

La Compagnie cessionnaire peut, en vertu de l'art. 1467, C. civil, faire déclarer nul et établi en fraude de ses droits, l'acte par lequel le locataire responsable du sinistre a renoncé (pour cause d'exagération de demande sur le mobilier incendié), à réclamer à sa Compagnie l'exécution de la police ; il en est ainsi même si la renonciation est antérieure à la saisie-arrêt ou opposition de l'assureur du propriétaire (2).

Mais l'assureur, avant d'exercer son recours, doit notifier la cession aux tiers responsables (3).

(1) Cass., 13 avril 1836, S. 36-1-271. Cass., 24 nov. 1840, S. 41-1-45. Cass., 3 février et 5 août 1885, *J Assur.*, 1885-229 et 250 ; S. 86-1-273.

(2) Trib. civ. Seine, 12 juillet 1890, *Rec. saint.*, 1890-153.

(3) Cass., 6 février 1878, S. 78-1-407. *Contra* : Cass., 1^{er} mai 1889.

CHAPITRE IX

DE LA COMPÉTENCE

Nous avons déjà parlé du caractère commercial du contrat d'assurance et noté les conséquences qui en découlent. Il s'agissait de la compétence absolue.

Mais nous ne saurions terminer notre travail sans parler de la compétence relative *ratione personæ* et de la loi du 2 janvier 1902, qui consacre une dérogation à l'art. 59 du Code de Procédure civile.

Le défendeur est assigné devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouve le domicile de l'assuré.

Ainsi, au cas où l'assuré est demandeur, la règle *actor sequitur forum rei* n'existe plus ; la Compagnie sera assignée devant le Tribunal du domicile de l'assuré, et non devant le tribunal de son siège social.

Pour les actions relatives à la *fixation* et au *règlement de l'indemnité*, le Tribunal compétent est celui du lieu où sont situés les risques sinistrés.

Et la règle décidant la compétence du Tribunal du domicile de l'*assuré* reprendrait son empire pour toute autre action relative au contrat d'assurance.

Et l'art. 2 de la loi précitée a décidé que sont nulles toutes clauses contraires insérées dans les polices, à dater de la promulgation de la présente loi ; mais les clauses *antérieures* sont respectées.

CONCLUSION

Nous avons montré l'importance économique de l'Assurance contre l'Incendie, nous avons vu que si elle était entrée dans les mœurs pour le plus grand bien de tous, c'est surtout aux Compagnies à primes qu'on le doit, à leur action vigoureuse.

Nous avons étudié l'organisation des Compagnies, les principes essentiels qui régissent l'Assurance-Incendie, en dehors desquelles elle ne saurait exister.

Il nous a été donné de démontrer que tout ce qui est assurable est assuré ; on ne saurait aller plus loin sans courir de grands risques : les bénéfices industriels insignifiants réalisés par les Compagnies ne le sont que grâce à leur gestion prudente.

L'Assurance-Incendie fonctionne très bien ; il est injuste de dire que les Conditions générales sont léonines ; sans doute elles ont de nombreux articles, mais il est permis de se demander si une loi régissant la matière serait plus claire, en étant plus brève. Ces clauses, leur né-

cessité est évidente, à cause de la spécialité même de l'industrie exercée, et des fraudes auxquelles elle peut donner naissance,

Et le reproche n'est plus admissible depuis que les Nouvelles Conditions générales ont uniformisé les contrats, d'un commun accord entre *assureurs* et *assurés*. Il nous a été donné de voir les modifications apportées par ces Conditions générales nouvelles, toutes modifications en faveur de l'assuré ; à notre sens, il est impossible d'aller plus loin, sans compromettre la marche de l'Assurance-Incendie. Ces conditions, il ne tient qu'aux assurés d'en bénéficier ; les Compagnies, par un *avenant gratuit*, les superposent aux anciennes qui sont ainsi remplacées.

Un esprit commercial anime les Compagnies ; les règlements de sinistre sont très rapides, les paiements s'effectuent strictement.

Nous regrettons de n'être point autorisés à établir :

1° Le nombre des paiements à titre *bénévole* consentis par les Compagnies ;

2° Le nombre des procès intentés ou soutenus par elles (1).

On serait étonné du nombre considérable des premières, et restreint des seconds.

Il est des frottements imperceptibles dans cet organisme, comme il s'en trouve dans le fonctionnement de tout rouage : la concurrence les adoucit.

(1) Voir Henri Guénol, *Le monopole de l'Etat en matière d'assurance contre l'incendie*.

Notre conclusion, c'est que les Pouvoirs Publics, loin de chercher à entraver l'Assurance-Incendie, loin de chercher dans un Monopole, mirage pour d'aucuns, et qui serait une déception pour tous, doivent s'appliquer à rendre plus facile la tâche de nos Compagnies, permettre à leur action énergique de s'étendre.

Qu'on nous permette de dire, en terminant, que, durant la guerre, nos Compagnies ont tenu leurs engagements, et n'ont usé du moratorium qu'à l'encontre des assurés de mauvaise foi, c'est-à-dire de ceux qui, non mobilisés et pouvant parfaitement payer les primes, refusaient de le faire.

APPENDICE

I

LE DROIT FISCAL ET LES COMPAGNIES

A) Du droit d'enregistrement.

La loi du 23 août 1871, et le décret du 25 novembre de la même année s'appliquent aux assurances contre l'incendie, et ont modifié la législation antérieure.

1° Une taxe d'enregistrement est établie, obligatoirement, par le fait de la rédaction de la police ;

2° L'assiette de l'impôt, c'est l'ensemble des primes recouvrées annuellement par les assureurs ;

3° Les assureurs sont constitués débiteurs *directs* de l'impôt qu'ils peuvent recouvrer sur les assurés.

La taxe est de 8 0/0 avec les décimes en sus ; elle doit être perçue sur toutes les sommes qui, sous quelque dénomination que ce soit : primes, accessoires de primes, cotisation, frais de perception, etc... profitent aux Compagnies (1).

(1) D. P. 1873-5-190. Solution de l'Enregist., 17 septembre 1872
Cass., 29 déc. 1875, D. P. 76-1-110.

Sont des accessoires de primes :

1° Le droit fixe de 0 fr. 50, 0 fr. 25, ou 0 fr. 30 que les Compagnies perçoivent sous la rubrique : frais annuels de répertoire et d'encaissement (1) ;

2° La bonification que les assureurs réalisent quand ils exigent, à titre de remboursement, des droits de timbre et d'enregistrement, des sommes supérieures au chiffre réel des impôts (2) ;

3° La taxe de 0 fr. 006 pour mille sur les capitaux assurés (6 francs par million) mise à la charge des Compagnies ou sociétés d'assurances par la loi du 13 avril 1898, si elles en imposent le paiement à leurs clients (3) ;

4° Les sommes payées aux Compagnies pour frais d'estimation des biens assurés pour révision de leurs contrats (4) ;

5° La bonification concédée aux assurés qui se libèrent au siège social (*J. Enreg.*, n° 20039).

Nous ne parlons pas des questions spéciales concernant les *mutuelles*.

Ne sont pas des accessoires de primes :

1° Le coût de la police et le coût de l'avenant (*Inst. adm. enreg.* 2425, § 2) ;

(1) Cass., 29 déc. 1875, S. 76-1-325.

(2) Seine, 7 mars 1874, D. P. 1875-3-6 et sur pourvoi. Cass. civil, 29 déc. 1875 précité ; *Inst. adm. enreg.* 2542, § 5, *Journ. Enreg.*, n° 19922.

(3) Sol. Ad. Enreg., n° 26327 ; Cass., 16 mai 1904, *Journ. Enreg.*, n° 26716.

(4) Rouen, 25 août 1881 ; 30 juillet 1885, *Journ. Enreg.*, n° 22526.

2° Le coût de la plaque ou plutôt la somme versée contre remise de cette plaque (Inst. adm. enreg. 2542, § 5) ;

3° Les sommes annuellement perçues par les Compagnies, à titre de remboursement des droits de timbre et d'enregistrement, lorsqu'elles ne dépassent point celles dues au Trésor (1) ;

4° Les sommes payées aux assureurs à titre d'indemnité pour résiliation anticipée des contrats ; cette indemnité n'a pas le caractère de prime : c'est une sorte de clause pénale (2).

La taxe dont il s'agit, dit l'art. 6 de la loi du 23 août 1871, doit être calculée sur l'intégralité des primes... constatées dans les écritures. Mais, à cette règle, le décret du 25 novembre 1871, « a apporté certaines restrictions ». « Il est à remarquer que l'énumération des déductions autorisées par le décret de 1871 est strictement *limitative* (3) » — il en est autrement pour les sommes présentant, ou non, les caractères d'accessoires de la prime. L'art. 5 du décret précité contient une énumération limitative (Voir à cet égard, Du Pan).

(1) Inst. Adm. Enreg. 2425, n° 2.

(2) Art. 1226, C. civil ; Maguéro, *Traité Alph. des droits d'Enregist. Assur.*, 94 et 95.

(3) Du Pan, *loc. cit.*, p. 53.

B) Du Droit de Timbre.

La loi du 5 juin 1850 (art. 33), ordonne « à compter du 1^{er} octobre 1850, tout contrat d'assurance ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, sera rédigé sur papier d'un timbre de dimension sous peine de 50 francs d'amende contre l'assureur, sans aucun recours contre l'assuré. Si l'assuré en fait l'avance, il aura un recours contre l'assureur.

Les art. 35 et 36 ont donné à l'administration le moyen d'assurer l'exécution de la loi.

Sous l'empire de cette loi l'abonnement était facultatif.

L'art. 2 de la loi du 23 août 1871 ajouta 2 décimes au principal des droits de timbres et porta la quotité du droit à 0 fr. 036 0/00 (au lieu de 0 fr. 02 0/00). Les Compagnies s'abonnèrent pour se désabonner vers 1880.

Depuis la loi du 29 décembre 1884, l'abonnement est devenu *obligatoire*. La taxe porte sur le montant des *capitaux assurés* (4 centimes 0/00). Pour cette taxe, il convient de déduire :

1° Les capitaux des polices souscrites à l'*Etranger* et ayant pour objet des risques situés à l'*Etranger* (loi du 30 décembre 1876 ; Inst. gén. adm. Enreg. 2708, § 4) ;

2° Les capitaux des réassurances reçues lorsque l'assurance primitive a déjà supporté la taxe (loi du 29 décembre 1884, art. 8, § 5) ;

3° Les capitaux des polices qui, ayant été annulées ou étant arrivées à leur terme au cours de l'exercice imposable, n'ont donné lieu au paiement d'aucune prime au cours de cet exercice (Cass., 26 mai 1903, D. P. 1-449 ; Inst. Enreg. 2886, § 4).

La taxe d'abonnement est perçue sur le montant des opérations de l'année courante, par trimestre, avec production par les Compagnies d'un état à l'appui, indiquant :

Le montant des capitaux assurés provenant des exercices antérieurs ;

Le montant des capitaux provenant de nouvelles souscriptions ;

Les déductions à opérer ;

Le montant des capitaux assujettis à la taxe ;

La liquidation générale d'un exercice — pour les taxes d'enregistrement et d'abonnement au timbre, — s'opère le 31 mai de l'année suivante, au plus tard.

C) Taxes spéciales.

Ces taxes comprennent :

1° La taxe annuelle de 6 francs par million sur le capital assuré en *France* (loi du 13 avril 1898). Dans le calcul de cette taxe, il faut déduire :

Les risques étrangers ;

Les réassurances ;

Les polices annulées ou résiliées.

C'est une addition au droit d'enregistrement (Wahl, *Traité de Droit Fiscal*, t. I, p. 3).

2° La taxe de 12 francs par million sur le Capital assuré (loi du 30 janvier 1907) si le capital est supérieur à 3 milliards ; elle est de 3 francs par million jusqu'à un milliard et de 6 francs de 1 à 3 milliards.

Cette taxe, les Compagnies ne peuvent la récupérer sur leurs assurés ; au contraire, les *mutuelles* peuvent la récupérer.

Nous ne saurions terminer sans noter les différences de traitement qui existent entre les Compagnies d'une part ; les Mutuelles, les Caisses départementales et les Caisses d'Assurances agricoles d'autre part.

Les Caisses d'assurances agricoles sont exemptées des taxes d'enregistrement et de timbre en vertu de la loi du 4 juillet 1900, ainsi que des taxes spéciales et complémentaires : « Il en résulte que tout contrat d'assurance contre l'incendie qui leur est souscrit ne donne lieu à la perception d'aucun impôt » (Du Pan, précité).

Les Caisses départementales sont passibles de la taxe d'enregistrement sur le montant de leur collecte ; car aucune disposition de loi ne les a exemptées de l'impôt (1). — L'égalité existe aussi, sur ce point, entre les Mutuelles et les Compagnies quant à l'assiette et la quotité de l'impôt.

La taxe d'abonnement qui est de 4 centimes pour

(1) Cass. Req., 12 février 1880, S. 1880-1-113.

1.000 francs pour les assurances à primes est de 3 centimes seulement pour 1.000 francs pour les mutuelles.

La loi du 30 janvier 1907 permet, nous l'avons vu, aux mutuelles, de récupérer la taxe de 12 francs par million, sur les sociétaires.

« L'exception faite pour les sociétés mutuelles s'imposait évidemment en raison de la nature de ces sociétés où les deux rôles d'assureurs et d'assurés sont confondus. La disposition formelle de la loi présente toutefois un intérêt pratique ; l'impôt recouvré sur le sociétaire en vertu d'une disposition légale garde son caractère propre, et il ne peut être considéré comme accessoire de la prime lorsque les sociétés le récupèrent. La question mérite de retenir l'attention au point de vue de la taxe d'enregistrement qui n'atteint que les accessoires de la prime... Cette loi de 1907 est une déclaration de guerre aux Compagnies à primes fixes. » (Du Pan, *loc. cit.*, p. 137).

Ces différences de traitement sont illogiques :

Au point de vue fiscal d'abord, surtout quand on prétend surtaxer le contrat afin de trouver de nouvelles ressources pour le budget (J. Caillaux, préface du livre : *Les Impôts en France*) : en effet, des masses imposables échappent à l'impôt ;

Au point de vue de la justice économique ensuite : on ne voit pas en vertu de quel droit prétorien le législateur taxe différemment des mêmes marchandises parce qu'elles appartiennent ou sont vendues à des commerçants qui ne portent pas le même nom !

II

MODIFICATION AU DÉCRET DU 22 JANVIER 1868 ET AUX DÉCRETS POSTÉRIEURS

Nous avons terminé notre travail quand a paru à l'*Officiel* le Décret que nous reproduisons en le faisant précéder du Rapport au Président de la République.

Nous voyons avec satisfaction que le Gouvernement est entré dans la voie dont nous avons parlé, qu'il a compris que pour la lutte économique des modifications aux Décrets de 1868 de 1901 et suivants étaient nécessaires.

Rapport au Président de la République française.

Paris, le 22 novembre 1916.

Monsieur le Président,

Le règlement d'administration publique du 22 janvier 1868 indique, dans ses articles 5 et 33, les valeurs en lesquelles doivent être employés les fonds des sociétés anonymes et mutuelles d'assurance.

L'article 5^{er} : — qui a subi des modifications assez profondes du fait des décrets des 10 juillet 1901, 5 décembre 1913, 19 mars 1915 et 26 avril 1916, qui ont étendu le champ des placements, — dispose que les trois quarts des fonds doivent être employés en valeurs métropolitaines et que les Compagnies ne peuvent placer qu'un quart de leur actif en valeurs étrangères.

Comme toutes les législations ont une propension de plus en plus marquée à imposer aux sociétés d'assurance étrangères des garanties sociales (dépôts de réserves ou de cautionnements), constituées en immeubles dans le pays ou en valeurs nationales, les Compagnies françaises se trouvent dans l'impossibilité de fonctionner en pays étrangers puisque, dès maintenant, elles ont employé leur quart attribuable aux valeurs étrangères. Leur expansion est donc arrêtée, non pas de leur propre fait, mais parce que la loi française met un obstacle à leur activité.

La question n'avait pas échappé aux rédacteurs du règlement d'administration publique du 9 juin 1906, relatif aux placements des entreprises d'assurances sur la vie qui autorise, dans son article 2, ces sociétés à ne pas comprendre, dans le pourcentage de leur actif, qu'elles peuvent employer, en valeurs étrangères, la portion correspondant aux réserves mathématiques afférentes aux opérations réalisées en pays étrangers ainsi qu'aux cautionnements qui pourraient être exigés par lesdits pays.

Il paraît indispensable de donner aux Compagnies d'assurance de toute nature un régime analogue, si l'on veut

permettre aux sociétés françaises de lutter à l'étranger pour y prendre la place à laquelle elles peuvent légitimement prétendre.

On ne saurait craindre, par ailleurs, que ces facilités nouvelles de placement aient pour conséquence l'exode de capitaux français à l'étranger, précisément au moment où le pays aura besoin de toutes ses ressources, puisque les garanties successives à constituer à l'étranger seront fournies par les primes des assurés du pays dans lequel opèrent les sociétés et constitueront ainsi un capital supplémentaire qu'elles n'auraient, sans cela, jamais réalisé. Elles se trouveront ainsi, une fois dans la pleine période des réalisations, en possession d'un important portefeuille de titres étrangers, acquis avec les fonds étrangers, et dont les revenus apporteront en France un appoint important et régulier.

C'est pour ces raisons qu'il y a lieu d'insérer, au premier et dernier alinéas de l'article 5 du décret du 22 janvier 1868, une disposition analogue à celle de l'article 1^{er}, premier alinéa, et de l'article 2 des décrets des 9 juin 1906 et 18 avril 1913. La parité de traitement entre les Compagnies d'assurances sur la vie et les autres sociétés d'assurances de toute nature se trouverait ainsi réalisée.

L'article 33 du même décret prévoit les placements des sociétés d'assurances mutuelles. Les modifications qui ont été apportées à l'article 5 par les décrets des 18 juillet 1901 et 5 décembre 1913 n'ont pas été étendues (sans

qu'on saisisse la raison de cette omission) aux sociétés d'assurances mutuelles. Il paraît équitable de permettre à celles-ci, pour les mettre à même de pratiquer leur industrie de pair avec les sociétés anonymes, les mêmes placements, et de remplacer, en conséquence, les dispositions actuelles dudit article 33 par un simple renvoi à l'article 5.

Si vous voulez bien partager cette manière de voir, je vous prie de revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance Sociale.

Albert MÉTIN.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés ;

-Vu le décret du 22 janvier 1868, portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances, modifié par ceux des 10 juillet 1901, 5 décembre 1913, 19 mars 1915 et 26 avril 1916, et notamment ses articles 5 et 33.

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Les premier et dernier alinéas de l'article 5 du décret du 22 janvier 1868, modifiés par ceux des 10 juillet 1901, 5 décembre 1913, 19 mars 1915 et 26 avril 1916, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Premier alinéa. — « Les fonds de la société, à l'exception des sommes nécessaires aux besoins du service courant et sous déduction des portions visées au dernier alinéa du présent article, sont placés de la manière suivante. »

Dernier alinéa. — « En dehors des limitations fixées ci-dessus, les sociétés peuvent employer les portions de leur actif correspondant aux opérations réalisées dans chacun des pays étrangers où elles opèrent ainsi qu'aux cautionnements pouvant être exigés par lesdits pays, en immeubles situés dans ces pays, en prêts hypothécaires ou en valeurs mobilières admises par les législations étrangères sur la matière. »

Art. 2. — L'article 33 du décret du 22 janvier 1868, modifié par ceux des 19 mars 1915 et 26 avril 1916, est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonds de la Société doivent être employés en valeurs énumérées à l'article 5 ci-dessus ».

Art. 3. — Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et inséré au *Bulletin des Lois*.

La rédaction du décret n'est pas très claire. L'emploi des quatre quarts des fonds a été légalement fixé — et l'on vient dire : « En dehors des limitations... » Or, il ne reste rien en dehors des quatre quarts.

Il convient, à notre sens, d'interpréter comme suit l'alinéa nouveau :

Si les Compagnies n'opèrent pas à l'étranger, l'ancien article 5 conserve sa vigueur.

Si les Compagnies assurent à l'étranger, elles établiront une proportion entre les affaires réalisées en France, et celles réalisées à l'étranger, et dans les limites de cette proportion, elles useront des facultés données par le nouvel alinéa.

Par exemple :

Une Compagnie encaisse en France	10.000.000
Et à l'étranger	5.000.000
Ainsi répartis :	
Aux Etats-Unis	2.000.000
Aux Brésil	2.000.000
En Espagne	1.000.000
Son actif étant de	30.000.000
Elle pourra disposer pour ses opérations françaises de :	20.000.000
« « « américaines de :	4.000.000
« « « brésiliennes de :	4.000.000
« « « espagnoles de :	2.000.000
Total égal :	30.000.000

Sous réserve de cette interprétation, nous approuvons le décret précité.

Evidemment, il eût été plus logique, exception faite pour la réserve légale, de laisser libres les Compagnies de

disposer comme elles l'entendraient de fonds qu'elles pourraient dilapider. Mais, en définitive, il s'agit, en l'espèce, d'une juste répartition, et on ne peut que féliciter le gouvernement de sa décision.

Lu, le Président,

LYON-CAEN.

Vu, le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- About. — *L'Assurance.*
- Adam Smith. — *Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des Nations.*
- Agnel et de Corny. — *Manuel général des assurances.*
- Alauzet. — *Traité général des Assurances.*
- Archives Nationales.*
- D'Argentré. — *Sur Bretagne.*
- L'argus des assurances.*
- Arnaud. — *Des droits des créanciers sur les indemnités d'assurances, au cas d'incendie.*
- Aubry et Rau. — *Cours de Droit civil Français.*
- Babeau. — *La Ville sous l'ancien régime.*
- Baudry-Lancantinerie et de Loynes. — *Précis de Droit Civil.*
- Béquet et Dupré. — *Répertoire du Droit administratif. V. Assurance.*
- Blanche. — *Dictionnaire général d'administration. V. Assurance.*
- Block. — *Dictionnaire de l'administration française. V. Assurance.*
- Bonneville de Marsangy. — *Jurisprudence générale des Assurances terrestres.*
- Boudousquié. — *Traité de l'assurance contre l'incendie.*
- Cerise (baron). — *La lutte contre l'incendie avant 1789.*
- Chaufton. — *Les Assurances.*
- Condorcet. — *Esquisse d'un tableau historique du progrès de l'esprit humain (10^e époque).*
- Dalloz. — *Code civil annoté.*

Jurisprudence général.

Recueil de législation.

Déroulède (Maxime). — *Etude comparée des systèmes d'Assurances publiques et privées en matière d'assurance contre l'Incendie.*

Droz. — *Les polices d'assurance contre le risque d'incendie.*

Duhail. — *Etude sur le contrat d'assurances contre l'incendie.*

Gauvin. — *Manuel de l'Inspecteur d'Assurances contre l'Incendie.*

L'Etat-assureur.

Gide. — *Cours d'Economie Politique.*

Giraud. — *Manuel élémentaire de Droit romain.*

Grün et Joliat. — *Traité des assurances terrestres.*

Hamon. — *Histoire générale de l'assurance.*

Henrys. — *Œuvres.*

Huber (Gustave). — *Traité de responsabilité contractuelle en matière d'incendie.*

Journal des assurances.

Juvénal. — *Satires.*

La grande Chartreuse, par un Chartreux.

De Lalande et Couturier. — *Traité théorique et pratique du contrat d'assurances contre l'incendie.*

Lambert (William). — *Le monopole des Assurances.*

Leroy-Beaulieu. — *Traité d'Economie Politique.*

Lyon-Caen et Renault. — *Traité de Droit commercial.*

Mercier. — *Tableau de Paris, 1783.*

Merlin. — *V. Incendie.*

Meunier. — *Des causes d'incendie dans les Fabriques et Usines.*

Le Moniteur des Assurances.

Oudiette. — *Assurance contre l'incendie: Questions pratiques.*

Pan (Du). — *Le Contrat d'assurance-Incendie et le Droit Fiscal.*

Pépin-Lehalleur. — *Note sur l'interprétation du nouvel art. 1734.*

Persil. — *Traité des assurances terrestres.*

Pont (Paul). — *Des sociétés.*

Pothier. — *Du louage.*

Pouget. — *Dictionnaire des Assurances terrestres.*

Le Recueil Périodique des Assurances.

Revue de législation professionnelle.

Richard et Meaucorps. — *Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie.*

Ruben de Couder. — *Dictionnaire de Droit commercial.*
La Semaine.

Sirey. — *S. chronologique 1791-1830.*

S. P., 1830-1914.

Tables de Jurisprudence.

Lois annotées.

Répertoire général du Droit français.

Suétone. — *Oct. Aug.*

Toullier.

Troplong. — *De l'échange et du louage.*

Voët.

Wagner. — *Der Staat und das Versicherungswesen.*

William Lambert. (Voir Lambert.)

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION. — De l'Importance économique des Com- pagnies	3
HISTORIQUE	19
<i>Section I.</i> — Mesures morales.	22
<i>Section II.</i> — Mesures matérielles.	27
<i>Section III.</i> — De l'idée d'assurance proprement dite.	31

PREMIERE PARTIE

L'organisation d'une Compagnie.

Chap. I. — Des caractères distinctifs des Compagnies à primes fixes. Leurs différences avec les mutuelles	45
Chap. II. — De la législation qui régit la constitution des Compagnies anonymes à primes fixes contre l'incendie	52
Chap. III. — Etude des organes d'une Compagnie ano- nyme d'assurances à primes fixes contre l'incendie	58

<i>Section I. — Le siège central</i>	58
§ I. — Le Directeur	59
§ II. — Divers services du Siège central	61
<i>Section II. — Les agences</i>	78
<i>Section III. — Services de l'Inspection</i>	89
<i>Section IV. — De certaines situations auxquelles les Compagnies ont donné naissance.</i>	94
Chap. IV. — Les Bénéfices des Compagnies et leurs frais généraux	101
Chap. V. — Les Principes essentiels qui régissent l'as- surance-Incendie.	115
<i>Section I. — De la sélection des risques</i>	116
<i>Section II. — De la classification des risques . .</i>	120
<i>Section III. — De la division des risques. . . .</i>	127
§ I. — De la réassurance	128
§ II. — Des réserves	133

DEUXIÈME PARTIE

Le fonctionnement de la Compagnie.

De la situation de l'assurance-incendie au point de vue juridique	141
--	-----

TITRE I

Conclusion des Contrats.

Chap. I. — Les caractères du contrat d'assurance-in- cendie	147
Chap. II. — Eléments du contrat d'assurance	153
<i>Section I. — Capacité des parties.</i>	153
<i>Section II. — Des choses qui peuvent être assurées.</i>	164
<i>Section III. — Des risques.</i>	170

TABLE DES MATIÈRES

297

§ I. — De quels incendies répond l'assureur	172
§ II. — Des limites de la responsabilité de la Compagnie.	178
Section IV. — De la prime	181
Section V. — De l'indemnité.	183
Chap. III. — Forme du contrat d'assurance	184
Chap. IV. — Des obligations de l'assuré	190
Section I. — Obligations lors de la formation du contrat. Des réticences	190
§ I. — Déclarations relatives à la qualité de l'assuré	191
§ II. — Déclarations relatives aux objets assurés et à leur situation	194
§ III. — Déclarations de l'assuré relatives aux assurances déjà contractées sur le même risque	197
Section II. — Obligations de l'assuré au cours du contrat.	199
§ I. — Paiement des primes	199
§ II. — Déclarations des nouvelles assurances contractées par l'assuré	207
§ III. — Déclarations de changement de lieu du risque	209
§ IV. — Déclarations relatives aux circons- tances qui peuvent aggraver le risque	211
§ V. — Déclarations relatives aux mutations de propriété	215
§ VI. — Faillite ou liquidation de l'assuré	215
§ VII. — Des Réductions	217
Chap. V. — Fin du Contrat d'Assurance	220

TITRE II

Du Règlement des sinistres.

Chap. I. — Des obligations de l'assuré en cas de sinistre	222
Chap. II. — Comment a lieu le règlement de l'indemnité	226
Section I. — Diverses sortes de règlements . .	226
Section II. — Comment l'indemnité est évaluée	231
§ I. — Evaluation des objets assurés . . .	232
§ II. — Evaluation du sauvetage	237
§ III. — Fixation du chiffre des pertes et de l'indemnité	239
Chap. III. — Que représente l'indemnité d'assurance ? .	246
Chap. IV. — Attribution de l'indemnité	250
Chap. V. — Qui peut exercer l'action en paiement de l'indemnité ?	257
Chap. VI. — Lieu et époque du paiement	261
Chap. VII. — Prescription de l'action en demande d'indemnité	263
Chap. VIII. — Du résiliement après sinistre et de la cession de droits	267
Chap. IX. — De la compétence	271
CONCLUSION	273
Appendice I. — Le Droit fiscal et les Compagnies . . .	277
Appendice II. — Modifications au décret du 22 janvier 1868 et aux décrets postérieurs . . .	284
BIBLIOGRAPHIE	291

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
